

- BASSE INTENSITÉ -



- INFOKIOSQUE [RADIOPHONIQUE] EN DIRECT DES FAUBOURGS DE L'ANTIMONDE -
SEPTEMBRE 2007 - FÉVRIER 2009

BASSE INTENSITÉ, infokiosque radiophonique en direct des faubourgs de l'antimonde, c'est une émission de radio qui est aussi diffusée en CD. Parce qu'il y a des textes et des pratiques qui nous touchent. On aime les partager, faire connaître, circuler, les répandre...

Le papier, froissé, glacé, jauni, taché (ah ! les cuisines collectives...) : on aime le toucher, le manipuler, le sentir, prendre le temps de feuilleter, relire, annoter, dériver...

S'émouvoir, se mettre en colère, se réjouir et se délecter, pester et râler. Alors, pour en remettre une couche, on a décidé de donner cette vie-là aussi aux textes écrits pour les émissions et à quelques autres glanés de-ci de-là. Ils sont rassemblés tels quels. D'où leur format souvent compact et aiguisé. 58 minutes, c'est court, et, chaque mois, y a tellement à dire. De la domestication ordinaire à la répression armée, des actions de solidarités aux attaques frontales et/ou diffuses contre ce monde de merde. Quand les idées sont des actes et que les actes donnent des idées.

En bref, du désordre, des brochures et des revues, des tracts et des affiches, des communiqués et des compte-rendus.

Voilà. Du papier en ondes et des ondes au papier. La boucle est bouclée...

BASSE INTENSITÉ, tous les 4^{èmes} mercredi du mois de 21^h à 22^h sur Radio Galère, 88.4 à Marseille et ses alentours.
Ailleurs, pour l'écouter en direct : <http://radio.galere.free.fr/>

Toutes les émissions, textes et sons, ainsi que cette brochure sont disponibles sur le site :
<http://basseintensite.internetdown.org/>

BASSE INTENSITÉ c/o Radio Galère, 41 rue Jobin, 13003 Marseille
basseintensite@riseup.net





(IDÉOLOGIE) SOMMAIRE

Euromed, c'est classe contre classe	4
Qu'est-ce qui s'tram ?	5
Le vélo Decons	6
Sur le toit du Globe	8
Quelques bonnes raisons de s'opposer à Marseille-2013	9
Roms et rumeurs	12
Que du désordre	13

Rapport sur Marseille	14
Os Cangaceiros	16

Brûle ton école	20
Égratignure	21
Citoyens par ci, citoyennes par là	22
Nike la démocratie	23
Suicides et lutte de classe	24
Sabotage(s)	25



Bangladesh et Dubaï	26
Luttés au « Kurdistan »	28
Sur un air de Chacha	32
Que s'est-il passé à Sidi Ifni ?	34
Et à Boulmane Dades ?	36

Guerre il y a	37
Manifeste contre la société industrielle	38
Jusqu'à ce que la dernière ferme ne soit plus que cendres	41
Silence et machine	44
Irradié-e-s de tous les pays	45
Qui veut mettre le soleil en boîte ?	46

COMME LA GUERRE SYSTÉMATIQUE QU'ILS MÈNENT CONTRE NOUS TOUS, quand on sait qu'on peut leur rendre coup pour coup. Nouvelles de la guerre sociale, révoltes en tous genres, tours des brochures et autres lectures subversives sur des musiques offensives, écoute ça, basse intensité.

L'ÉTAT MATRAQUE ET TRACASSE POUR QU'ON SE TAISE et qu'on ne sorte pas, qu'on rentre la tête dans les épaules quand les hélicoptères planent et scannent les zones où ça crame, qu'ils y envoient l'armée, les pompiers, qu'ils nous inondent de came et de somnifères comme la télé.

EN BASSE INTENSITÉ, L'ENNEMI NOUS USE, NOUS ABUSE ET NOUS ENDORT en nous disant que c'est mort et que tout est niqué, et tout au contraire du désespoir, de toutes les guerres on parlera, quand des flics tabassent, quand ils se font tabasser, on parlera, pour mesurer les pertes, les peurs, les pleurs et l'ampleur des dégâts, c'est pas fini ça ne fait que commencer, en basse intensité on va pas se taire.

LE SILENCE C'EST LE DÉCOR DES MENSONGES D'ÉTAT, COMPLICES DES CRIMES DANS LES TAULES ET LES COMMISSARIATS, où les hommes et les femmes s'entassent parce qu'un juge les a enterrés là. En basse intensité on entend leurs voix en rôdant autour des taules, même les plus éloignées, les plus sophistiquées, sort toujours un souffle de vie et de liberté en basse intensité.

Intro #01 260907

EUROMERDE, C'EST CLASSE... CONTRE CLASSE

#15 261108

LES MINISTRES EUROPÉENS DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE SE PAVANENT À MARSEILLE.

Ils peuvent se réjouir, Marseille est un bon exemple de leurs ambitions et de leurs méthodes pour leur projet.

Et, c'est un long programme. Il y en a eu des tentatives, pour mettre cette ville au pas.

Des boulevards hausmaniens du 19^{ème} (dont la rue de la république qui s'appelait alors rue de l'empire), à la démolition du quartier du vieux port par l'armée allemande (démolition qui était déjà prévue avant la guerre) arrive-t-on enfin à la mise sous contrôle de Marseille l'ingouvernable ?

À partir de l'arrivée du TGV, tout s'est accéléré. Spéciale dédicace aux cinq en prison pour des sabotages sur des lignes de TGV. À Marseille, on sait pourquoi on l'aime pas, le TGV. Paris à 3 heures et la modique somme de 170 euros ? Ça veut dire quoi ?

Un programme de vidéo-surveillance pour le colon censé le suivre de son arrivée à la gare St-Charles jusqu'au vieux-port (ce n'est qu'un début).

Ça veut dire que la vie est plus belle ? Dans les studios du pôle média de la friche tout est sous contrôle, des vigiles qui arpentent les trottoirs aux gags qui attendent un autographe et cherchent le bar du mistral. On a reconstitué la ville, un décor plus vrai que nature, sans ses incivilités, ses merdes de chiens et ses flics aux 4 coins de rue. Des hordes de bobos et autres cadres dynamiques à l'assaut d'un marché prometteur et en pleine extension.

Des projets immobiliers juteux, la rue de la république, et, colonne vertébrale de cette restructuration, euromerde. Alliance entre le capital et l'état, euromerde s'étend, demain Bougainville, et après ? Les puces, la Belle de Mai ?

On a évité l'america's cup grâce à une grève des éboueurs pendant la visite des organisateurs suisses (Gaudin avait parlé de sabotage), on aura Marseille 2013. C'est pire mais on peut faire mieux.

CES ÉVÉNEMENTS ONT TOUJOURS SERVI À COLONISER NOS VILLES ET OCCUPER NOS QUARTIERS.

Les jeux olympiques à Los Angeles, Barcelone, Turin, Pékin, Londres...

La foire internationale à Lisbonne...

Lille, Liverpool capitales européennes de la culture

À chaque fois, c'est un prétexte à des chantiers pharaoniques et au grand nettoyage des quartiers populaires pas assez rentables, trop sales et incontrôlables.

Y paraît que le BTP, c'est le poumon de l'économie, c'est d'ailleurs le plus grand producteur de CO² ! Et il nous parle de développement durable, certainement moins durable que la catastrophe nucléaire, l'énergie propre qui alimente tram et TGV. C'est le capitalisme, la misère et l'exploitation qui n'ont que trop duré.

Les ministres sont-ils venus admirer la réussite de leurs entreprises ? Nous mettre le coup de grâce ?

La tour CMA/CGM s'impose comme symbole de la nouvelle ville. On ne voit qu'elle. Et on trouve ça beau ?

Les vélos Decaux, le tram, c'est cool.



Et si t'es pas content, que tu t'intègres pas, que t'es pas productif, et ben, on te foutra le feu, comme c'est arrivé pour le Marché du soleil.

Une bien bonne opération pour assainir ce quartier de la porte d'Aix où, malgré les rafles à répétition, les tentatives multiples pour interdire le Marché aux voleurs sont restées vaines. Il faut bien que le pauvre s'organise pour survivre.

A QUI PROFITE LE CRIME ? CERTAINEMENT PAS À GAUDIN ET TOUTE SA CLIQUE, EUROMERDE ET FONDS DE PENSION...

Dans la ville, tout le monde sait bien. Mais, c'est la crise, et il n'y aura pas de gâteau pour tout le monde.

On nous sert le bouc-émissaire sur un plateau : ce sont les Roms, ces voleurs de poules qui enlèvent les enfants.

Politiciens, urbanistes,
patrons, architectes,
citoyens et artistes,
tous construisent
et imposent,
à coup de fric
et de flics,
ce monde de merde.
Occupation policière,
rafles, expulsions,
restructuration urbaine,
travail, euromerde,
Marseille 2013.
Tout est à détruire.
Nique tout.

La rumeur enfle, que les pauvres s'entre-tuent pendant que les crâpules font leurs business et engrangent les bénéfiques.

Et, c'est à coup d'événements sportifs, culturels et artistiques qu'ils entendent nous divertir et faire diversion. Mais, on ne peut pas ne pas voir le spectacle, la marchandise, l'argent, le travail, la présence policière, les rafles comme des moyens de nous contrôler, nous contraindre, de force s'il le faut, et de nous enfermer dans le cycle du travail et de la consommation.

C'EST À NOUS DE CRAMER LA VILLE. Parce qu'on en a rien à foutre de leur croissance, des boulots de merde et du rôle qu'ils nous ont assignés. Rien à foutre de



cette ville où tout est organisé pour et par les intérêts économiques.

De la BAC aux CRS en passant par les RG, les bras armés de l'état, par l'occupation du territoire, maîtrisent tant bien que mal les résistances actives à ce monde de merde. Du squat au refus du salariat, de la récupération individuelle au vol en réunion, des dégradations du mobilier urbain aux violences contre les représentants de

l'autorité et de l'état (flics, profs, ...), les coups portés contre la vie qu'ils nous imposent sont monnaie courante. Ils peuvent nous baratiner avec leur pouvoir d'achat, leur marchandise, leur sécurité (il s'agit bien de la leur), leur télé et leur TGV, leur confort moderne, on en a rien à foutre.

NOUS, CE QU'ON VEUT, C'EST DÉTRUIRE UNE BONNE FOIS POUR TOUTES CE MONDE DE MERDE.

QU'EST-CE QUI S'Y TRAM ?

UNE BROCHURE INTITULÉE MARSEILLE INFOS SPÉCIALE EUROMÉDITERRANÉE, datée de l'automne 2007, est disponible sur indymedia Marseille. Elle présente le projet Euromed et le replace dans un contexte qui dépasse largement la seule ville de Marseille. Les travaux qui durent depuis 10 ans ne sont qu'une facette du réaménagement urbain et d'une restructuration économique au niveau européen. Dans cette brochure on peut entre autres trouver la liste des entreprises y participant, des détails sur le périmètre euromed et les différents autres projets, etc. Extraits de la brochure :

« Depuis plus de 10 ans, Marseille est sommée de se mettre au pas ou au

goût du jour. Des nouvelles technologies, du numérique, des télécommunications, etc. Il faut que cessent sa circulation chaotique, son système D et ses business, ses grèves récurrentes d'éboueurs et ses rues sales pour qu'elle devienne un lieu où le pouvoir se donne à voir, se représente comme autrefois il y eut les cathédrales pour les autorités catholiques, les places royales pour la monarchie absolue, les préfectures et tribunaux pour la république. Une grande bataille de pacification, aseptisation, de reconquête s'est engagée dans le centre-ville. De cette bataille, l'établissement public d'aménagement Euro-med qui supervise le projet sur une surface de 311^{ha} entre Saint-Charles et

Joliette (bientôt augmentée de 150^{ha} supplémentaires vers Bougainville) en est l'outil et l'artisan, le char lancé à l'assaut de la ville, l'objectif est afin que Marseille colle mieux au rôle de pivot économique de la région euroméditerranéenne de redessiner la ville autour du nouveau quartier d'affaires et de fluidifier la circulation avec le tramway et le cyclocity par exemple. A l'échelle de la ville, c'est la même logique qu'au niveau régional ou européen, dynamiser des pôles spécialisés et les relier entre eux : quartiers d'affaires (la Joliette), d'habitations (Panier, Belsunce) déterminés en fonction de la richesse/pauvreté de ses habitants, culturels (Belle de Mai, Cours Julien, la Plaine), de commerce (Rue St Féréol, Noailles).

VOILÀ LA VILLE SAUCISSONNÉE, DÉCOUPÉE EN TRANCHES, VENDUE AU DÉTAIL. Un espace = une activité. Un pôle, une compétence. Autant de projets en cours et partiellement réalisés qui rendront Marseille si parfaitement semblable à d'innombrables autres grandes villes. On a bien là un phénomène de normalisation, d'homogénéisation des villes, toutes sur un même modèle. À chaque pièce du puzzle, sa fonction. D'où le tramway, les lignes de bus quasi réservées comme entre les immeubles de standing de Bouygues (grand horizon) et le conseil régional tandis que d'autres lignes sont démantelées, histoire d'être sûrs qu'il n'y aura pas de débarquement d'importuns dans le centre.



L E TRAM, C'EST L'OSSATURE SUR LAQUELLE REPOSE TOUTE CETTE RESTRUCTURATION. Il achève de transformer la rue en simple axe de communication. Le Vélo participe pleinement à cette logique : circulation sous contrôle d'un point A à un point B, etc. Les angles morts, ce sont tous ces espaces qui échappent encore au regard des caméras de vidéosurveillance, gardent un peu d'opacité, des simples recoins et autres cages d'escaliers. Ce sont les lieux de sociabilité non encore totalement intégrés à la normalité marchande comme le marché aux voleurs ou l'actuel J4. Pour venir à bout de ces territoires, ils parlent de «*prévention situationnelle*». Il s'agit d'empêcher tout rassemblement tout arrêt, attroupement du simple fait de la configuration des lieux, de l'architecture

intimidante et pensée pour des interventions militaires et/ou policières rapides et efficaces. Dans les brochures on nous vante la végétalisation et le rayonnement culturel : la végétalisation, c'est planter quelques platanes et 10m² de pelouse en plaque sur lesquels il sera interdit de marcher et à fortiori de somnoler. Les verts et consort trouveront certainement leur comptes dans cette transformation d'espaces à vivre en nature morte. Un beau décor en fin de compte, plat et sans vie.

P OUR CE QUI EST DE LA CULTURE, ELLE EST TOUJOURS UN BON ALIBI pour faire peau neuve dans un bout de quartier. Ici, des fouilles archéologiques, là, un grand musée, font office de pierres tombales. La cité de la méditerranée fera disparaître le patrimoine portuaire (110^{ha}) avec son musée des civilisations de l'Europe et de la méditerranée, son multiplexe, sa galerie marchande, etc. Tout un commerce de leur culture pour cadres dynamiques ou jeunes aspirants à

l'être. Dans cette dynamique, le soutien des médias est indéfectible, ils sont un rouage indispensable et ce n'est pas un hasard si euromed compte parmi ses projets phares le pôle média de la Belle de Mai avec le seul incubateur multimédia national qui devra être le deuxième pôle français de production audiovisuelle et multimédia. Marseille et sa région sont un carrefour entre différents axes de circulation et entre des centres de productions et de recherches. Porte vers les pays du Sud via la Méditerranée, porte vers le nord et les pays de l'est, la Suisse et l'Italie du nord, via la vallée du Rhône. Rien d'étonnant donc à ce que le programme de rénovation urbaine soit pharaonique. Marseille doit être à la hauteur de sa situation. Elle doit devenir une métropole rayonnante de la façade méditerranéenne de l'union européenne.

EUROMED MARSEILLE, C'EST L'ARME POUR LA MÉTROPOLISATION DE TOUTE CETTE RÉGION. »

LES VÉLO DECONS

N OMBREUX SONT LES OBJETS HIGH TECH SURFANT SUR LA VAGUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, prétendant oeuvrer à une action écologiste : panneaux solaires améliorés par des nanomatériaux, détecteurs électroniques de pollution, éoliennes industrielles, voitures propres, piles à combustibles... On en arriverait presque à croire que la technologie pourrait arriver à réparer les dégâts commis par des dizaines d'années de développement de la société industrielle. Que le serpent pourrait se soigner la queue...

À Marseille, après avoir éventré la ville pour mettre en place un tramway aussi «*beau, propre et silencieux*» que l'énergie qui le fait rouler, à savoir le nucléaire, voilà qu'on nous inflige un nouvel attrappe-bobos écolo : le vélo Decons.

En octobre 2006, la mairie de Marseille a signé un contrat avec la société JC Decaux, le plus envahissant des publicitaires, qui prévoit la mise en place de 1000 vélos Decons en libre-service. En contrepartie, Decaux se voit attribuer le marché du mobilier urbain (panneaux publicitaires et abri-bus) pour 13 ans. Comme à Lyon, comme à Paris... Uniformisation des villes par un mobilier urbain identique, jusqu'à la nausée : cars de CRS, vaches, tramway, parcmètres et maintenant les bornes électroniques des vélos Decons.

C ONTRÔLE DE L'ESPACE, DES CORPS, DES COMPORTEMENTS, DES DÉPLACEMENTS... Que tout devienne toujours plus normé, plus encadré, plus surveillé. Avec des nouveaux flics pour verbaliser les cyclistes, calmer ceux qui pensent qu'en vélo on circule plus librement, et même de nouvelles amendes prévues pour les piétons qui se risqueraient à traverser hors des passages autorisés...

Concrètement, un peu partout dans Marseille, enfin, c'est-à-dire partout au centre-ville et dans les quartiers riches,



pas dans les quartiers nord où sévit toujours le couvre-feu des transports en commun pour limiter les déplacements intempestifs, on peut grâce à sa carte bleue magique prendre un vélo Decons dans l'une des 80 stations et le reposer dans n'importe quelle autre. La première demi-heure est gratuite, puis chaque heure coûte un euro.

LES VÉLOS DECONS SONT BOURRÉS DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES, vérifiant la pression des pneus, la tension des freins et le bon fonctionnement des phares. Dès qu'un capteur détecte une anomalie, le vélo reste attaché à sa borne, grâce à un système d'attache particulièrement lourd intégrant une batterie électrique.

Les nombreuses dégradations (involontaires ou volontaires) subies par ces vélos font travailler quotidiennement une dizaine de personnes dans un atelier de maintenance. D'autres en camions, passent leur journée à déplacer les vélos Decons des stations pleines (en bas des côtes) à celles vides (en haut des côtes). Les fameuses stations encombrant les trottoirs même à vide, prenant deux fois plus de place que des vélos normaux. Un vélo Decons pèse environ 23 kg, soit près du double d'un vélo. Selon JC Decaux, un vélo Decons lui revient, entre l'achat et l'entretien à 3000 euros.

Des hordes de cadres dynamiques dévalant la rue de la république relookée sur des vélos Decons, tous identiques, bleu et gris, les couleurs à la mode, assortis au tramway et à leur costume-cravate. Des touristes béats et des jeunes branchés hilares se ruant compulsivement sur le nouveau gadget...

**HIGH TECH PARTOUT,
AUTONOMIE NULLE PART.**

☆ Mike Davis, *Contrôle urbain, écologie à la par*, Abirato, 1998

☆ Alèssi dell'Umbria, *Histoire universelle de Marseille de l'an 1000 à an' 2000* Agone, 2006

☆ Jean-Pierre Garnier, *Urbaniser pour dépolitiser*

☆ *L'occupation du territoire par l'art et la gentrification*, 2007

☆ *De plages en cages. Marseille, les travailleurs sans-papiers au piège des frontières urbaines*, février 2009

☆ Bruno Le Dantec, *La ville sans nom Le chienouge*, 2007

☆ Dissensus, 2 émissions de radio spéciales Rue de la République

☆ Quai de la gare, dont le code QR est téléchargeable sur internetdwn.org

POUR UNE VILLE SANS VOITURES



RENFORCER ENCORE ET TOUJOURS LA DÉPENDANCE DE LA POPULATION à l'égard de la technologie, banaliser l'introduction des petites puces dans chaque objet de notre quotidien... Le cynisme d'utiliser l'argument écologiste pour nous les faire bouffer...

Roulez! Vous êtes fliqués!

Grâce aux puces et aux GPS, on peut en effet connaître tous les déplacements de chaque utilisateur des vélos Decons. Mais, nous répond-on, fliqués, nous le sommes déjà, par l'utilisation de notre carte bleue, de notre téléphone portable, de notre carte de transport lisible à distance...

Effectivement, nous le sommes déjà. Est-ce une raison pour accepter de l'être une fois de plus? Ne devrait-on pas se servir de chaque arrivée d'un nouveau type de flicage pour mieux le dénoncer et remettre en cause les précédents? Sommes-nous résignés à la surveillance permanente, omniprésente et sournoise? À être tracés dans nos achats, nos déplacements, nos activités, nos contacts...

Dans les moindres aspects de notre vie quotidienne?

L'apparente simplicité des vélos en self service permettrait à beaucoup de personnes de découvrir la pratique du vélo... Peut-être, mais c'est une utilisation du vélo totalement récupérée par le monde marchand, vidée de sa force. La bicyclette est à la base un formidable instrument d'autonomie: elle permet de se déplacer quand on veut, où l'on veut, sans carburant; sa mécanique est assez simple pour permettre des réparations individuelles. Avec les vélos Decons, les cyclistes ne sont plus acteurs de leurs déplacements, mais sont infantilisés pour devenir, une fois de plus, de simples clients: il n'y a rien à faire, on ne peut plus les réparer, il suffit juste de s'en servir en échange de supporter des centaines de publicités le long des rues. Se déplacer en vélo devient un acte marchand et robotisé de plus.

NOUS NE VOULONS PAS D'UN MONDE TOUT BEAU, TOUT LISSE, et entièrement sous contrôle. Sous contrôle des puces détectant n'importe quel mal. Sous le joug de technologies nous maintenant en survie dans un univers vide de sens. Nous pensons qu'il est impossible de séparer le bébé de l'eau du bain. D'avoir le «bon» côté des technologies sans en avoir les mauvais. Pour lutter contre les conséquences, nous voulons avant tout supprimer les causes.

**NON À LA PROLIFÉRATION DES PUCES!
VIVE LES PNEUS CREVÉS!**

« NOUS NE REVENDIQUONS RIEN.
ON N'ATTEND RIEN DE PERSONNE.
FACE À LA RÉPRESSION ET À
L'EXPLOITATION, ORGANISONS
NOUS-MÊMES LA RÉSISTANCE.
ON AURA CE QU'ON PRENDRA.
ON S'EN FOUT DU DROIT. »

Il est 23^h50'54" quand la petite troupe de gens massée au pied du 69 rue de la République reçoit ce SMS de revendication signé « *les occupants du toit du globe* ». Dans la journée du samedi 22 novembre, des banderoles (« *Ils investissent, nous aussi* ») avaient été déployées depuis un immeuble occupé depuis quelques jours, au moment où la manifestation pour le droit au logement passait sous les fenêtres du bâtiment. Alors que les ministres du logement, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et du développement durable devaient se réunir le lundi 24 à Marseille, un petit groupe de gens avait décidé de se réapproprier un de ces innombrables lieux vacants de la rue de la République. Depuis des années, le patrimoine immobilier de cette rue comme de l'ensemble du périmètre Euromed passe de mains en mains : banques, fonds de pensions, etc. qui ont vidé le quartier de ses habitants à coups d'expulsions, d'intimidations, d'incendies, etc. Aujourd'hui, la moitié de la rue appartient à ATEMI, dont la banque Lehmann brothers, largement actionnaire, est désormais en faillite. D'où ces quelques slogans criés sous les banderoles : « *La rue de la république est vide, reprenons-la* », « *Lehmann brothers est mort, vive la crise !* ». Le soir même, une discussion était proposée dans le lieu « *pour construire ensemble les ripostes et solidarités à venir contre l'aménagement urbain et ses expulsions* » (extrait du tract). Il s'agissait aussi d'emblée de faire vivre collectivement cet ancien hôtel avec son bar (le *Globe*) au rez-de-chaussée. Le projet n'était pas de faire une occupation spectaculaire et éphémère mais de prendre un espace pour habiter et vivre ensemble, créer un espace de discussions et de rencontres qui puisse faire émerger des solidarités concrètes face aux offensives des urbanistes. Il est 20^h30. Une soixantaine de personnes mangent et discutent, entassées dans le bar, quand les flics donnent l'assaut.



Ils explosent la vitrine alors que des personnes se trouvent juste derrière. S'ensuit une course poursuite dans l'immeuble. Les gens refluent dans les étages en érigeant des barricades de fortune derrière eux pour ralentir l'avancée des gardes mobiles. Ce qui s'est révélé relativement efficace. Tout le monde se retranche au dernier étage et un petit groupe monte même sur le toit. Ce ne sont pas spécialement les habitants du lieu et le tout n'est pas vraiment prémédité. La cinquantaine de personnes restée au dernier étage se fait finalement sortir de l'immeuble et séquestrer dans la rue qui est bloquée, mais les occupants du toit du *Globe* demeurent. Pendant ce temps, quelques personnes se regroupent dans la rue de la république et hurlent « *non aux expulsions* ». Peu à peu, des passants les rejoignent, le trafic est bloqué par un imposant dispositif policier : CRS, gardes mobiles, BAC. Sur le toit comme dans la rue, personne ne cède aux basses manœuvres des flics : chantage (« *Descendez du toit et on libère tout le monde* »), intimidations, pressions de la BAC... Une quarantaine de personnes de la caravane du logement (regroupement d'associations pour le droit au logement) débarquent. Les flics relâchent la cinquantaine de personnes parquées. Et tout le monde se regroupe. Tout au long de la nuit, plein de gens restent, arrivent ou se relaient. Il y a eu jusqu'à 150/200 personnes dans l'attroupement malgré le froid. Au début, la situation est un peu flottante : la police est manifestement dans l'indécision. On imagine que ça téléphone dans tous les sens. Les autorités se concertent. Parallèlement, les occupants de la rue sont eux aussi dans l'expectative. Une poubelle flambe, une voiture de flic est caillassée et rien ne se passe. C'est l'attente. À l'intérieur, les keufs tentent de mettre la pression aux occupants du toit et saccagent le lieu. Une ribambelle de négociateurs se relaient pour les faire descendre, dont le commissaire divisionnaire et le sous-préfet, mais rien n'y fait. En bas, la caravane du logement apporte des boissons chaudes et de la bouffe fort réconfortantes par ce temps de grand mistral. Des couvertures, de la nourriture et un mégaphone sont discrète-

ment fournis aux occupants du toit, histoire que la détermination ne cède pas face aux assauts de la fatigue et du vent. En bas, le groupe diminue mais l'ambiance est bonne. La rue de la République n'a jamais été aussi vivante depuis des années : chants et slogans qui se répondent entre en haut et en bas, partie de foot, spectacles... Cela dure toute la nuit. Au petit matin, 12 cars de CRS arrivent en renfort et le GIPN prend position. Le préfet mal à l'aise sur le toit tente une ultime négociation. En vain. Il ne peut rien faire pour les revendications des occupants, à savoir : l'abolition de la société de classes, de l'Etat et du capital ; le relogement de tous les habitants de la rue de la République dans leurs anciens logements refaits à neuf ou à défaut le fait de garder la maison. Pendant ce temps, des habitants du quartier (le peu qu'il reste) apportent café et croissants. Finalement, sur les coups de 10^h, le GIPN procède à l'expulsion et les occupants sont placés en garde-à-vue au commissariat de l'Evêché où se déplace, lui aussi, le petit groupe de gens encore présents au pied de l'immeuble. La présence est continue jusqu'à 16^h, heure de leur libération, a priori sans poursuite.

A cette occasion, s'est encore une fois manifestée une solidarité concrète : des travailleuses de la maison de retraite ramènent du café et des petits gâteaux, des anciens habitants ont aussi été présents de longue. Ce sont 24^h aux cours desquelles quelque chose a été rompu et arraché à la normalité : un rapport joyeux à la rue, une détermination à ne pas se laisser intimider par l'occupation policière du territoire et tenter de faire vivre ensemble nos désirs. Le tout aura sans doute coûté très cher : l'important dispositif policier, le tram bloqué pendant une douzaine d'heures, et la rue encore quelques heures de plus. Cela n'aura duré que quelques heures. Vivement la prochaine fois. On n'est pas fatigué, on est déterminé. Ni flic, ni fric, ni expulsions. À la prochaine, pour notre meilleur et pour leur pire. Rendez-vous pour un repas de quartier dimanche 30 nov à 12^h, rue Moisson. [Tract distribué à Marseille]

avec **euromerde** et ses entrepreneurs BTP, ses cadres,
ses flics, ses commerçants ... laisserons-nous **marseille2013**,
« capitale européenne de la culture », ses bobos et ses artistes,
nous dépouiller encore plus
de nos vies ??!!



basse intensité

chaque 4e mercredi du mois sur **radio galère 88.4 fm**

prochaines **nouvelles de la guerre sociale : 23 janvier** de 21h à 22h

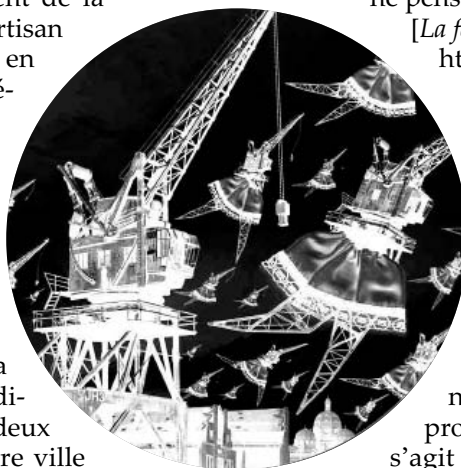
QUELQUES BONNES RAISONS DE S'OPPOSER A MARSEILLE 2013

MARSEILLE-PROVENCE 2013, CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE. Déjà, des banderoles annonçant l'événement ont fait une apparition triomphante sur les façades de plusieurs bâtiments publics. Pour n'en citer qu'un : la Chambre de commerce et d'industrie sur la Canebière. N'y voyez pas un hasard. Le président de l'association de promotion de cette candidature de Marseille au titre de Capitale européenne de la Culture, M. Pfister Jacques, est aussi président de la Chambre de commerce et fervent partisan de la privatisation du port. Voilà qui en dit déjà long sur la collusion des intérêts liés à cet événement avec le monde des friqués et autres rapaces du même acabit. Le lobby patronal du coin, « club ambition top 20 », regroupant une cinquantaine de patrons et cadres, se fait déjà l'ardent supporter de cette candidature, elle-même portée par l'ensemble des collectivités locales de la région. Depuis la création de ce sinistre titre en 1985, diverses cités européennes, à raison de deux par an, ont eu à le porter. La dernière ville française à s'en être vue affublée fut Lille en 2004.

Dans un livre intitulé *La fête est finie*, des complices en avaient, peu après, tiré quelques conclusions que nous estimons judicieux de reprendre avant d'en revenir à certains détails croustillants du projet marseillais. « Quand une rangée de CRS fonce sur la foule, le plus grand nombre sait encore comment réagir : on fait des barricades de fortune pour ralentir leur marche, on ramasse quelques pierres, des bouteilles et l'on se prépare à courir. Mais quand c'est Lille2004-capitale européenne de

la culture qui nous tombe sur le coin de la gueule, nul ne sait trop comment s'y prendre. Chacun devine que c'est un sale boulot qui se prépare et qu'il y a donc une parade à inventer, mais laquelle ? Et contre quoi ? L'idée qu'ici le capital n'avance plus à coup de canon mais précédé d'une milice dansante, bruissante, bigarrée d'artistes en costumes et de branchés sous ecsta ne nous est pas encore familière. Quand nous entendons le mot « culture », nous ne pensons pas encore à sortir notre revolver. »

[*La fête est finie*, disponible sur <http://lafeteestfinie.free.fr>]



ON NE SAURAIT MIEUX DIRE. IRRÉMÉDIABLEMENT, CETTE CANDIDATURE NOUS DONNE LA NAUSÉE. DÉJÀ. Avant même que les flon-flons médiatiques ne nous aient encore submergé de propagande. Nous avons à peine besoin d'en savoir plus sur le contenu du projet pour décider de nous opposer, par tous les moyens, à cette mascarade. Pour devenir Capitale, les villes doivent ériger un projet reposant sur deux axes. D'une part, il s'agit de faire exister l'europe dans les cahoches des gens, d'emporter l'adhésion de chacun à cette machine de guerre économique. D'autre part, de procéder à la rentabilisation des espaces urbains sous couvert du rôle historique des villes dans l'émergence d'une culture européenne. Pour le projet marseillais, ces deux dimensions ont été respectivement affublées de petits noms évocateurs: le « *partage des midis* » et la « *cité radieuse* ». Quand ils parlent de « *partage des midis* », nous entendons « *partage du gâteau* ». Quand ils disent « *cité radieuse* », nous entendons « *taule à ciel ouvert* ».



MARSEILLE 2013, CE N'EST PAS UN HORIZON LOINTAIN. ÇA A DÉJÀ COMMENCÉ. Ce qu'ils appellent « *partage des midis* », par exemple, ce n'est que la continuation d'un processus entamé en 1995 lors de la conférence européenne de Barcelone, qui inaugurerait un partenariat euroméditerranéen comme fer de (re)lance d'une partie des activités économiques et politiques de l'Union européenne. Ces derniers temps, et avec insistance, cette perspective revient dans la bouche du super-président sous le nom d'union de la Méditerranée, quitte même à agacer une partie de ses collègues européens qui voient d'un oeil inquiet cette volonté de faire glisser le coeur de l'Europe vers son sud. Avec comme capitale, Marseille, située pile-poil au carrefour du couloir vital rhodanien et de l'arc méditerranéen, c'est-à-dire encore mieux que Barcelone ou Gênes, ces éternels ports rivaux. Ainsi, Euro-med, dont nous connaissons surtout le volet marseillais, est-il avant tout le projet de réorganisation à grande échelle de l'Europe et de l'Afrique du nord, en allant jusqu'à la Turquie. Bien entendu, l'enjeu reste le même, qu'il s'agisse de Belsunce ou du Maghreb : pacifier un territoire pour en tirer un maximum de profit en terme de matières premières (pétrole et gaz), de main d'oeuvre (migrants), de débouchés (nouveaux marchés). On comprend mieux ce que racontent les rédacteurs de la propagande officielle pour Marseille 2013 lorsqu'ils nous vendent l'idée que Marseille « *prétend constituer durablement une métropole de l'euroméditerranée culturelle* ». Ou encore : qu'« *aucune géopolitique de développement ne peut faire désormais l'économie de la culture* ». Ainsi, à coups de « *dialogue des peuples et des cultures* », il sera question pour les artistes de plancher sur des thèmes allant du plus folklorique (la gastronomie) au plus épique. La thématique « homme-femme » a bien quelques relents colonialistes : ah ! ces pays du sud que l'on doit civiliser.

Les migrations, les religions, le partage de l'eau sont autant de questions qui tourmentent la vieille Europe. Le tout sur fond de « *résolution des conflits de mémoire* » en mettant en place « des actions qui apaisent les passés douloureux liés aux mémoires coloniales ». Nous y entendons « faire fi du passé colonial », et encore et toujours, exploiter, pacifier... Ce qu'Euromed, tant au niveau local qu'international, parvient à grand mal à réaliser, risque bien de passer comme une lettre à la poste avec ce vernis tout-beau-tout-joli de la culture. Et maintenant, côté « *cité radieuse* », le versant « laboratoire de la rénovation urbaine par la culture ». Leur prose se vante de « *convoier des créateurs de villes et de paysages* ».

VOILÀ QUI FAIT FROID DANS LE DOS. Et ce n'est pas un hasard si ce titre a souvent été attribué à des villes au passé laborieux, Gênes et Lille en 2004, Liverpool en 2008. Des villes que l'on dit « en crise », des villes qu'il faudrait « reconvertir » pour les dédier plus complètement au fric et à la rentabilité du capitalisme contemporain : flux de marchandises et surtout de capitaux, tertiarisation des activités (tourisme), captation des richesses diverses et variées des pays limitrophes de l'Union européenne, etc. Cet aspect des choses est au coeur de ce que les mêmes complices lillois ont bien senti. Cet événement est une offensive, nous disent-ils.

« De pays en pays, de cité en cité, de quartier en quartier, il y a un cycle de la normalisation. Tout commence par un « quartier populaire ». Un « quartier populaire » n'est pas un quartier pauvre, du moins pas nécessairement. Un « quartier populaire » est avant tout un quartier habité, c'est-à-dire ingouvernable. Ce qui le rend ingouvernable, ce sont les liens qui s'y maintiennent. Liens de la parole et de la parenté. Liens du souvenir et de l'inimitié. Habitudes, usages, solidarités. Tous ces liens établissent entre les humains, entre les humains et les choses, entre

les lieux, des circulations anarchiques sur quoi la marchandise et ses promoteurs n'ont pas directement prise. L'intensité de ces liens est ce qui les rend moins exposés et plus impassibles aux rapports marchands. Dans l'histoire du capitalisme, cela a toujours été le rôle de l'Etat que de briser ces liens, de leur ôter leur base matérielle afin de disposer les êtres au travail, à la consommation et au désenchantement. [...] Donc, il y avait un « quartier populaire », un quartier habité, et alentour le désert : une société de déracinés. N'importe quel déraciné sait la douceur d'une telle oasis, l'apaisement qu'il y a à se loger dans un endroit peuplé, c'est-à-dire peuplé non seulement par des humains, mais encore par des cris, des odeurs, des bagarres, des complicités. L'afflux de petits-bourgeois désargentés dans les « quartiers populaires » ne s'explique pas par la seule faiblesse des loyers ni par le fait que quelques squatts d'artistes, ouverts là dans les années précédentes, les y auraient préalablement introduits. La capacité à trouver folklorique toutes les traces des liens anciens, c'est-à-dire à les appréhender esthétiquement, joue ici à plein. Il suffira alors que la mairie civilise un peu la rue, refasse le macadam et lance son grand projet de réhabilitation-muséification pour que s'épanouisse le nouveau quartier branché de la ville, avec ses bars altermondialistes, ses journées portes ouvertes sur les ateliers d'artistes et autres sinistres animations. Ce n'est plus désormais qu'une affaire d'années pour que, les loyers montant et les anciens bâtiments industriels étant massivement changés en lofts spacieux, la nouvelle population de citoyens prenne la place de l'ancienne. On n'oubliera pas en guise d'adieu, de laisser ça et là quelques clins d'oeil à l'usage passé des lieux. Le Garage sera un bistrot couru entre tous. Et la filature servira des déjeuners plus bio que nature. [...] Les espaces urbains vivables se réduisent, les courées se ferment. Il est désormais, paraît-il, interdit de s'attarder en bas de chez soi. Et contrairement à la propagande il est devenu totalement incongru pour ne pas dire inconvenant d'utiliser la rue, non pas pour faire du shopping, mais simplement pour se promener, vadrouiller, traîner, tchatcher, s'engueuler, vivre. La ville se retrouve maintenant sur les guides touristiques de nombreux opérateurs, elle est devenue soucieuse de son image. Et nous nous transformons peu à peu en objets décoratifs pour les photos de milliers de touristes. »

LE PROCESSUS DE DÉPOSSESSION des espaces vivables ressemble à s'y méprendre à ce qui se joue depuis quelques temps déjà dans le quartier de la Belle de Mai, par exemple. Si nous n'y faisons rien, le titre de Capitale européenne de la culture sera le coup de grâce asséné à ce quartier, déjà pris en tenaille par l'extension du périmètre Euromed et la Friche. Leur « *cité radieuse* » serait une ville métisse et cosmopolite. Nous ne voyons que rafles à répétition et contrôles au faciès, à Noailles, à Bel-sunce, à la Porte d'aix, etc... Ils font l'apologie, non sans cynisme, du « *nomadisme* », des « *chemins de traverse* ». Ce que nous connaissons, c'est la mobilité du travailleur de son travail à chez lui en passant par la case « *consommation* ». Et, encore, l'enfer des déportations de sans-papiers. Sur la méthode, ils ne parlent que de « *mobilité* », de la pleine « *participation des citoyens, des 75000 associations culturelles de la région, et de l'OM* ». Chacun devrait se faire le collaborateur-travailleur gratuit de la réussite de leur projet. Qui en faisant un petit film avec son téléphone portable, qui en dessinant sur un petit « *drapeau blanc* » distribué à chaque citoyen par voie postale. Pour nous, le « *drapeau blanc* » est et restera symbole de reddition. Face à cette volonté de pacification,

de nous soumettre à des intérêts qui sont contraires aux nôtres, nous ne voyons qu'une chose à faire : brûler le drapeau blanc, et déterrer la hache de guerre.

Premier acte : ô, toi, habitant, culturel de tous poils, déserte, ne te laisse pas séduire par l'appât du gain, renonce à cette collaboration. L'alibi culturel ne doit pas aveugler : en embuscade, il y a toujours une armada d'entrepreneurs, de cadres, de flics et de touristes. Un tel événement, et il en est de même pour les JO et autres America's cup, ne sert qu'à faire passer la pilule de la destruction de nos vies à grand coup d'infrastructures, de flicages, d'expulsions, etc. Ici, l'opération se fait avec les « *armes culturelles de dialogue et de collaboration* », comme ils disent. Et ça ne fait que commencer.

Face à l'avis de mobilisation générale, il ne suffira pas de désert. Passons dans les rangs ennemis. Car cette candidature, ce n'est qu'une bataille de plus dans la guerre de basse intensité qui nous est livrée, à Marseille comme ailleurs. QUE CRÈVE LA CULTURE...



☆ Le 2 février 2008, 2 adolescents se sont évadés d'Etat-blissement Pénitencier pour Mineur de la Valentine, est la première évasion de cette nouvelle prison ouverte en novembre 2007. Ils se sont enfuis par panier de basket pour rejoindre le toit. Et hop, dehors.

☆ Dans la nuit du 4 au 5 2008, la permanence électorale de la numéro 2 de la liste gaudin a été cambriolée. Les ordinateurs et le matériel de campagne ont disparu.

☆ Vendredi 25 avril, un détenu de la prison des Baumettes s'est évadé de l'hôpital de la Conception, à Marseille. Il a sauté d'une hauteur de cinq mètres.

☆ Dans l'après-midi du 12 mai, la circulation des trains entre Marseille et Aubagne a été perturbée, à la suite d'actes de malveillance. Des plaques d'égout en fonte avaient été posées sur la voie. La dégradation n'a pas revendiqué.

☆ Le 20 mai à Marseille, les dockers se sont affrontés avec les CRS devant la mairie. Deux voitures de keufs ont commencé à cramer, une autre a été caillonnée. Un CRS s'est pris un marteau dans la gueule. Incroyable scène de guerrilla urbaine qui fait dire à la provence 'ilqu'il y a pas de paix sociale. La direction du port estime à plus d'un million d'euros les pertes dues au mouvement des dockers. Alors le port sera-t-il privatisé ?

☆ Avec les dockers, ce sont les marins pêcheurs qui prennent part à la guerre sociale. Raz dans les supermarchés, expropriation et redistribution de poissons, mais aussi de gasoil. L'entrée du port pétrolier de Marseille a été bloquée par un filet, les grossistes ont été littéralement pillés et vandalisés.

☆ Depuis quelques semaines les actes de vandalismes se multiplient. Exploit en date du 12 de mai 2008, la dégradation simultanée de 11 vélos Decons, dans le parc du 200^{ème} Centenaire. Dans certains quartiers, dont l'hypercentre, jusqu'à 20% des vélos Decons sont concernés. Selon Martine Vassal, adjointe au maire : « cela commence à dérailler ».

☆ Le lundi 26 mai au soir, les CRS ont utilisé les gaz lacrymogènes pour disperser les 600 personnes qui assistaient à un concert de jazz dans le quartier St-Just. La circulation et les bus ont été coupés 1/2 heure.

☆ Mardi 29 juillet, un flibustier municipal, qui tentait d'intervenir sur le quai d'Ile du Frioul, a été poussé à l'eau, plouf.

MARSEILLE EST SOUVENT PRÉSENTÉE PAR LES POLITICIENS COMME UN EXEMPLE DE MULTICULTURALISME : chacun brodant, à sa sauce, sur l'histoire des migrations successives que la ville a connue. S'il est vrai que la population de la ville s'est largement nourrie de migrants, elle n'a pas été épargnée – pourquoi l'aurait-elle été – par le racisme contre ces mêmes migrants. Qu'ils soient italiens, originaires du Maghreb ou d'Afrique, tous ont subi le racisme et parfois même le reproduisent. Ces migrants furent principalement employés dans des travaux liés à l'activité portuaire et marchande : exploités et sous-payés dans la navigation, le commerce, les docks, la restauration, la construction, etc. Avant la construction des grands ensembles de béton dans le nord de Marseille, les quartiers entourant le port étaient alors des quartiers populaires dans lesquels ils vivaient et travaillaient, dans lesquels ils survivaient. Chaque migration a été confrontée au racisme ordinaire du voisin, à l'exclusion institutionnelle, à la xénophobie comme instrument des politiciens, aux violences policières ou citoyennes. Des lynchages populaires aux bombes posées par des groupes clandestins de flics dans les années 80, des taudis et bidonvilles au meurtre d'un jeune par des colleurs d'affiches du FN, du harcèlement policier aux politiques répressives, l'histoire des migrations à Marseille n'est pas un long fleuve tranquille dans lequel tous et toutes se sont fondus à la ville. Elle est à l'image des centres urbains. Marseille est une ville comme les autres.



LES ROMS SONT ACTUELLEMENT DANS LA LIGNE DE MIRE de ces formes de racisme ou d'exclusion. Estimés entre 800 et 1500 par la préfecture des Bouches-du-Rhône, environ 80% d'entre eux vivraient à Marseille. Principalement venues de Roumanie et de Bulgarie, plusieurs familles se sont installées dans des maisons abandonnées. Certains squats sont occupés par plusieurs dizaines de personnes. Belle de Mai, Saint-Mauront,



Saint-Barthélémy, Rue Curiol, Rue d'Aubagne, Plombières. Si beaucoup furent expulsés, d'autres durent maintenant depuis plusieurs mois, certains expulsables. Pouvoirs judiciaire ou politique, tous optent pour la répression. Régulièrement des dizaines de Roms se retrouvent expulsés et contraints d'ouvrir un nouveau squat. Encore et encore. Situations classiques d'indésirables que les autorités ne veulent pas intégrer, ni socialement, ni politiquement. Des associations citoyennistes et caritatives tentent d'obtenir, sans y réussir, des relogements arguant naïvement de la situation humaine de familles à la rue. Les Roms de Marseille font partie de cette masse de gens qui, pour survivre, font les boulots marginalisés comme la récupération, la ferraille, le journalier, du boulot au noir, ont les minima sociaux ou optent pour la débrouille. Il nous arrive souvent de croiser des camions récupérant les métaux dans la rue, des Roms faisant les poubelles de supermarché, avec des poussettes de récup diverses, parfois la manche. Cette situation alimente évidemment les préjugés divers. À Marseille, en France et dans tous les pays européens, les Roms sont marginalisés ou souffrent de restrictions administratives ou politiques. Que ce soit le racisme le plus ordinaire qui les montre voleurs, kidnappeurs d'enfants, truands, sales ou incultes, au racisme élégant qui les trouve doués pour la musique et aimant les tenues bigarrées, partout les Roms vivent préjugés et exclusion. Toujours montrés comme profiteurs et jamais comme exploités, les Roms, Gitans, Yeniches, Tziganes, Manouches, selon les pays, subissent violences et sont contraints à fournir les rangs des exploités, du sous-proléariat, des marginalisés. Récemment en Italie des camps de Roms ont été atta-

qués au molotov et en Hongrie plusieurs furent tués. À Marseille, au mois de juin dernier, une rumeur relayée par SMS et la presse accusait des Roms de vouloir enlever des enfants pour un trafic d'organes et étaient rendus responsables de la disparition d'une jeune fille en mai de cette année. Les occupants d'une voiture ont évité de peu le lynchage par une vingtaine de personnes au dessus de Plombières. Fin juin, trois Roms en train de fouiller une poubelle près de la Bricarde ont eu moins de chance. Accusés d'avoir regardé étrangement un gamin du quartier, une cinquantaine d'habitants les ont tabassés. Ils réussirent à se réfugier dans un restaurant et à échapper à leurs poursuivants. Quand ce ne sont pas les violences policières ! Les articles de la presse locale, entre autres le torchon *La Provence*, et les opérations policières contre leurs squats n'ont de cesse de mettre en avant les Roms en tant que problème à régler, alimentant encore plus les pressions sur eux. L'État a récemment mis en place quelques réunions visant à faire le tri dans les Roms roumains ou bulgares présents en France (tous ne sont pas expulsables) et cherche à légitimer sa politique en voulant trouver des interlocuteurs.



QUE DU DÉSORDRE PARCE QUE...



☆ Le vendredi 1er août 2008, 13 personnes sont interpellées suite aux violences urbaines du 148^{ème} juillet qui se sont prolongées à la nuit suivante à la cité Le Guées lierres dans le 12^{ème}. 5 jeunes suspects d'avoir allumé des feux ont été écroués. Entre eux ont été incarcérés à la prison mineurs de la Valentine, les trois autres aux Baumettes. Ce sont les flics du GUV (groupe violences urbaines) qui ont identifié les 13 suspects.

☆ Dans la nuit du vendredi août, les keufs ont choppé 6 personnes qui se trouvaient sur vélos Decons volés. Depuis le début de 'été les «vélos» font l'objet de vols à répétition. besoin de carte bleue, selon la police, un coup de pied bien placé déverrouille le mécanisme d'attache.

☆ Le 14 et 16 août, à Roquevaire un homme de 72 ans a mis le feu aux poubelles du supermarché. Les flammes se sont propagées au transformateur, plongeant une partie du village dans le noir.

☆ En décembre 2008, 2 évasions de 48 heures de hôpital psychiatrique Edouard Toulouse. L'un d'eux, âgé de 19 ans est connu de la police pour vol avec effraction et recel, pas si fou que l'on

☆ Le 30 décembre, en raison de la rupture d'une borne dans le 15^{ème} arrondissement, le réseau de SFR a été perturbé. Après les services techniques de l'opérateur, le réseau devait fonctionner de nouveau le 31 au soir pour voyer ses vœux. Allôes toù, ah ouais, je te vois.

☆ A l'école primaire de la Grotte-Roland, dans le 8^{ème} les vacances ont été mises à profit et ont été prolongées. 6 salles dont la bibliothèque ont été saucagées, le sol et les murs ont été barbouillés de peinture bleue et insultes, les auteurs ont cherché-ils une subvention de Marseille 2013?

Le 6 janvier 2009, rue Isa dans le quartier de st-ardès, 28 voitures ont été démolies, et 2'entres elles ont été démolies. Le 6 janvier 2009, rue Israhel craignent une importation de conflit israélo-palestinien, nous répondons que la guerre est présente partout, et quand on parade les élus marseillais dans les rassemblements de soutien à l'état d'israhel, ou encore participer au gala de soutien pour le bien-être du soldat de tsahal, ne peut être solidaire dans l'adversité avec la lutte en destination.

Bring the war home.

Lundi 6 janvier, les enseignants du lycée victor-hugo s'élèvent vivement contre l'intervention de la police appelée par madame le proviseur, les trées du lycée ont été bloquées par les keufs et un élève a été interpellé, menoté et emmené au commissariat où les enseignants sont allés le chercher. Dans le communiqué, suite aux dernières révoltes en Grèce, on pouvait lire : quand un professeur lume le molotov à son élève. On approche.

3 classes de l'école la castellane st-andré ont été détruites par les flammes l'après-midi du dimanche 15 janvier. Des individus ont pénétré par effraction dans les locaux. L'école a été fermée le lendemain, mais il est probable que le message n'ait pas été compris puisqu'elle a réouvert ses portes.

☆ En janvier 2009, un ancien agent de manoeuvre de la SNCM a été écroué un an de prison, dont les mois avec sursis, pour vol de 6 salles motives. En juillet 2007, à la suite d'un long conflit social, le bâtiment avait été monté dans une rampe et avait mis en marche. On ne sait pas si est syndiqué chez l'ultra gauche ou chez les cho-autonomes.

TOUT DÉTRUIRE EST PLUS PLAISANT QUE TOUT SUBIR.

Il n'y a pas de paix, partout la guerre sociale fait rage, et parfois, explose à la gueule du vieux monde.

On n'attend pas le grand soir et chaque moment est à saisir.

Le refus de ce monde de merde n'est pas une affaire de spécialistes. Il n'y a pas de distinction entre actes politiques ou sociaux car chaque attaque contre l'ordre nous touche.

Les antagonismes sociaux ne sont pas l'apanage des avant-gardes mais des formes de résistances au quotidien.

Si on regarde bien, on est plein à vouloir mettre l'ennemi à terre pour l'achever.

On ne veut pas de leurs villes aseptisées pour bobos branchés ni de leurs campagnes pour touristes écolos.

Voitures, poubelles, mobilier urbain, abri-bus sont des cibles omniprésentes. L'économie, la morale, la marchandise, la famille, l'Etat sont partout et peuvent donc être attaqués de toute part. Le désordre génère souvent une paralysie temporaire de ce système en bloquant les mouvements d'information, d'argent, d'énergie, de travailleurs et autres marchandises.

ANPE, Assedic, écoles, prisons et centres de rétention : rien ne justifie d'accepter ce que l'on a pas choisi.

LA VIOLENCE EST QUOTIDIENNE.

La domination et l'autorité ne tiennent que grâce à elle. Réapproprions-nous la violence et retournons-là.

Nous connaissons l'utilisation et le détournement médiatiques des faits divers. Ils ont peur et crient à la sécurité. Nous y voyons des moments de délinquance. Tremblez bourgeois !

Malgré l'occupation policière, l'esclavage salarié, le spectacle, la marchandise et tous les moyens de contrôle, il y aura toujours des incontrôlables.

Toute tentative de sortir de la normalité en appelle d'autres. Le feu peut prendre de multiples formes.

L'ordre c'est le flic qui sommeille en chaque citoyen. La meilleure des polices ne porte pas l'uniforme.

Derrière les profs, les patrons, les architectes, les pères de famille, les artistes se cachent les humains complices qui ne méritent que rage et coup de tête.

Ça fait du bien.

Parce que **basse intensité** n'est qu'un euphémisme pour décrire la guerre sociale. Plus les actes de destructions et de rébellions sont diffusés et partagés, plus ils se répandent. Parce que la guerre sociale est totale, diffuse et de multiples formes.

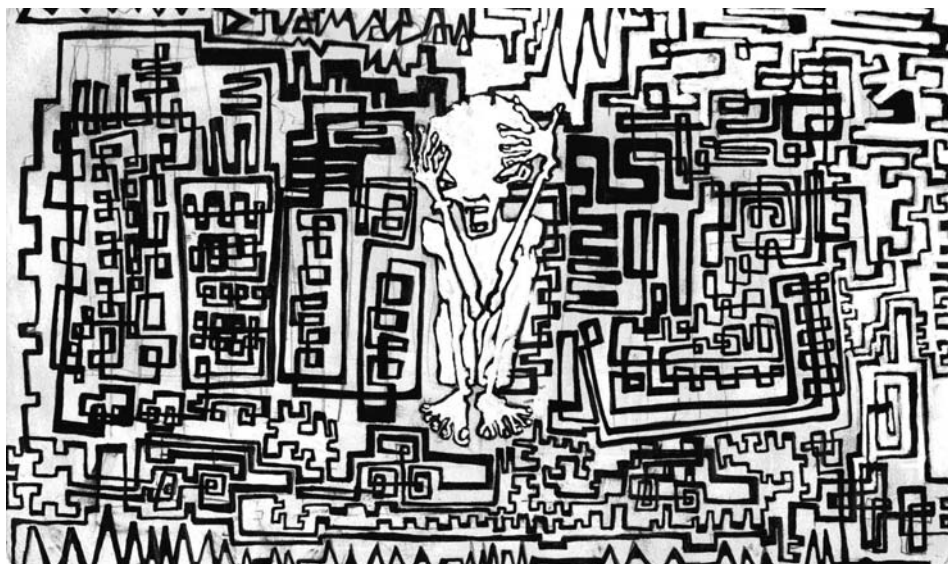
QUE DU DÉSORDRE PARCE QUE...

RAPPORT SUR MARSEILLE

MARSEILLE N'EST PAS UNE VILLE TRÈS CIVILISÉE. C'est une ville exclusivement vouée au trafic marchand, et il n'est rien qui n'y soit déterminé par les impératifs du trafic. La cité entière est consacrée à cette activité, et à rien d'autre. C'est la circulation des marchandises qui a édifié cette ville, à sa convenance et à son image. Nulle trace de passé historique, la marchandise ne laisse rien derrière elle, se contentant de passer. [...] La bourgeoisie ne s'affiche pas dans le centre de Marseille; et contrairement à la plupart des villes françaises, le centre-ville n'est pas fait à son image. Elle préfère se loger en retrait du champ des opérations, dans ses quartiers réservés et loin du Port, des usines et des H.L.M. [...]

Cette discrétion de la classe bourgeoise ne doit pas tromper: ici, la passion de l'argent s'exerce sans aucune retenue. Une grosse part du trafic national fait obligatoirement étape à Marseille. Si la circulation proprement dite des marchandises constitue l'essentiel de l'activité urbaine (1/3 de la population survit du Port, de façon directe ou indirecte), il faut y rattacher bien sûr tout le secteur de la transformation industrielle des marchandises importées, du raffinage des produits bruts; ainsi que celui de la finition des marchandises et de leur distribution. [...]

Un tel va-et-vient de marchandises, avec toute l'activité qu'il engendre, a de tout temps attiré des pauvres sans réserves du Bassin Méditerranéen; plusieurs vagues d'immigration se sont succédées, sur lesquelles s'est édifiée la prospérité marchande de la ville: italiens, corses, siciliens, espagnols, africains, arabes (sans parler de l'arrivée des pieds-noirs) qui tous ont débarqué là, affamés par la nécessité et contraints aux travaux les plus durs, attirés comme des insectes par la lumière. Les impératifs de la marchandise ont donc déporté là des masses d'individus, qui s'y sont agglomérés dans l'isolement et dont chaque atome individuel est laissé en proie à la nécessité. [...]



La moindre manifestation d'indocilité de la part des travailleurs réveille la haine et la peur chez la bourgeoisie, car ils constituent pour elle une menace confuse et permanente. Elle entend alors se venger des pauvres de peur qu'un jour les pauvres ne se vengent définitivement d'elle. [...]

SI LA MARCHANDISE NE CONNAÎT PAS DE FRONTIÈRE ET PEUT CIRCULER LIBREMENT, il n'en est pas de même pour les pauvres enfermés dans leurs zones de réserve, objets du marchandage entre États (« *je pense que ces problèmes ne peuvent être résolus que d'une seule façon, par un accord entre les gouvernements qui fournissent la main d'œuvre et ceux qui l'utilisent* » – Defferre). Pourtant la bourgeoisie locale qui a pu reconstituer sur place ses propres réserves de pauvres n'a pas besoin, désormais, d'un recrutement massif mais d'un recrutement limité de travailleurs qui seront à sa merci, tels les travailleurs clandestins, tirant ainsi profit de la concurrence sauvage qu'elle a institué sur le marché du travail.

La ville dégage une ambiance générale d'hostilité. [...]

À Marseille, de près ou de loin, tout le monde trafique – chômeurs à vie comme travailleurs. Submergé par le flot impétueux des marchandises, chacun essaie désespérément d'en tirer un maigre parti et de gagner un petit peu d'argent âprement disputé. Dans ce torrent qui traverse la ville entière, les individus sont noyés, engloutis dans la boue quotidienne. [...] Dans ce mouvement de circulation infini, chacun est sacrifié sans vergogne. MARSEILLE EST UNE MÉTROPOLÉ CARNIVORE. [...]

La jeunesse prolétaire de Marseille n'a pas trop envie de travailler (surtout aux tarifs en vigueur dans cette ville); mais il est également difficile de gagner de l'argent de façon durable par la reprise individuelle. Les risques sont gros et les liquidités bien gardées (salopes!). Tous ceux qui possèdent quelque bien vivent dans l'anxiété (largement amplifiée par l'information

spectaculaire). Cette psychose ne date pas d'hier. [...]

MARSEILLE EST LA VILLE LA PLUS FLIQUÉE AU M². L'axe central où tout le monde converge, la Canebière, est infesté de porcs: civils difficilement repérables, maîtres-chiens, fourgons de CRS stationnés presque toute l'année aux différents carrefours. Présence ostensible et arrogante de la police qui accroît d'autant le sentiment d'insécurité chez les pauvres dans une ville où rien n'est sûr pour eux: contrôle fréquent, garde à vue dans le seul but d'impressionner et de rappeler par tous les moyens qu'ici la police entend ne s'embarrasser de rien pour faire régner l'ordre. [...]

Les porcs bavent de peur, peur d'une populace ressentie comme hostile, peur de cette jeunesse qui comprend de plus en plus clairement la nature de son sort: gibier d'usine ou gibier à flics. Ici, la jeunesse se trouve massivement traitée sans égard, ennemi potentiel auquel l'État doit imposer la réserve par la terreur. [...]

Il y a dix ans déjà l'ennemi s'en prenait aux voyous en général; petit à petit il a compris qu'il était de son intérêt de réduire ce qu'il y a de général dans la révolte chronique des chômeurs-à-vie à quelque chose de particulier: c'est ainsi qu'il s'en prend maintenant aux arabes en particulier. À Marseille le racisme anti-arabe, qui a remplacé le racisme anti-italien, est institutionnalisé par la droite et par la gauche qui s'en repaissent avec délectation. [...]

Malgré les manipulations, les tentatives de division (racisme) et les tentatives de récupération (anti-racisme) la nouvelle génération a su trouver un adversaire et créer de ce fait une situation de plus en plus préoccupante pour les partisans du Vieux Monde. Se créent ainsi des « zones de Non-droit » selon l'euphémisme policier, en fait des zones de haute insécurité pour les flics. « *À chacune de leurs apparitions, les voitures de police étaient saluées par des gerbes de pierres: nous étions*

☆ 60 hold up ont été commis au cours du seul mois de décembre. Le 31 restera une journée noire pour la police. Outre le braquage de la poste des Olives, plusieurs commerces ont été attaqués, dont 2 agences de voyages, à Belsunce et rue de la République, une superette boulevard de Paris, une station service à Plombières, un bar-tabac dans le 13e arrondissement... 12 hold-up en une journée. Le début 2009 n'est pas en reste : plus de 30 vols avec armes ont déjà été perpétrés parfois pour des sommes dérisoires, 90 euros pour le braquage de la station du Roucas qui a mal tourné, parfois plus, 230000 euros pour la poste des 5 avenues. Les actes de réappropriation individuelle se multiplient malgré un quadrillage policier renforcé, malgré l'assassinat d'un des braqueurs de la poste des Olives : 14 balles tirées par les keufs, 4 l'ont atteint. Gaudin peut mentir des effectifs, 104 keufs supplémentaires spécialisés dans la lutte contre la délinquance de la voie publique et contre les violences urbaines qui s'ajoutent au 3000 déjà présents à Marseille. Le vol sera toujours un moyen de survie, la propriété privée un ennemi à abattre.

☆ Les enquêteurs en ont finalement dénombrés une centaine. 100 véhicules dont les pneus ont été crevés au couteau dans la nuit du 4 au 5 janvier. Un appel à la délation contre ce qu'ils qualifient de terrorisme, euh... non, de "dégradations à grande échelle" a été lancé. Pour toutes fausses pistes ou juste pour rigoler, contacter la Brigade de Sécurité Urbaine au 04-91-16-80-84.

☆ Le mardi 13 janvier, 10 personnes ont été condamnées de 6 à 12 mois avec sursis pour l'attaque du commissariat de Port-St-louis-du-Rhône durant les émeutes de novembre 2005. Ils ont nié avoir jeté les molotovs et évoqué le "harcèlement" des policiers à leur encontre pour justifier cette expédition punitive. Ils sont de plus soupçonnés d'avoir suivi les keufs chez eux et d'avoir dégradé leurs véhicules personnels.

☆ A Martigues, dans la nuit de lundi à mardi 20 janvier, une quinzaine d'incendies de poubelles et véhicules ont été allumés. Le mercredi, suite à une altercation avec un vigile, un homme lui asperge le visage d'essence, vole un briquet sur une gondole de caisse et tente de l'enflammer. En sortant du magasin, il a incendié une poubelle avant d'être interpellé. Vigiles, poubelles, même combat.

☆ Le jeudi 12 février, au Pennes-Mirabeau, 3 CRS sérieusement blessés dans leur fourgon qui est parti en tonneau. Le mardi 17, un CRS se tire une balle. Toujours 4 en moins.

interdits de séjour dans cette ZUP (La Busserine)» déclare un commissaire de police. [...]

« La police n'a pratiquement plus les moyens d'intervenir dans certaines cités de la ville où la population s'est littéralement mobilisée contre elle. C'est systématique, à chaque intervention policière pour n'importe quel motif, dès qu'un fourgon ou une voiture de police arrive, c'est l'alerte ! Les policiers en tenue ou en civil sont entourés et on leur conseille de repartir bien vite, s'ils n'obtempèrent pas, c'est l'émeute. » [...]

AL'OCCUPATION S'AJOUTE TOUTE UNE POLITIQUE D'ENCADREMENT, C'EST LE SYNDICALISME DU CADRE de vie inspiré du syndicalisme tout court. Cette politique consiste à créer des comités, des centres culturels, des associations qui, à l'exemple des syndicats, appellent à la participation ou mieux à la collaboration et qui ont tous pour fin de policer les gens : « *Derrière le masque de l'animateur se cache la grimace de l'indicateur* ». De la même façon que l'on demande aux pauvres de gérer leur propre exploitation, l'État leur demande en plus de gérer leur isolement, vœux aussi pieux que vains : le mépris vis-à-vis des pauvres a tout de même des limites qui sont les pauvres eux-mêmes.

Ainsi Defferre a-t-il mis en place les Comités d'Intérêt de Quartier (C.I.Q.) qui bien entendu regroupent les seuls habitants qui ont un intérêt quelconque en ce monde : les commerçants. Les C.I.Q. sont surtout des moyens de contrôle et de délation ; encouragés par la municipalité, ils ont dernièrement permis la constitution d'un Comité de liaison Police-Population (« *Afin d'établir un climat de confiance entre citoyens et policiers, il est recommandé aux membres du Comité de fréquenter personnellement plusieurs policiers et si possible, de faire inviter dans les familles les CRS étrangers à la ville* » — circulaire de juin 1982). [...]

La troupe des éducateurs et sa piétaille gauchiste avaient pour mission première de devenir les médiateurs nécessaires puis indispensables entre la « population » et la municipalité, l'Office HLM, (bastion stalinien) et la police — qui, tous avaient reçu pour consigne de jouer le jeu. [...] Rien ne devait plus se faire sans passer par leur intermédiaire : ils devaient être les yeux, les oreilles et la bouche du pouvoir. [...]

Quand le mensonge sur lequel s'appuie l'activité politique et policière est compromis (comme celui de « communauté nationale » auquel seuls les beaufs qui constituent la classe moyenne sont encore sensibles, par purs intérêts corporatistes), il reste comme ultime



recours de se rabattre sur une autre forme de la communauté, la religion. [...] Sous le couvert de cette communauté mythique, la bourgeoisie, qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane, peut se livrer sans retenue et sans scrupules à sa passion, l'argent — tandis que les pauvres continuent d'être en proie à cette nécessité, l'argent.

Quand cette chose-là perd son caractère sacré et que les gens se livrent de plus en plus à l'activité profane du vol (ou mieux du pillage), l'ennemi se hâte de les enfermer dans une pseudo-communauté. Dans la bouche d'un flic, le concept de communauté signifie : « diviser les gens pour faire régner l'ordre ». Racistes et anti-racistes s'y emploient avec l'énergie du désespoir.

AMARSEILLE, LES JEUNES CHÔMEURS À-VIE CONTINUENT DE S'ATTAQUER AVEC FUREUR À LA NÉCESSITÉ DE L'ARGENT. « *Samedi 25 août 84 deux gardiens du supermarché Sodim à Frais-Vallon, sont passés à tabac par une bande de jeunes, des scènes de pillages dans le magasin. Lundi 27 août une bagarre déclenchée par deux clients, l'intervention des vigiles et un coup de feu tiré dans le ventre d'un jeune maghrébin de 19 ans dont les jours ne sont pas en danger. On a frôlé l'émeute. (Où l'on parle de Frais-Vallon une nouvelle fois ! Le vigile a été libéré aussitôt sans inculpation, le jeune blessé sera poursuivi pour coups et blessures).* »

Le 30.08.84 : « *Fous de rage de n'avoir pu emporter un bracelet-montre qu'ils avaient dérobé au printemps de la rue St-Ferréol, les deux garçons âgés d'une vingtaine d'années sont revenus et se sont attaqués à coups de cutter au vigile qui les avait interpellés (Le Provençal). Juste retour des choses ! En juin 82, les vigiles du Carrefour du Merlan, en plein quartier Nord, arrêtaient deux jeunes pour vol et les entraînaient dans leur bureau au sous-sol. Lorsqu'une trentaine de jeunes montés des cités voisines attaquèrent le bureau pour délivrer leurs copains, les vigiles leur tirèrent dessus au fusil à pompe : plusieurs blessés dont un très grièvement.* »

« *De plus en plus, chez nous, on ne se contente plus de voler ou de dérober à la sauvette : on prend de force et l'on se comporte comme si le vol était un droit que le voleur entend faire respecter* » se lamente le directeur du Printemps.

Lorsqu'un jeune de Port-de-Bouc, Farid Chouter, a été tué le 29 août après sa sortie du Palais de Justice d'Aix, la riposte ne s'est pas faite attendre : poste de police assiégé, vitrines brisées. Les jeunes ont la haine : « Nous brûlerons ! » ont-ils écrit sur un mur. Entre eux et les porcs il y a un mort et ils ne sont pas prêts de l'oublier. Il a fallu tous les efforts diligents des associations beurs qui ont investi la famille Chouter pour isoler et neutraliser les jeunes révoltés des Aigues-Douces, ces associations beurs allant même jusqu'à désavouer, au nom des amis de Farid, dans un tract honteux, le vandalisme des jeunes émeutiers.

C'est ainsi que la politique de prévention entreprise depuis plusieurs années à coups de centres sociaux, culturels et de mosquées s'est trouvée à l'épreuve du monde où il n'est pas question de médiation mais de guerre.



OS CANGACEIROS

NOUS AVONS DÉJÀ CITÉ À PLUSIEURS REPRISES LE GROUPE OS CANGACEIROS. Ce groupe clandestin, actif en France dans les années 80, tire son nom des bandits sociaux brésiliens de la fin du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème}. Les nouveaux Cangaceiros, ceux des années 80 sont, eux, issus entre autres des *Fossoyeurs du Vieux Monde*. Basés à l'origine à Nice, les Fossoyeurs publient entre 1977 et 1983 quatre numéros de leur revue dans laquelle ils explicitent leurs visions politiques et critiques du mouvement révolutionnaire. Les Fossoyeurs comme plus tard les Cangaceiros mènent leur offensive par tous les moyens qu'ils étaient capables d'imaginer, dont l'édition de textes. Leur textes sont d'ailleurs signés mais par des pseudos, clandestinité oblige. On peut y voir une tentative d'articulation entre la dimension collective forte du groupe et les individus qui le composent.

Les joyeux drôles de cette politique découvrent avec stupeur que les gens, s'ils ont cherché à en tirer parti, n'ont jamais été dupes ; ils n'ont plus qu'à geindre dans le giron des journalistes... ou à se mettre ridiculement en grève, comme les animateurs du Centre social de la Rouguière qui entendaient protester ainsi, le 11 juin 84, contre la mise à sac de leurs chers locaux !

« On y a aménagé une mosquée et un centre social dynamique. Des emplois ont été créés sur place. Les façades et les appartements ont été remis à neuf. Des boîtes à lettres incassables, dit-on, y ont même été testées. Et pourtant la réhabilitation, apparemment ne suffit pas... Certains jeunes sont tout à fait incontrôlables. Ils fument, ils boivent, ils se droguent... Ils vivent comme des loups » commente un éducateur de Frais-Vallon dans *le Matin*.

Par contre un gamin du quartier, lui, est au courant de la guerre, il se trouve même aux avant-postes : « Ils rêvent de nous flinguer, des copains se sont fait tabasser », « ils disent on va ratonner tous les melons ».

DANS CETTE LUTTE POUR LA VIE BEAUCOUP ENTENDENT DÉSORMAIS SE SERVIR EUX-MÊMES selon le vieil adage « Ce que l'œil voit et convoite, que la main s'en saisisse », sachant pertinemment que dans cette histoire pleine de bruit et de fureur, c'est encore celui qui s'écrase qui en prend plein la gueule.

LA GUERRE SOCIALE CONTINUE.

Marseille, novembre 1984
Georges Lapierre, Yves Delhoysie
[Extrait du n°1 de *Os Cangaceiros*, janvier 1985]

LES FOSSOYEURS SE DÉFINISSENT EUX-MÊMES COMME DES DÉLINQUANTS ET NON COMME MILITANTS ou gauchistes. Empruntant le discours et la critique de la quotidienneté des situationnistes, ils se pensent en tant que groupe de marginaux par leur rejet du monde dans lequel ils vivent et leurs choix de vie et de survie. Dans leurs textes, ils se reconnaissent dans les formes de délinquance, de révoltes et de conflits sociaux indépendants des organisations, partis, syndicats ou avant-gardes. Les Fossoyeurs refusent le travail salarié, avec pour leitmotiv : Ne jamais travailler. Ils sont souvent étiquetés « pro-situs » pour les différencier des autres formes d'antagonismes politiques. Quelques textes des Fossoyeurs et plus tard de Os Cangaceiros seront d'ailleurs signés : des situationnistes. Ils ont été ignorés par les officiels du mouvement situ.

☆ Qui en veut aux Vierges aixois Sur les douze derniers mois, t de ces statues ont disparu ou été endommagées.

☆ Marseille sous les bombes. T et graffitis auront coûtés à la rie 800000 euros en 2008. La velle police de la propreté n'a pas les artistés

☆ Le samedi 22 février, vers heures, le distributeur de la de la place Cadenat c'est fait belle. Il est parti avec un tra pelle. Après le tractopelle à Belle de Mai, le transpalette Sainte-Marthe 2 jours plus tar voilà que jeudi, vers 4 heures, Crédit Agricole d'Eygalières éta victime de l'assaut d'un... camp plateau complice d'un chalumeau Prolétaires de tous les pays...

☆ A cela s'ajoute la braquage c postes en quelques jours. Quand crise donne des idées.

☆ Le 3 mars, une dame de 63 menacé de faire sauter une gre dans les locaux d'ANF, un des cipaux profiteur de l'opération la rue de la République. Quand guerre sociale est déclarée.

☆ Jeudi 5 mars, 4 personnes - a tées suite à un vol dans le Ste-Marguerite. Ce sont les camé qui ont permis l'identification. méro possède 700 caméras! La ma jalouse, a annoncé le passage de à 220 caméras. Les sites rete sont déjà connus La Canebière dan son intégralité, La Joliette, cours Julien, la rue de République jusqu'aux Docks, la ga Saint-Charles, le Vieux-Port. En attendant...

☆ Mardi 19 mars, des salariés l'Union Naval Marseille ont inves le siège du Grand Port maritime Marseille et provoqué de violen incidents : agression du directeu général adjoint, portes enfoncées tableaux arrachés des murs, fur gènes dans les couloirs, meubl renversés portes vitrées brisées "Ils ont jeté des caisses de dines et d'oursins au visage du recteur général adjoint dont lunettes ont été cassées", a pré une porte-parole.

☆ 2000 expulsions en 2008, dont avec force. Plus d'une par jour qui le tou

☆ Des individus ont décroché drapeau tricolore qui venait d'être hissé dans le cadre de la cérémonie de commémoration du 19 mars 19 avant de le brûler et de le r cer par le drapeau algérien. Un c peau en remplace un autre, tout en ordre.

☆ Le 17 mars, d'Avignon à Ist des dizaines de milliers d'abonn déconnectés, un acte de vandalis coupe les liaisons internet.

☆ Pour finir en ordre, énormes nifs à Marseille. Entre 30000 320000 personnes le jeudi 19 m Quand le vieux monde défile.

DANS LEURS TEXTES ET PRATIQUES, ILS METTENT L'ACCENT SUR LE RÔLE DES SYNDICATS et des partis politiques dans les trahisons successives des mouvements sociaux, passés et actuels, ainsi que sur celui des avant-gardes révolutionnaires de l'époque, marxiste-léninistes, autonomes, anarchistes et autres, armées ou pas. Ils leur reprochent principalement de vouloir détourner et orienter à leurs propres fins les révoltes sociales qui parcourent en permanence la société. Os Cangaceiros dira d'ailleurs plus tard « *Nous n'avons qu'une seule forme de relation avec les groupes et organisations politiques : la guerre. Ils sont tous nos ennemis, il n'y a pas d'exception* ». Dans leur revue on trouve aussi des compte-rendus de leurs activités, du moins ce qu'ils peuvent dire. Même si ces actions laissent parfois une impression d'échec, plutôt que de les décourager, ils tentent et réfléchissent à d'autres moyens. On sent nettement qu'ils se cherchent aussi bien du point de vue théorique que pratique. Ils sont à la recherche de complices comme l'indique explicitement les titres de certains textes comme : « *choisir ses fréquentations* », ou « *sur la rencontre* » dont voici quelques phrases : « *Rarement autant ont éprouvé le besoin impérieux de sortir de leur isolement pratique, et rarement, paradoxe désolant, les rencontres n'ont véhiculé autant d'illusions et de prétentions disproportionnées... La stratégie des rencontres est fondée sur ce seul projet ; la découverte des armes nécessaires à la pratique du bavardage, au bavardage pratique* ». Cela prend du temps, et les premiers contacts ne sont pas toujours fructueux, comme en témoignent les correspondances publiées.

FIN MARS 1982, UN SQUAT S'OUVRE rue de l'Est dans le 20^{ème} arrondissement de Paris. Par cette action, les nouveaux squatteurs proches des Fossoyeurs entendent rompre et critiquer le discours politique autour des occupations de locaux vides. En effet, ils décident d'ouvrir un bâtiment neuf, encore partiellement habité. Pour eux, le squat doit être une expropriation. Ils se barricadent et décrètent la rue interdite aux flics. Les accès à la rue sont bloqués et les flics chassés. Ils seront expulsés en octobre de la même année après une forte résistance. Extrait de la revue *Les fossoyeurs* datant de mai 83 : « *du moment que nous ouvrons un territoire – ne serait-ce que quelques portions d'immeubles et sur l'espace de quelques squats localisés au nord du 20^{ème} – à la*



rencontre, à la dépense, à la liesse publique, nous sommes amenés à déborder et vient alors, tôt ou tard, l'instant où on ne peut plus y durer. À l'est, nous n'avons pas été expulsés au terme d'une procédure juridique, mais sur décision politique du parquet pour « trouble à l'ordre public » – environ cinquante plaintes avaient été centralisées, au point que le ministre de l'intérieur avait été personnellement saisi de cette « affaire » et cet instant concentre toute la question sociale du territoire. Certes, territorialement les prolétaires finissent inévitablement par perdre, face au potentiel militaire et judiciaire de l'ennemi. Jamais ils ne possèdent le terrain durablement. S'ils pouvaient occuper une place et y durer, c'est qu'ils n'y feraient aucun bruit, aucun scandale. Mais ceux qui platement nous donnent perdus d'avance dans l'affrontement avec les forces de l'ordre sont des têtes de mort. L'affrontement lui-même fait partie de la fête ! »

JUSQU'EN 1985, DATE DE LA PARUTION DU PREMIER NUMÉRO DE *Os CANGACEIROS*, les pro-situs croiseront et rencontreront des complices dans les différents conflits sociaux dans lesquels ils se retrouvent ou participent : grèves ouvrières en Pologne, dans les Asturies en Espagne et aussi les émeutes dans des quartiers populaires en France, en Grande Bretagne et en Afrique du sud.

Une grande part de leur temps est consacrée à se rendre dans les situations de conflit en rupture avec les organisations syndicales et politiques. Que ce soit dans les quartiers ou dans le monde du travail.

Ces expériences de lutte communes seront décrites dans les 3 numéros d'*Os Cangaceiros*.

En 1985, des émeutes et des révoltes éclatent dans les prisons françaises. Afin de briser le silence autour de la lutte des prisonniers, de multiples



« A L'APPRECIATION DE LA CLIENTELE... »
sur un supermarché de Nantes – février 1978

actions seront réalisées : blocage de voies ferrées, sabotages d'installations ferroviaires, saccage d'imprimerie, blocage de deux lignes du métro parisien, incendies de voitures et dégradations de véhicules du tour de France. Dans le numéro 2 de *Os Cangaceiros* paru en novembre 85, un long article retrace la lutte des prisonniers et la liste des actions de solidarité menées par *Os Cangaceiros*. « Nos moyens d'action sont ceux qu'utilise n'importe quel prolétaire : sabotage et vandalisme. Nous ne faisons pas d'actions symboliques ; mais nous créons le désordre, comme savent le faire couramment des ouvriers en lutte qui barrent des routes ou des chemins de fer, sabotent du matériel, des relais télé, etc. »

Toujours dans le numéro 2 de la revue, un chapitre des notes éditoriales intitulé *Nous, Os Cangaceiros* apporte des précisions. La manière dont a été rédigé cet édito est révélatrice d'un certain esprit des *Cangaceiros*. Ces notes ont été prises suite à une discussion collective après laquelle les réponses spontanées aux questions posées sont retranscrites telles quelles. Extraits :

« Nous parlons beaucoup de la violence dans les banlieues. Toutefois nous ne pensons pas qu'il n'y ait que là qu'il se passe quelque chose. Seulement, beaucoup de nos semblables y vivent, et souvent nous-mêmes. Nous ne faisons pas que parler de la violence : c'est notre élément et même peut-on dire, notre lot quotidien. La violence est d'abord celle des conditions qui nous sont faites, celle des gens qui les défendent et plus rarement, hélas, celle que nous leur renvoyons à la gueule. Nous ne

connaissons pas tous nos ennemis, mais on connaît ce qu'ils défendent. Tous nos alliés ne sont pas forcément nos complices. Il arrive qu'ils le soient. Nous ne sommes pas en rapport avec tous nos alliés. Les chômeurs qui combattent l'indigence sont autant nos alliés que les travailleurs qui se révoltent contre le travail et échappent au contrôle des syndicats. [...]

À ceux qui se demandent si nous sommes assembléistes, conseil-listes, nous répondons que ce qui nous importe c'est de savoir comment les gens établissent et organisent le dialogue. Nous ne sommes pas des terroristes parce que nous tenons à la clandestinité : creuse vieille taupe, disait-on jadis. À notre époque, les gens qui affirment des exigences révolutionnaires passent pour des rêveurs. Mais l'homme est fait de la même matière dont sont faits ses rêves. Nous sommes révolutionnaires. *Os Cangaceiros* veut dire : « Tout est possible », « Nous sommes en guerre », « rien n'est vrai tout est permis ». Nous sommes nombreux, par rapport à l'atomisation régnante. On a beaucoup d'alliés de par le monde.



Notre programme est très ancien : vivre sans temps morts. Nous comptons bien sûr lui assurer sa publicité par le scandale. Il n'y a pas d'autres moyens dignes d'un tel programme. Notre existence en elle-même est déjà un scandale. Nous ne sommes évidemment pas indispensables : toutefois il se trouve qu'en plusieurs occasions nous avons dû l'être. Dans la guerre sociale, nul ne peut être dispensé. Nous sommes aussi très méfiants – l'expérience prouve qu'on ne l'est jamais assez. La méfiance juge de la confiance qu'on accorde aux autres. Nous ne faisons pas vraiment partie de ce qu'on appelle couramment « le monde du travail », encore que nous en sommes issus. Mais lorsque des luttes dignes de ce nom s'y déroulent, elles combattent elles aussi le monde du travail et s'en prennent à ce qui contraint les pauvres au travail, la nécessité de l'argent. [...]

Nous sommes contre toute hiérarchie, et notre association se veut égalitaire dans la mesure où chacun doit être en mesure d'y décider. [...] Nous considérons comme possible des contacts suivis avec d'autres groupes sur cette condition élémentaire : le dépassement de toute forme d'agitation/propagande dans son activité. Ce que nous critiquons dans la politique, c'est l'État.

La question est d'apporter du sang neuf dans cette époque, et d'en avoir les moyens. A plusieurs reprises, lorsque nous sommes allés rencontrer des grévistes mineurs en Grande-Bretagne, on nous a posé cette question élémentaire : « Quelle force constituez-vous réellement ? Qu'allez-vous pouvoir faire des informations que nous vous donnons ? » A ces questions il faut être en mesure de répondre clairement, d'autant qu'un regroupement comme le nôtre n'est pas évident pour tous. On nous a aussi demandé, en Pologne : « Mais qui donc êtes-vous ? Quel est votre mouvement ? » Il faut savoir manifester le caractère universel de notre existence. L'intérêt que nous portons aux révoltes de nos semblables dépasse l'intérêt qu'a le pauvre isolé pour le monde, qui est souvent sans moyens. Cependant, il doit être bien clair que nous ne

parlons que de ce qui nous concerne. En aucun cas, nous n'entendons faire de l'assistance aux luttes d'autrui. Nous entendons simplement les rencontrer, et prendre part aux réjouissances. La plupart des travailleurs révoltés que l'on est amené à rencontrer sont encore influencés par l'état d'esprit militant issu de l'ex-mouvement ouvrier. En l'état actuel, on ne peut miser que sur des rencontres avec des individus pris isolément, encore qu'il nous arrive de passer par le biais de groupes organisés qui

conservent encore quelques illusions sur le syndicalisme et où se trouvent des travailleurs révoltés. Si l'activisme de ces groupes nous laisse froids, on y connaît des gens qui sont très proches de nous par le refus du travail.

Les jeunes kids de banlieues, ayant plutôt l'habitude de rencontrer des gens isolés ou en bandes locales, sont toujours un peu étonnés de voir, quand ils nous rencontrent, un groupe constitué et organisé. À l'opposé, les travailleurs en lutte, ayant plutôt l'habitude de voir des gens qui agissent en tant que membres d'une organisation officielle, sont étonnés, quand ils nous rencontrent, de voir des individus qui semblent agir en leur seul nom. En Grande-Bretagne ou en Espagne, nombre de travailleurs révoltés ont été ainsi surpris de voir un groupe de chômeurs-à-vie, organisés, ayant des contacts et des informations internationales, et disposant de certains moyens, alors qu'il existe indépendamment de tout appareil politique et syndical. Finalement, nous intriguons par notre simple existence. Mais de toute façon, le seul risque sérieux que nous courons, c'est celui de mourir pauvres. »



L E 19-20 DÉCEMBRE 1985: GEORGES COURTOIS ET PATRICK THIOLET, AVEC L'AIDE D'UN POTE KARIM KALKI, PRENNENT EN OTAGE LE TRIBUNAL DE NANTES, lors de leur procès. Ils exigent la présence de caméra, et les jurés, les avocats et les magistrats se retrouvent à leur tour accusés et jugés. Ils ont négocié leur rédition, mais évidemment l'État n'a pas tenu ses promesses et Kalki fut emprisonné, il sera par la suite lourdement condamné. Dans la revue numéro 3 datée de juin 87, Os Cangaceiros publie plusieurs textes relatifs à cette prise d'otage : déclaration de Courtois, tracts et affiches de solidarité dans lesquels ils revendiquent des actions de sabotage qui perturbèrent simultanément 11 stations du métro parisien. 35 personnes seront perquisitionnées et interrogées près d'un an après pour ces actions, mais les flics n'auront rien. Dans ce numéro, d'autres situations sont transmises avec des textes sur les émeutes en Afrique du Sud, les mouvements sociaux qui secouent la France fin 1987 – début 1988, sur l'autonomie des ouvriers dans la lutte en Espagne dans les années 80 et sur les émeutes en Grande-Bretagne. Dans les notes éditoriales, comme les Lascars du LEP Electronique, ils critiquent les étudiants et le mouvement de 86 contre la loi Devaquet. Ils critiquent SOS Racisme et la gauche au pouvoir qui canalisent toutes les révoltes. « *Le spectacle répugnant. Pacifisme, jets de fleurs sur les CRS, respect ostensible du fonctionnement de l'université, sens du réalisme et du sérieux, rattrapage des cours, grève à la japonaise, etc - que les étudiants ont livré n'a d'égal que les kermesses démocratiques de SOS Racisme.* »

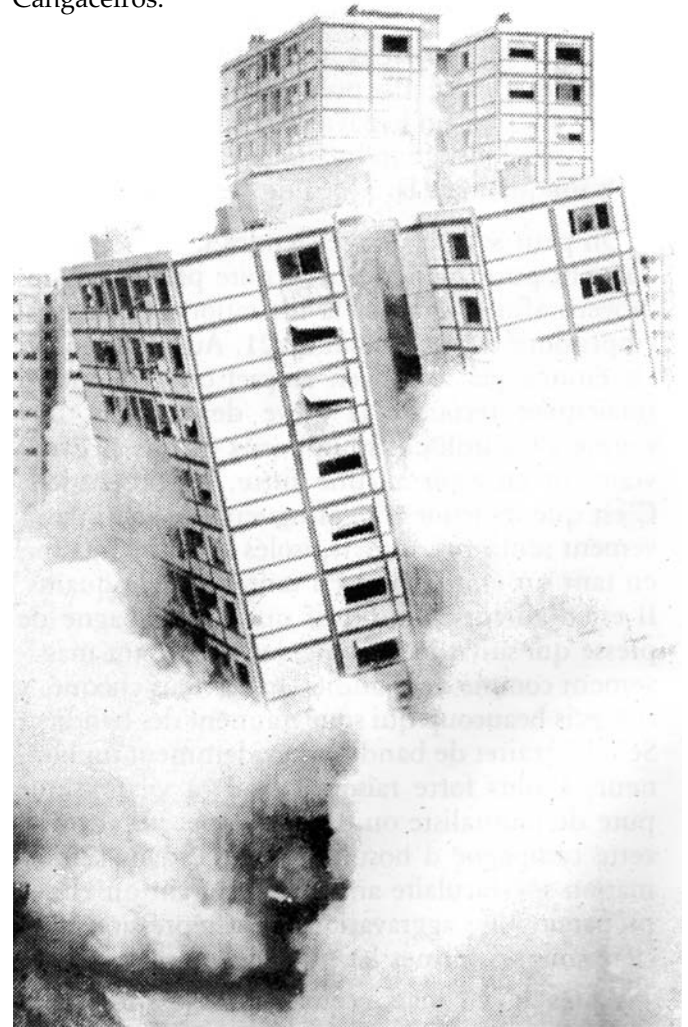
Citons un autre extrait des Notes éditoriales :

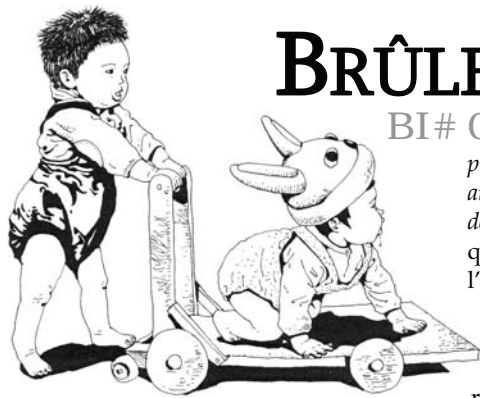
« *La démocratie c'est de la merde. La démocratie n'est rien d'autre que la prétention de l'État à annexer la communication. L'État démocratique est à la communication ce que l'argent est à la richesse, un représentant universel abstrait. Avec la démocratie se trouve consacrée l'absence de la communication en tant qu'activité sociale de l'homme : la société est gagnée par l'intérêt privé, sous l'emprise effective de l'argent et de la marchandise qui devient le but de toute activité. La communication n'existe plus que sous la forme dégradée, vide de toute humanité, du débat d'intérêt, la politique. L'essence de l'homme a été confisquée par la marchandise, l'État a confisqué la conscience de l'homme. [...] La politique est alors le lieu où les aspirations contrariées de l'homme trouvent leur existence ineffective. La politique achèvera, pendant les deux derniers siècles, de dépouiller l'homme de son langage. L'État se chargera désormais de fournir une explication du monde aux individus, qui dès lors ne pourront plus se parler que par la médiation de son langage, la politique. C'est bien pourquoi à notre époque la critique de la politique est la condition première de toute critique. Notons que les étudiants ont un rapport intellectuel avec l'État, tandis que la bourgeoisie et les classes moyennes ont un rapport immédiatement pratique. Les premiers jugent la légitimité de l'État selon son concept abstrait, les seconds selon son efficacité à faire régner l'ordre. Dans tous les cas, la démocratie est la caution cen-*

trale d'une société sans esprit, fondée concrètement sur l'exploitation et l'oppression d'autrui. Le mensonge démocratique est là pour empêcher que la division existant dans cette société soit prononcée dans la pensée, publiquement. Il est là pour refouler la guerre sociale. »

E N 1989, ILS SE CONCENTRENT SUR LES ACTIONS ATTAQUANT LE PROJET DE CONSTRUCTION DE 13000 NOUVELLES PLACES DE PRISON. Les Cangaceiros volent les plans des futures taules et sabotent de nombreux chantiers. Notamment en mélangeant du sucre au ciment, ce qui le rend friable. Ils choperont et tabasseront un architecte pour qu'au lieu de construire des murs, ils les rasent. L'ensemble des actions et des plans volés seront rendus publics dans un document : *Les 13000 Belles*. Il sera largement distribué de façon autonome dans les zones des futures prisons, tentant de provoquer des réactions hostiles contre l'État. Le groupe sort essouffé par cette campagne et des conséquences non voulues. Les conséquences de ce travail pour le groupe sont critiquées : spécialisation, avant-gardisme et confrontation isolée avec l'État, médiatisation et répression. En 1987, ils publient un livre : *L'incendie millénariste*. Ce bouquin revient longuement sur de nombreux mouvements millénaristes à travers l'histoire qui défièrent les autorités par leurs envies de vivre sans contrainte. Aucun diffuseur n'accepte le bouquin par peur d'être associé à un groupe dans la ligne de mire des keufs. Face à la traque policière, les Cangaceiros se font plus discrets, tout en semant derrière eux des piles de leur livre et revues dans différents endroits – bouches de métro, places publiques, etc. Certains s'exilent.

En 1992, suite à la mort d'Ndréa, l'une d'eux, ils publient ces dernières lettres où elle explique son refus du traitement contre le cancer, et plus généralement de la médecine. Ce sera la dernière parution et apparition des Cangaceiros.





BRÛLE TON ÉCOLE

BI# 08 230408

propose d'y faire des stages, des visites comme au zoo, comme si c'était quelque chose de sympa, de naturel et qu'on avait le choix ». Et c'est cela que nous voulons dénoncer, le rôle de l'école comme instrument de pouvoir, de soumission et de contrôle pour les classes dominantes. C'est, entre autre grâce à l'école, que l'État a anéanti les langues régionales afin de créer l'entité abstraite de nation, l'école est un vecteur d'uniformisation et de normalisation.

SOUVENT, DANS LES BRÈVES DU DÉSORDRE, ON SE DÉLECTE D'ÉCOLES QUI BRÛLENT ou encore d'enfants qui se rebellent sans même parler des fugueurs et fugueuses qui sont de plus en plus nombreux. On s'en réjouit, non seulement parce que la destruction et la rébellion sont les armes des exploités mais surtout parce que l'école représente une des premières confrontations avec la forme d'autorité supérieure qu'est l'État. Catherine Baker, dans le livre *Insoumission à l'école obligatoire*, écrit : « C'est quand même mieux que d'accepter de mourir à petit feu dans l'institutionnalisation de l'entendement. Je suis pour les incendiaires, contre les cadavres de tout âge ». La domination des adultes sur les enfants a été décrite par Catherine Baker dans ce livre. Il est une lettre ouverte à sa fille qui n'est jamais allée à l'école. Elle se bat contre cette idée insupportable que l'enfant est un futur adulte. L'enfant n'est pas une ébauche ni un projet d'adulte. L'enfant est un être total et présent, nous dit-elle. Dans le chapitre *Contre l'oppression des adultes sur les enfants*, elle critique le fait que les enfants sont la propriété des adultes, et les rapports de domination qui en découlent. Dans un premier temps, il est important de rappeler que l'idée de l'enfance est récente. Au moyen-âge, aucun vocabulaire particulier n'était utilisé pour nommer les enfants. Et que l'on ne nous parle pas de progrès.

Pour revenir à l'école, républicaine, publique et laïque, telle que nous la connaissons, son apparition est concomitante, comme par hasard, de l'essor du capitalisme et de la révolution industrielle. Usines et écoles sont le même projet, qui nous dépouille de nos vies au bénéfice des classes dirigeantes. En 1986, alors que les étudiants étaient en grève contre une énième loi, les lascars du LEP électronique ne se sont pas trompés quand ils écrivaient : « Nous critiquons l'université, nous critiquons les étudiants, nous critiquons l'école, nous critiquons le travail », « Si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui nous exclut et vous abaisse, si vous voulez lutter avec nous contre la ségrégation sociale, contre la misère, la vôtre et la nôtre », « En refusant passivement hier, activement aujourd'hui, l'école, c'est le travail et la vie de con qu'on nous a gentiment préparée que nous refusons ! Nous discutons, nous réfléchissons, nous rigolons bien, mais nous sommes très sérieux ». Ou encore : « À l'école on nous parle sans cesse de l'entreprise, on nous

LE CAPITAL ÉDUQUE, C'EST-À-DIRE DRESSE, LES HOMMES ET LES FEMMES dès leur plus jeune âge, pour leur faire accepter ce monde de merde. C'est la discipline, l'autorité, le contrôle qui seront assimilés dans un premier temps. On ne parlera pas du caractère purement idéologique de certaines matières, comme l'histoire, toujours écrite par les vainqueurs, ou encore l'endoctrinement fait en sciences, en économie, ou en éducation civique. Même le sport est prétexte à l'enseignement de l'esprit de compétition.

Si, à son début l'objectif du capital était plutôt de fabriquer des ouvriers et de la chair à canon, aujourd'hui, ce sont les nouvelles technologies qui trouvent dans l'école un moyen de s'introduire dans nos vies. Ainsi le lobby industriel Gixel (groupement des industries des composants électroniques) préconisait clairement en 2004 : « Il faut faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes : Éducation dès l'école maternelle. Les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents s'identifieront pour aller chercher les enfants (...) ». Quant au contrôle et au fichage qui se généralisent, l'école n'est pas en reste puisqu'à travers le fichier base élève, l'État trouve le moyen de nous fichier le plus tôt possible, à quand un relevé d'empreinte génétique à la naissance ?

Cette aspect est important mais il ne s'agit que d'une adaptation de l'éducation nationale au besoin du capitalisme moderne. Dans son fondement même, l'école est un lieu de conditionnement qui répond aux attentes du système. On y apprend la délation, à courber l'échine, à se taire, à obéir et selon son niveau de socialisation, la répression, la punition, l'exclusion et si on est un bon élément, bien docile, ce sera les félicitations, les bons points et autres carottes.

Citons quelques extraits de la brochure *On voudrait nous apprendre à marcher en nous coupant les pieds* : « Les écoles, matrices à hordes de citoyens névrotiques et dévoués qui, comme ceux d'avant, assureront et défendront avec passion et conviction la sur-

vie et la pérennité de ce monde. L'école mâche le travail aux keufs, publicitaires et autres crapules cyniques. L'école fabrique keufs, publicitaires et autres cyniques crapules. Les valeurs de l'école sont celles de la société haïe : travail, compétition, performance, fierté, ambition, soumission, obéissance, collaboration, délation... (etc, etc) Dès la petite enfance, par des méthodes violentes et efficaces, l'individu est brisé, lentement mais sûrement : réveil trop tôt, trop froid, trop noir dehors. Six, huit heures par jour enfermé, assis, attentif, silencieux. En rang deux par deux. Présence obligatoire. Sonneries toutes les heures. Emploi du temps immuable, répétitif... Après la maternité, avant les foyers, centres d'éducation fermés, établissements pénitenciers pour mineurs, usines, bureaux, commissariats, armées, hôpitaux, cimetières, maison de retraite, prisons, HP... l'école c'est l'enfermement. Tous les matins, une fois passée la porte, tu es détenu, pour la journée sous la responsabilité de l'administration scolaire. »

ON NOUS DIT QUE L'ÉCOLE EST OBLIGATOIRE, C'EST FAUX, et il existe des personnes qui refusent de laisser les enfants (leurs enfants !) aux mains de l'école. Citons une dernière fois Catherine Baker : « Car je ne me satisfais pas de constater l'injustice de l'école et l'impossibilité d'y remédier, j'en déduis logiquement la conduite à tenir : on peut individuellement, seul ou à plusieurs, s'organiser pour empêcher les enfants d'aller se faire bouffer par l'éducation nationale. Je rêve ? Je rêve que tu as quatorze ans et que tu n'es jamais allée à l'école ? Je rêve que Lola passe ses journées à jouer de la vie ? Je rêve de toutes celles et de ceux que nous avons rencontré au long de ces années et qui grandissent tranquillement, loin de ces cours barbelés ? »

On parle alors de déscolarisation, pour celles et ceux qui sont intéressés, des associations ou des collectifs font un travail de réseau et de soutien, tant au point de vue juridique que pratique et on peut trouver des informations à propos de la déscolarisation sur le site internet de l'asso Les enfants d'abord :

<http://www.lesenfantsdabord.org>

Notre propos n'est pas de renvoyer les enfants au sein de la famille, autre institution aliénante et pilier du patriarcat où les rapports de domination sont omniprésents. Les enfants sont la propriété privée de leurs parents et nous combattons toute forme de propriété.

ET ON SE POSE DES QUESTIONS SUR la procréation, et l'égoïsme dont il faut faire preuve pour désirer la naissance d'individus dans ce monde de merde. Peut être que le meilleur moyen d'éviter à « nos » enfants d'être des petits soldats du capital et de la technologie est de ne pas en faire... Vasectomie. Youpi !



- Pour l'abolition de l'enfance, Shulamith Firestone - extrait de *La dialectique du sexe* (1972)
- *Insoumission à l'école obligatoire*, Catherine Baker, 1985

☆ Dans la nuit du 1^{er} septembre 2007, une école primaire située dans le quartier marseillais de la Rose a été saccagée. L'incarcération des bambins fut retardée d'une semaine.

☆ Le 5 octobre 2007 à Vénissieux, les flics ont arrêté un jeune de 13 ans qui, selon eux, serait responsable de plusieurs actes de vandalisme depuis la fin septembre. Il est accusé d'avoir incendié des poubelles et plusieurs voitures autour du collège dans lequel il avait été sanctionné pour des insultes contre le directeur et des jets de pierres.

☆ Trois jeunes de 12 ans ont été arrêtés le 6 janvier 2008 alors qu'ils étaient en train de vandaliser une école maternelle de Grenoble. Après avoir cassé les vitres, ils ont endommagé du matériel scolaire. Ils ont expliqué avoir agi pour s'amuser.

☆ Deux jeunes garçons, âgés de 13 et 14 ans, soupçonnés d'avoir incendié le collège de Beton en Bretagne le 13 janvier 2008 ont été arrêtés le 18 février. D'après la presse, au cours du week-end précédent l'incendie, ils se seraient livrés à diverses dégradations, tentant de mettre le feu à une cabane de chantier, à une salle municipale et à une école primaire puis au collège. Selon la déclaration de la flicaille, il s'agit d'une violence gratuite. Les empreintes ADN seraient la balance.

☆ Le 13 février, quatre personnes âgées de 16 à 17 ans ont été condamnées à des peines de 36 mois de prison dont 35 avec sursis pour l'incendie de l'école maternelle à l'entrée des Mines dans la région d'Aix en Provence dans la nuit du 7 octobre 2005. Le bureau de la directrice et trois salles de classe avaient été détruits par le feu. Ils ont été placés sous mandat de dépôt.

☆ Le 4 mai, trois anciens élèves ont incendié le collège St Sylvain d'Angers. La toiture du hall est entièrement détruite et le circuit électrique endommagé. Du coup, c'est une semaine dehors pour les copains.

☆ Dans la nuit du 29 juin, à Calais, le garage de l'école primaire a été en partie ravagé par les flammes. Par malchance les salles de classe ne furent pas touchées. Six personnes dont deux mineurs ont rapidement été arrêtées par les condés.

☆ Durant le week-end du 28 juin le collège d'Aven le Comte près d'Araras a été partiellement endommagé par des inondations. Les canalisations ont été coupées volontairement par des inconnus. Personne n'a été arrêté.

☆ Le toit du garage de l'école maternelle élémentaire Léo Lagrange a été entièrement détruit par un incendie dans la nuit du samedi 6 juillet à Sartrouville dans les Yvelines. Selon les keufs une simple poubelle incendiée est à l'origine de la destruction.

☆ L'école maternelle et primaire de Cellier près de Nantes ont été saccagées par de joyeux inconnus dans la nuit du 11 juillet. Vitres, ordinateurs, chiottes, photocopieurs, téléphones n'ont pas échappé à l'ouragan. Les dommages sont estimés à près de 15000 euros.

☆ Le 5 août près de Lyon, une école a été saccagée. Selon les premières estimations, le montant des dégâts s'élèverait à plus de 200000 euros.

☆ Le 17 août un collège est incendié à l'aide d'une voiture bélier à Villefontaine en Isère.

☆ Le week-end du 5 décembre de joyeux drilles ont voulu avancer la date de début des vacances scolaires des écoliers de l'Huilierie dans le Cher. Des vitres et des portes ont été fracassées avec un extincteur forçant l'administration à fermer trois de ses cinq classes de cours.

EGRATIGNURE

[texte de rap anonyme]



Ceux qui pour m'avoir ont coité / N'en ont rien à calter / De ce que je ressens / De mon futur présent / Ils n'ont fait que consommer / Ce qu'ils appellent l'amour / Cette nausée de toujours / Qui ne mérite que de consumer / J'y vois reproduction / D'un système social / D'un fond animal. / Et pas de pensées pour le rejeton / Sexe et sentiments ! / Je suis perplexe, plein d'étonnement ! / Amour et attachement ! / V'la le temps des ricanements !

Humains, putain d'humains / Qui ne peuvent forniquer / Sans cette arrière-pensée / De s'assurer leurs lendemains / Les chiards paieront la retraite / Ou feront la révolution / Mais est-ce une bonne raison / Pour leur en mettre perpet' / Accepter d'être maté / Ils veulent que j'obéisse / Accepter d'être exploité / Pour que ces esclavagistes en jouissent / Spermatozoïde est ennemi / Pour qui fuit ce calvaire / Père et mère, liens nucléaires / Du monde que je vomis.

À moi de tenir mon rôle / Oh éjaculation / C'est à moi de faire un drôle / Putain de génération / Ai-je envie de dresser ? / N'offrir que des espoirs / De simples échappatoires / Théories et pratiques pour tout brûler / Sodomie, avortement, contraception / Branlette, infanticide. Sans-elles les seules solutions ? / La morale me cerle / La société me traque / Mes proches m'encerclent / J'fais c'que j'veux d'mon braqu'.

Qu'un jour on me dise / Tu es ma seule famille, 'pa ! / Cette peur vague et précise / C'est aussi ça le patriarcat / Pas d'approches féministes / Plutôt individualiste / Personne m'imposera les choix / De suites à mes plaisirs et joies / Idylles passagères ou régulières / Nos contradictions et incertitudes / Ne me laissent qu'une attitude / Refuser le rôle du père / J'en ai la possibilité / Faut compter sur personne d'autre / Rencontre d'individualités.

Dans de sauvages corps à corps / Je baise encore et encore / Défouloir pour tous les sens / Et défoncer la décence / Savoir s'abandonner sans paniquer / Pour vivre nos désirs / Se découvrir, s'extravertir / Passer des heures à se niquer / Objet du plaisir de l'autre / Éphémère sensation de liberté / De barreau scié, de culture dévastée / Je me vautre / Et mes orgasmes se tapent d'la morale / Mes plaisirs seront toujours sous pression / Reproduction.

Je refuse ce putain de monde / Celui-ci et n'importe quel autre / Putride prison immonde / Dont je serai jamais l'apôtre / Je ne veux rien reproduire / Rouages, morales, structures / Difficiles de faire rupture / Rien à sauver, tout à détruire / Tenter de m'en échapper / A personne le souhaiter / Pas le temps de l'imaginer / Ni de le procréer / Tarir mes burnes comme solution / et hop opération / Égratignure de l'existant / Vasectomie, pour jouir en détruisant.

CITOYENS PAR CI, CITOYENNES PAR LÀ...

On nous les sert à toutes les sauces car ce sont les poucaves, les balances, les indics, les collabos, les mouchards, les donneuses, les corbeaux, les délateurs... Ils sont ceux qui entretiennent ce monde, les yeux et les oreilles des juges, de la flicaille, des politiciens et des patrons. Les merdes...

LA **POUCAVE** a la langue bien pendue, elle dénonce les sans-papiers. Elle bave sa haine raciste, à peine dissimulée derrière le prétexte des lois ou de la situation économique.

LE **MOUCHARD** va et vient derrière ses collègues, les épie, les évalue puis les dénonce au patron. Ceux qui glandent, volent, sabotent, en bref résistent à leurs exploiters, sont poursuivis, virés, emprisonnés.



LA **BALANCE** fait confiance à la justice. Elle s'en remet à elle pour faire valoir ses "droits". Droit de dénoncer tout ceux qui ne lui plaisent pas. Trop jeunes. Trop foncés. Trop vieux. Bruyants. Nombreux.

LA **DONNEUSE** dénonce ce qu'elle jalouse. Elle ne supporte pas ceux qui survivent par du boulot au noir, des trafics, des petites combines ou de la débrouille. Elle préfère les voir crever comme elle crève elle-même : soumise.

L'**INDIC** a sa conscience pour lui : il dénonce pour de l'argent. Qu'il soit assistante sociale, employé de l'ANPE, animateur social, sociologue, vigile, éducateur ou voisin, l'indic vit de la misère.

LE **CORBEAU** n'assume pas. Il dénonce anonymement voisins, amis, collègues, inconnus. Il n'assume pas car seule compte sa vengeance, celle que sa lâcheté empêche de réaliser lui-même.



LE **DÉLATEUR** préserve ses intérêts. Qu'il soit commerçant, propriétaire, prof, politicien, contrôleur ou militant, il n'admet pas que ceux qui le font vivre puissent ne pas accepter ses règles. Il dénonce voleurs, squatteurs, rebelles et autres indésirables.

LE **COLLABO**, comme lors de la seconde guerre mondiale, se retranche derrière l'administration. Si la loi le lui permet, il se laisse aller à dénoncer immigrés, déserteurs, révoltés, homosexuels, chômeurs... Pour lui ce ne sont que des cafards.

LE **CITOYEN** est un peu tout à la fois. Lui, dénonce publiquement avec comme prétexte la politique. Il vote. Parce qu'il est l'esclave zélé qui légitime ses maîtres, il s'imagine avoir pour mission de faire respecter les lois. Voir de les modifier. Il est un flic sans uniforme.

TOUT CEUX qui refusent de subir la vie qui leur est imposée savent qui sont leurs ennemis. Savent où ils sont et comment les traiter : Qu'ils se cachent derrière le sourire grimaçant d'une voisine, l'odeur nauséabonde d'un CIQ, le masque de sympathie d'un commerçant, le velours d'un cabinet d'huissiers, les murs suintants d'un commissariat... Qu'il soit de droite ou de gauche, le citoyen est notre ennemi. Qu'elle soit de droite ou de gauche, la politique est notre ennemie.

TOUS VEULENT NOUS EMPÊCHER DE VIVRE...
NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE...



« **I**L Y A DIX ANS, Joey Star posait la question : qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu ? Il ajoutait justement : unissons-nous pour incinérer ce système. Aujourd'hui, Joey a pris un sacré coup de vieux. Alors que ses souhaits commencent à être exaucés, il retourne sa veste et rejoint le camp de la soumission républicaine : il appelle à voter. Le traître. Vous me direz ça fait un moment qu'on avait compris qu'il tenait plus à sa merco qu'à l'avènement d'un bouleversement social concret. L'ennui, c'est que malgré toutes ces luttes sociales, malgré tous ces affrontements avec la police, l'ambiance est actuellement aux élections. »
(extrait de *Pour éviter le piège des élections...*)

NIKE LA DÉMOCRATIE



IDÉOLOGIE SOMMAIRE OBLIGE !

LE 1^{ER} MAI 2007, des complices écrivaient : « La démocratie, quelle connerie. Aller voter ou pas, qu'est-ce qu'on en a à foutre ? ! L'important n'est pas ce que l'on va faire un dimanche par-ci par-là mais ce qu'on fait tout le reste de l'année, tout le reste de notre temps, de notre survie ». Voilà des mots qui nous parlent.

A LA VEILLE DES MUNICIPALES, à Marseille, comme ailleurs, le débat fait rage : Le port sera-t-il privatisé ou privatisé ? La ville sera-t-elle aseptisée ou aseptisée ? Des débats et du blabla noir sur blanc à en mourir d'ennui ! si ce n'était quelques phrases qui leur échappent souvent. Par exemple, celle qui introduit le programme de Gaudin « V comme partager » : « *Au tour d'Euromed, nous avons redynamisé Marseille et répondu aux attentes des entrepreneurs* ». Voilà bien à qui Gaudin s'adresse : aux entrepreneurs. Il n'y a rien à en redire.

POUR QUE CETTE MASCARADE garde un peu de crédit, il faut en évoquer des menaces et des périls, des crises économiques ou politiques : la peur de l'étranger, la menace totalitaire, la menace terroriste ; le spectre de l'anarchie comme règne de la terreur. Il y a cette éternelle ritournelle : si ce n'est pas la démocratie, c'est la dictature. Cette opposition, elle, est bien sommaire. Voici quelques phrases que l'on peut lire dans le livre *Mort à la démocratie* : « *L'État est une mise en forme de la domination. Il est la sanction d'une rapport de force. [...] Dans ce rapport, il y a un pôle dominant, qui est la classe capitaliste, et un pôle dominé, les classes exploitées. La démocratie, en tant que régime particulier de l'État, n'est rien d'autre qu'une des modalités possibles de la mise en forme de la domination capitaliste. [...] L'État, démocratique ou non, comme puissance de domination, est, a toujours été et sera toujours l'allié du capitalisme et de l'exploitation* ».

FAIRE PEUR, histoire que chacun aille voter, reste chez lui devant la télé et reprenne une dose. Histoire que chacun regarde d'un oeil méfiant à peu près tout le monde et se mette à faire le citoyen-flic-balance.

AUSSI, TOUTE CRITIQUE DU VOTE ne peut se faire que sous l'angle d'une critique radicale insensible au mirage d'un « bon choix » possible. Le vote, c'est une dépossession de notre puissance collective, une négation des rapports de force, notre individualisation-atomisation face au monde. Le simple retrait abstentionniste ne change rien à l'affaire. Il n'est qu'un repli personnel, un choix individuel. Le vote blanc est tout aussi absurde que n'importe quel vote. Quant à l'extrême gauche, comme la Ligue contre-révolutionnaire, elle se fait complice et participe au mirage démocratique (et oui, un autre monde de merde est possible !). Elle sert de caution alors qu'il n'existe d'opposition que dans l'action directe. On nous dit qu'en démocratie, tout le monde a sa place et peut exprimer son opinion. Leurs hypothétiques élus pourraient toujours s'agiter, s'indigner, blablater et amender sur les bancs d'une quelconque assemblée, qu'est-ce que cela peut bien nous faire ? Accepter le jeu électoral, c'est renoncer à agir. Détruisons la gauche. « *Nous voulons la mort de la gauche tout autant que celle de la droite et du capitalisme. Nous voulons détruire la gauche car elle empêche toute prise de conscience collective, elle freine toute initiative de renversement d'une société que nous rejetons tous.* » (extrait de *Nous voulons détruire la gauche*)

PLUS CONCRÈTEMENT ENCORE, il faut bien ajouter que le mythe de la démocratie envahit même les espaces de lutte où resurgissent sans cesse ses attributs : vote, assemblée, représentants-délégués. À l'heure où les caissières de carrefour grand littoral sont retournées au turbin après une dizaine de journées d'une lutte inédite, rappelés que les syndicats, porte-paroles et autres gestionnaires sont et seront toujours les fossoyeurs de nos luttes.

CE BLOCAGE du plus grand carrouf de France avait commencé le 2 février suite à une journée de grève nationale dans la grande distribution. Il durera 15 jours avec piquet de grève nuit et jour et opposition physique à diverses livraisons – moyennant quelques heurts avec la police. 7 grévistes doivent être jugés pour « entrave au travail ». Manque à gagner pour Carrefour : 3 millions d'euros.

BIEN SÛR, LE VER ÉTAIT DANS LA POMME et la liste de revendications laissait présager une sortie de crise telle qu'elle s'est déroulée. 15 jours de lutte pour des clopinettes « honorablement » négociés par la CFDT : une augmentation du ticket-restaurant journalier de 50 centimes, le droit de faire des heures supp, et 80 000 euros pour le comité d'entreprise seront débloqués si les pertes (liés au vol notamment) passent sous les 2% : Une bonne manière de transformer le prolo en flic.

ALORS, on cite encore quelques lignes du bouquin *Mort à la démocratie* : « *De plus en plus souvent, s'écoulant hors du strict champ de la politique d'État, le démocratisme se répand sur les luttes sociales. Alors, de nouveaux personnages surviennent qui, eux aussi, comme les politiciens ont la prétention de « représenter » les autres. Le syndicaliste qui négocie la fin d'un mouvement social ne me représente pas : il me trahit. Le délégué du personnel qui siège au comité d'entreprise ou d'hygiène, ou dans les commissions paritaires de la fonction publique, ne me représente pas : il m'exploite parce qu'il n'est rien d'autre qu'un petit rouge, parmi d'autres, de la grande machine exploiteuse. Le patronat et l'État se cherchent toujours des interlocuteurs « responsables » pour représenter ceux qui luttent contre eux : ils savent que c'est la meilleure manière d'en stériliser la puissance potentielle. [...] Quand un mouvement s'essouffle, ceux qui luttent laissent aux syndicats le soin de négocier la sortie de crise. Alors, les représentants représentent bien quelque chose : ils me représentent non pas tel que je suis dans la lutte c'est-à-dire au moment où je relève la tête et où j'ai l'occasion de reconquérir les moyens de peser sur ma vie et mon destin, mais ils me représentent au moment où j'abandonne le combat. Ils représentent le retour à la normale, le retour à la passivité ordinaire de la vie* ».

- *La France d'après... on la brûle* (automne 2007)
- *Contre la paix, contre la démocratie*, Augustin Garcia Calvo (1994)
- *Nous voulons détruire la gauche*,
- *Mort à la démocratie*, Léon de Mattis (2007)
- *Compile classe... contre classe*, en soutien aux incendiaires engôlés (2008)

SUICIDES & LUTTE DE CLASSE

BI #02 241007

« Ouvriers, ouvrières, il est 8 heures du matin. Ce soir, lorsque vous sortirez il fera déjà nuit. Pour vous la lumière du soleil, aujourd'hui encore, ne brillera pas. Vous ressortirez fatigués, vidés. Convaincus d'avoir gagné votre journée alors qu'au contraire, vous aurez tous été volés... Oui, nous disons bien volés... De huit heures de votre vie. L'usine est une prison et d'une prison, on s'évade. »

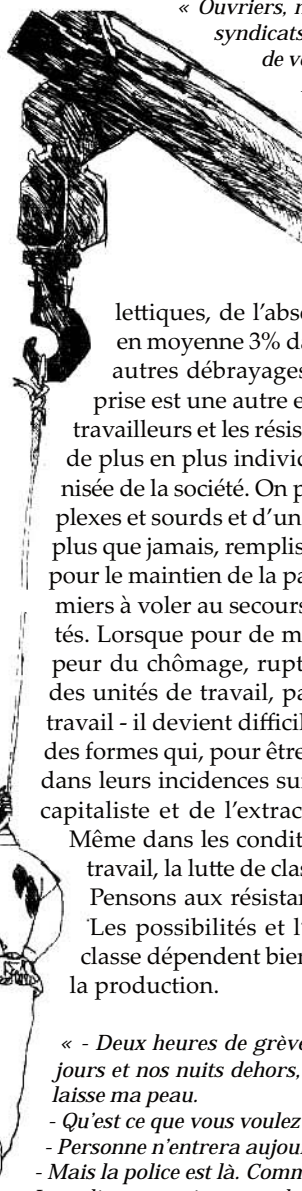
LE 24 SEPTEMBRE 2007, un employé du techno-centre Renault de Guyancourt dans les Yvelines s'est suicidé à son domicile. En un an, quatre travailleurs de ce centre de recherche d'où sortent les nouveaux modèles du leader français de l'automobile se sont donnés la mort. Au moins deux autres ont tenté de se suicider. Les premiers de cette série de suicides à Renault qui ont déclenché quelques manifestations se sont produits quelques temps à peine après l'annonce d'un nouveau plan stratégique appelé Contrat Renault 2009. En pleine restructuration mondiale et brutale de ce secteur clef de l'économie internationale, toutes les firmes en féroce concurrence réorganisent matériellement les processus de production afin, bien sûr, d'en améliorer la productivité. Rappelons que le taylorisme, le fordisme et toyotisme ont été initiés dans les ateliers de fabrication automobile avant d'être étendus à l'organisation scientifique de l'ensemble du monde du travail.

En l'occurrence le nouvel objectif fixe depuis 2006 aux 12000 ingénieurs et techniciens de Guyancourt de sortir 6 nouveaux modèles par an au lieu de 4, avec diminution de certains effectifs et menaces classiques de délocalisation vers le Brésil et la Roumanie. On imagine volontiers les pressions et le stress croissant en proportion pour des travailleurs certainement zélés d'un techno-centre qui joue le rôle de vitrine pour Renault. A l'initiative de ce plan, le nouveau président de Renault, Mr Ghosn, tout juste arrivé après avoir redressé Nissan déclare en mars 2007 à une assemblée de 2500 cadres : « Le management est une notion fondamentale parce qu'elle touche à la première ressource d'une entreprise : les hommes et les femmes ». On ne saurait mieux dire que le capitalisme vit avant tout de l'exploitation de la force de travail.

« Je ne sais comment vous appeler... Messieurs les travailleurs, ou bien ouvriers... camarades... messieurs les camarades... Je ne sais pas. Nous, quand on entre dans l'usine, il faisait encore nuit et le soir quand on en sort, il fait déjà nuit. Mais alors quelle est notre vie ? Notre vie, c'est de la merde ? Tant que nous y sommes, pourquoi on ne doublerait pas les cadences demain. Travaillons même le dimanche. Pourquoi on ne travaillerait pas aussi la nuit ? Ensuite on pourrait amener nos femmes et nos enfants. Et puis les mômes pourraient travailler ici, les femmes pourraient nous faire à manger pendant le travail. Et on y va, sans perdre la cadence ! On continue... Et vas-y. Vas-y, vas-y. Et vas-y, pour finir par en crever ! »

EN FRANCE où, rappelons-le contrairement aux idées reçues, les ouvriers sont encore 6 millions pour environ 25 millions de travailleurs. On estime à au moins un par jour le nombre de suicides liés directement aux conditions de travail et donc de vie. Puisque le travail est censé structurer l'ensemble de nos existences et de l'organisation sociale. Ces derniers mois, on semble assister à une augmentation de ce chiffre chez les travailleurs et les cadres de grandes entreprises : Peugeot Citroën, Areva, etc. Notons qu'une bonne partie de ces suicides se passe directement sur les lieux de travail face aux collègues et aux supérieurs. C'est dans tous les secteurs que les contraintes de rythmes et de charges mentales sont toujours plus fortes. Au Japon, pays où le management est un modèle de paix sociale et de production de qualité, on chiffre à 2500 par an le nombre de Karochi comme on y appelle la mort par surmenage ou suicide lié au travail. Profitons-en pour donner une autre estimation, certainement pas sans lien. 2 200 000 travailleurs meurent chaque année dans le monde d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ; au moins 5 accidents mortels par jour en France. Quand on vous parle de guerre de basse intensité...

« Ouvriers, n'acceptez le chantage des dirigeants de vos syndicats. Vos syndicats sont les larbins, les esclaves de vos patrons. Ce sont des réformistes. A la violence patronale, répondez par la violence révolutionnaire. Sabotez la production, refusez de travailler... »



L'ACCROISSEMENT, encore moins médiatique que celle du stress ou des troubles musculo-squelettiques, de l'absentéisme (7% en France en 2003 contre en moyenne 3% dans les années 90), de grèves sauvages et autres débrayages, de la pratique du sabotage en entreprise est une autre expression de la pression exercée sur les travailleurs et les résistances alors développées. Probablement de plus en plus individuelles au regard de l'atomisation organisée de la société. On peut certainement parler de conflits complexes et sourds et d'un désaveu certain pour des syndicats qui, plus que jamais, remplissent leur rôle d'allié objectif du patronat pour le maintien de la paix sociale. En étant par exemple les premiers à voler au secours des entreprises prétendues en difficultés. Lorsque pour de multiples raisons - peur du licenciement, peur du chômage, ruptures de solidarités suite à l'éclatement des unités de travail, parcellisation et isolement des postes de travail - il devient difficile de faire grève, la lutte de classe prend des formes qui, pour être moins visibles, sont tout aussi efficaces dans leurs incidences sur la productivité, clef de la compétition capitaliste et de l'extraction de la plus-value, donc du profit. Même dans les conditions les plus dures de l'exploitation du travail, la lutte de classe existe et prend des formes indirectes. Pensons aux résistances ouvrières dans l'Allemagne nazie. Les possibilités et l'ampleur de telles formes de luttes de classe dépendent bien sûr de la structure de l'organisation de la production.

« - Deux heures de grève ne servent à rien. Mieux vaut passer nos jours et nos nuits dehors, plutôt que de travailler dans ce bagne. J'y laisse ma peau.
- Qu'est ce que vous voulez faire ?
- Personne n'entrera aujourd'hui. Même pas les cadres.
- Mais la police est là. Comment on va faire ?
- La police est toujours sur les lieux. Et si elle n'y est pas, y'a toujours un vendu pour l'appeler.
- Seulement pour l'instant c'est pas l'heure de provoquer des affrontements...
- Mais avec vous, c'est jamais l'heure d'affronter qui que ce soit...
- C'est vrai, c'est vrai...
- Que ce soit la direction ou la police... »

MAIS MÊME CES FORMES DE LUTTES peuvent avoir une limite. Des armées de sociologues et de directeurs de ressources humaines s'emploient à les traquer et à les réprimer. Les émeutes des travailleurs du textile au Bangladesh en 2006, les grèves sauvages en Égypte, en Chine et ailleurs montrent que lorsque sont atteintes les limites des résistances à l'exploitation quotidienne le seul recours devient la grève sauvage et l'émeute dans une attaque qui, bien que surgissant des conditions d'exploitation, est non seulement une attaque contre le régime politique qui impose ces conditions, mais aussi une attaque, bien que non formulée comme cela, contre le système capitaliste même, contre le travail, la marchandise et l'Etat. Bref contre tout ceux qui voudraient nous empêcher de vivre.

« Ouvriers, ouvrières, vous devez imposer à vos syndicats les bases d'une plate-forme révolutionnaire. Le travail ne doit pas continuer, il faut l'abolir tout de suite. »

[Les dialogues sont issus de La classe ouvrière va au paradis, film réalisé par Elio Petri en 1970]



SABOTAGE(S)

DURANT LA RÉCENTE GRÈVE des cheminots et les mobilisations des agents d'EDF et de GDF contre la réforme des régimes spéciaux de retraite, nous avons eu le plaisir de nous rendre compte qu'une bonne vieille pratique de résistance ouvrière n'avait pas complètement disparu dans nos démocraties pacifiées : le sabotage. Le 21 novembre, au tout petit matin à quelques heures des premières négociations entre gouvernement et syndicats, c'est sur les quatre lignes à grande vitesse au départ de Paris que plusieurs actes de « malveillance » ont été commis. Des kilomètres de câble sérieusement endommagés par des incendies jusqu'à une trentaine sur la ligne du tgv ouest), des commutateurs de signalisation fermés, un centre de signalisation partiellement incendié ont provoqué plusieurs heures de retard pour les trains qui recommençaient à circuler normalement après plusieurs jours de grande paralysie du trafic. L'ensemble de la classe politique et syndicale s'est offusquée. Tant mieux.

DÉJÀ LES JOURS PRÉCÉDENTS, dépôt du ballast sur les aiguillages, vols de clefs de démarrage de locomotives, allumages de torches ou dépôt d'obstacles sur les voies, fermeture de signaux ou tout simplement occupation des voies par les grévistes ont empêché les jaunes de travailler tranquillement. Dans la nuit du 14 au 15 novembre la gare de Gap a été prise pour cible par de joyeux lurons qui ont brisé les vitres des quatre guichets de la gare, cassé les panneaux d'affichage électronique, fracassé les distributeurs automatiques de billets et les ordinateurs. Dans la région marseillaise c'est l'aiguillage à l'entrée de la décharge d'Entresans dans la plaine de la Crau qui a carrément été meulé. C'est là qu'arrivent chaque jour plusieurs trains acheminant les centaines de tonnes d'ordures ménagères quotidiennes de la communauté urbaine de Marseille. Ils ont été remplacés pendant plusieurs jours, le temps d'effectuer les réparations, par 70 camions.

CES ACTES DE DESTRUCTION ont été malheureusement accompagnés de quelques interpellations. Déjà un cheminot, que même la direction jugeait comme un employé modèle, a pris en comparution immédiate 4 mois avec sursis à Thionville pour avoir brisé les vitres d'un poste d'aiguillage où il s'était embrouillé avec des traîtres qui avaient repris le boulot. Deux autres employés de la SNCF comparaitront le 17 décembre pour entrave à la circulation de trains lors d'une manifestation le 16 novembre à côté de Nancy. Espérons que personne d'autre ne sera inquiété par la flicaille et les juges. Et que si c'est le cas, à chaque coup de leur part, répondront autant d'actes de solidarité active, c'est-à-dire offensive. Commentant une de ces exactions, un sous-fifre de la direction de la CGT a voulu rappeler que son syndicat a toujours défendu l'idée du respect de l'outil de travail. C'est exactement pour cela que nous considérons les syndicats comme des ennemis de classe. Et ça nous donne même envie de nous replonger en souvenir de ce sympathique Emile Pouget, auteur en 1911 du célèbre pamphlet *Le Sabotage* alors qu'il était un responsable de la CGT, autrement combattive.

DANS LE MÊME TEMPS, des ouvriers énervés d'EDF opéraient des coupures ciblées d'électricité dans une dizaine de villes. Et toujours, ces dernières semaines, ce mouvement contre la loi LRU ; surtout étudiants et lycéens. Qui annonce également quelques promesses d'une radicalisation des pratiques de résistance. Dès lors qu'il s'agit surtout de s'affronter à ce monde, plutôt qu'à une énième loi.

DE MANIFS QUI DÉBORDENT en blocages, où on reprend le temps. Le temps de rencontrer des complices. Le temps de comploter. Le temps de suspendre le temps du travail. Un blocage d'un dépôt de bus, d'une voie rapide sabotent par le fait un bout de circulation. Cette circulation qui est avant tout celle des travailleurs et de la marchandise. Alors puissent le sabotage et autres actes de vandalisme, de voyouteries égayer non seulement ce que l'on appelle les mouvements sociaux, mais également l'apathie de ce monde si ennuyeux.



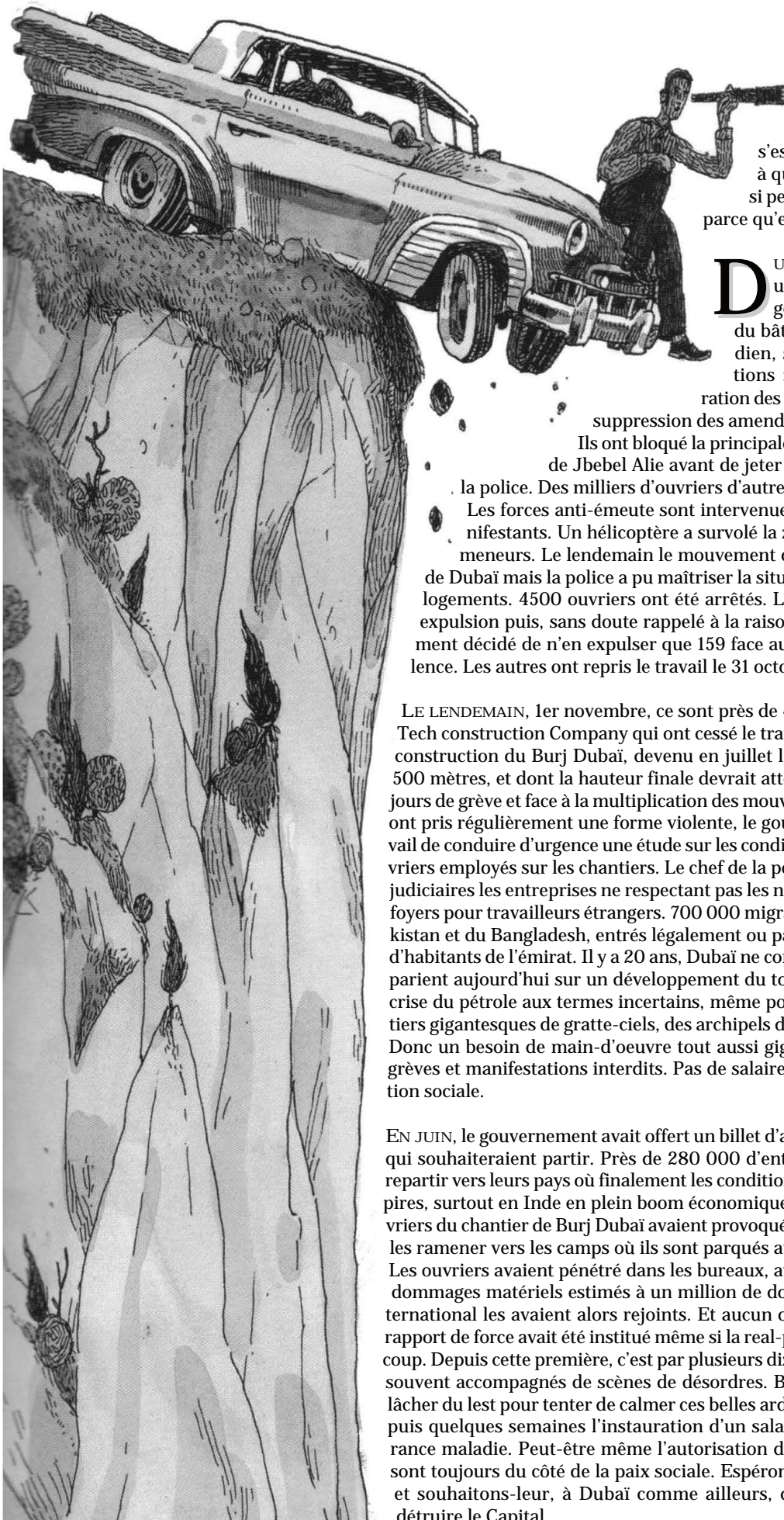
CONTRE LE TRAVAIL.

- *Détruisons le travail*
Alfredo Bonnano (1994)
- *Aux origines de l' « anti-travail »*
Echanges et Mouvement (2005)
- *Manifeste contre le travail*
Groupe Krisis (1999)
- *Putain d'usine*
Jean Pierre Levaray (2002)
- *Nous voulons tout*
Nanni Balestrini (1971)
- *Grain de sable sous le capot. Résistance et contre culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)*
Marcel Durant (2006)
- *Le travail est un crime*
Herman J. Shuman
Suivi de : *Le groupe "De Moker", la jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des années folles*
Éditions Antisociales,
Amsterdam-Paris, (2008)

SUR DES CONFLITS RÉCENTS...

- La revue *Echanges* consacre une série d'articles aux grèves de novembre 2007
Echanges # 123
- *SNCF : Sabotages ordinaires*
Cette Semaine # 94 et # 95
- *Dossier Grèves*
Incendo # 02 (mai 2008)
- *Travailler moins pour gagner plus*
Témoignages de caissières en grève au Carrefour Grand Littoral de Marseille
Outrage # 01 (avril 2008)

BANGLADESH & DUBAÏ



CONSIDÉRANT LA TIMIDITÉ des contestations sociales dans l'hexagone ces derniers temps, et du coup leur faiblesse constatée en terme d'affrontement à ce monde. On s'est dit qu'il serait stimulant de jeter un oeil à quelques mobilisations récentes dont on a si peu entendu parler par ici, et pas seulement parce qu'elles se passent loin d'ici.

DUBAÏ, un des sept émirats arabes unis, est une des plus riches pétro-monarchies du golfe. Le 27 octobre dernier, 4000 ouvriers du bâtiment, originaires du sous-continent indien, s'y sont mis en grève. Leurs revendications : augmentation des salaires, amélioration des conditions de logement et de transport, et suppression des amendes infligées sous n'importe quel prétexte. Ils ont bloqué la principale artère menant à la zone de libre échange de Jbel Alie avant de jeter des pierres contre des voitures et contre la police. Des milliers d'ouvriers d'autres entreprises se sont joints aux grévistes. Les forces anti-émeute sont intervenues au canon à eau pour disperser les manifestants. Un hélicoptère a survolé la zone pour filmer la scène et identifier les meneurs. Le lendemain le mouvement de grève s'est étendu à trois autres zones de Dubaï mais la police a pu maîtriser la situation et renvoyer les grévistes dans leurs logements. 4500 ouvriers ont été arrêtés. Le gouvernement a d'abord annoncé leur expulsion puis, sans doute rappelé à la raison par les patrons des chantiers, a finalement décidé de n'en expulser que 159 face au risque d'une nouvelle explosion de violence. Les autres ont repris le travail le 31 octobre.

LE LENDEMAIN, 1er novembre, ce sont près de 40 000 ouvriers des chantiers de la Arab Tech construction Company qui ont cessé le travail. Arab Tech participe notamment à la construction du Burj Dubaï, devenu en juillet la tour la plus haute du monde à plus de 500 mètres, et dont la hauteur finale devrait atteindre 800 mètres. Après une dizaine de jours de grève et face à la multiplication des mouvements sociaux ces dernières années, qui ont pris régulièrement une forme violente, le gouvernement a chargé le ministère du travail de conduire d'urgence une étude sur les conditions de travail des quelques 700 000 ouvriers employés sur les chantiers. Le chef de la police a même menacé jeudi de poursuites judiciaires les entreprises ne respectant pas les normes d'hygiène et de sécurité dans leurs foyers pour travailleurs étrangers. 700 000 migrants, la plupart originaires d'Inde, du Pakistan et du Bangladesh, entrés légalement ou pas sur le territoire sur un total 1 500 000 d'habitants de l'émirat. Il y a 20 ans, Dubaï ne comptait que 20 000 résidents. Les émirats parient aujourd'hui sur un développement du tourisme et des affaires pour pallier à une crise du pétrole aux termes incertains, même pour les pays producteurs. Donc des chantiers gigantesques de gratte-ciels, des archipels d'îles artificielles, des villas dans le désert. Donc un besoin de main-d'oeuvre tout aussi gigantesque, corvéable à merci. Syndicats, grèves et manifestations interdits. Pas de salaire minimum. Évidemment aucune protection sociale.

EN JUIN, le gouvernement avait offert un billet d'avion sans retour aux travailleurs illégaux qui souhaiteraient partir. Près de 280 000 d'entre eux avaient sauté sur l'occasion pour repartir vers leurs pays où finalement les conditions de vie ne sont pas nécessairement bien pires, surtout en Inde en plein boom économique. En mars 2006, plusieurs milliers d'ouvriers du chantier de Burj Dubaï avaient provoqué une émeute lorsque les bus, qui devaient les ramener vers les camps où ils sont parqués aux portes du désert, avaient été retardés. Les ouvriers avaient pénétré dans les bureaux, attaqué les agents de sécurité et causé des dommages matériels estimés à un million de dollars. 2000 travailleurs de l'aéroport international les avaient alors rejoints. Et aucun ouvrier n'avait été arrêté, c'est dire si un rapport de force avait été institué même si la real-politik des entrepreneurs y est pour beaucoup. Depuis cette première, c'est par plusieurs dizaines qu'on compte de tels mouvements, souvent accompagnés de scènes de désordres. Bien sûr, gouvernants et exploitants vont lâcher du lest pour tenter de calmer ces belles ardeurs émeutières. Sont ainsi évoquées depuis quelques semaines l'instauration d'un salaire minimum ou la création d'une assurance maladie. Peut-être même l'autorisation des syndicats. Comme quoi, les syndicats sont toujours du côté de la paix sociale. Espérons que les ouvriers ne s'y tromperont pas et souhaitons-leur, à Dubaï comme ailleurs, d'achever bientôt le travail pour mieux détruire le Capital.

A PRÈS DUBAÏ, un des pays les plus riches de la planète, quelques mots sur le Bangladesh, un des plus pauvres. Et plus encore sur d'autres révoltes ouvrières qui, il faut bien le dire, nous font chaud au cœur. 140 millions d'habitants pour une superficie d'un quart de celle de la France, un des PNB les plus bas du monde, une démocratie musclée qui n'empêche pas une grande instabilité politique, 80% de la population est rurale, ce qui signifie un réservoir important de main-d'oeuvre, le Bangladesh ne dispose que de peu de ressources énergétiques et assure difficilement sa subsistance alimentaire. Vitale pour le pays, l'industrie du textile emploie 40% des salariés et représente 75% des exportations du pays, essentiellement vers l'Union européenne et les Etats-Unis. 65% de ces entreprises du textile sont totalement aux mains de capitaux étrangers.

LES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION garantissent à de telles industries un approvisionnement constant en force de travail à bas coût. En 1978, le gouvernement a créé, à l'image de la Chine et de bien d'autres pays, des zones économiques spéciales. Baptisées au Bangladesh "Export Processing zone" – appelons les dorénavant EPZ – elles offrent pour attirer le capital mondial, outre les bas coûts de la production, divers avantages aux entreprises : par exemple exemption fiscale et facilités diverses encouragées par une corruption généralisée. Situées essentiellement près des réservoirs de main-d'oeuvres que sont les bidonvilles des principales villes, les EPZ sont de véritables Etats dans l'Etat, entourées de barbelés et surveillance policière sévère des entrées. À Chittagong, principal port du pays, l'une d'elles regroupe 130 000 travailleurs dans 180 usines. 2 500 000 travailleurs sont exploités dans 5 000 usines réparties dans ces EPZ. Le code du travail, pourtant bien peu contraignant, ne s'applique pas dans ces camps. Voilà pour le décor...

LE 3 MAI 2006, 1 500 OUVRIERS D'UNE USINE organisent une protestation contre une baisse des salaires dans une EPZ. La direction appelle la police : 2 morts, 200 blessés. L'usine est alors attaquée et ravagée par les ouvriers : 6 sont arrêtés, 80 sont poursuivis pour dégradations. Les syndicats s'engagent à maintenir l'ordre de sorte qu'il n'y ait plus de conflits. Quand on vous dit que les syndicats sont toujours du côté des patrons. Le 20 mai, une grève éclate dans une autre EPZ. 1000 travailleurs sont alors enfermés par la direction à l'intérieur de l'usine, qui coupe l'eau et l'électricité. La police tire sur ceux qui tentent de s'échapper et fait un mort. Finalement les ouvriers fracassent les portes et, rejoints par la population locale, bloquent l'autoroute voisine avec des barricades et s'affrontent avec la police. Un manifestant est tué, 70 blessés des deux côtés.

LE 22 MAI, DANS UNE AUTRE EPZ, un groupe de travailleurs est attaqué par le service d'ordre de l'usine alors qu'ils réclamaient des arriérés de salaires. Le groupe se rend alors devant d'autres usines de la zone, grandissant jusqu'à 20 000, rejoint encore par des travailleurs de centaines d'autres usines dans l'après-midi. Deux usines sont incendiées, 100 autres mises à sac et des véhicules sont brûlés par milliers. La route principale menant à Dacca, la capitale, est bloquée. Et de plus en plus violents sont les affrontements avec les flics qui, plus d'une fois, tirent sur les foules pour se dégager. Le lendemain la révolte s'étend encore. Dacca est paralysée par une grève générale qui s'étend à l'ensemble des banlieues industrielles : usines et centres commerciaux attaqués, pillés, incendiés, voitures détruites, barricades, affrontements avec la police. À la demande des patrons, le gouvernement envoie 3 000 militaires pour rétablir l'ordre. Le lendemain tout paraît se calmer à cause de l'important dispositif policier et militaire et parce que les patrons se montrent prêts à quelques concessions, notamment sur la question des salaires. Quelques promesses sont lâchées au cours d'une rencontre initiée par le gouvernement avec les syndicats, ces éternels salauds toujours prêts à négocier la reddition des travailleurs.

MAIS LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS DUPES. Et dans les semaines qui suivent, l'agitation se poursuit autour de quelques revendications : annulation des sanctions, paiements des arriérés de salaires, refus d'appliquer les concessions faites uniquement pour entraîner la reprise du travail. Beaucoup de manifestations spontanées pendant lesquelles les affrontements avec la police, l'armée et les milices patronales continuent. Certains patrons recourent parfois au lock-out des EPZ. Et toujours des centaines d'usines pillées et parfois incendiées. Mi-juillet, l'épuisement économique et la répression contraignent les travailleurs à reprendre le chemin du taf, alors qu'aucun accord n'est encore appliqué. De manière sporadique des révoltes éclatent de-ci de-là avec une répression toujours plus forte. Et les patrons comptent avec le temps, prétextant que si les accords salariaux étaient appliqués les trois quart des entreprises du textile devraient fermer dans les 6 mois, ce qui entraînerait le pays dans un chaos total. C'est seulement en septembre qu'une organisation patronale avance un plan d'augmentation des salaires en deux ans. Ces concessions sont évidemment compensées par les avantages consentis par l'Etat, subventions, etc. Et déjà en octobre de nouvelles grèves éclatent se transformant à nouveau bien vite en émeutes.

EN QUELQUES MOIS D'ÉMEUTES, côté répression, on pouvait compter trois morts officiels, des milliers de blessés et plusieurs milliers de travailleurs emprisonnés. Par contre, ce qu'il reste difficile à chiffrer c'est l'impact réel sur l'activité économique. Souvent le détonateur de telles révoltes est l'augmentation de la pression sur les travailleurs liée à des phases de restructuration mondiale des secteurs clés de l'économie. En ce qui concerne le textile, la fin du contingentement imposé à la Chine en ce domaine a modifié en 2004 toute la donne. Le Bangladesh peut offrir dans cette compétition les salaires les plus bas du monde. Les patrons n'envisagent évidemment qu'une augmentation de la productivité, encore et toujours. On parle de trente millions d'emplois dans le monde qui seraient menacés dans ce secteur. En tout cas, cette évolution des conditions d'exploitation promettra toujours d'autres révoltes notamment dans les pays dits en développement : par exemple les industries du vêtement représentent de 20 à 40% de l'emploi industriel. C'est le cas en Égypte où des conflits durs ont éclaté fin 2006 dans l'industrie du textile. Et, contrairement à ce qu'il s'est passé au Bangladesh, ces conflits se sont étendus à d'autres secteurs de l'économie. Depuis, on dénombre au moins une grève par jour en Égypte. Malheureusement, pour l'instant, toutes ces mobilisations ne se sont pas rejointes, souvent instrumentalisées par des enjeux politiques ou religieux qui leur ôtent leur caractère de lutte de classe. En tout cas, ces quelques exemples de formes violentes que prennent des mobilisations ouvrières nous rappellent que l'attaque contre la propriété, autant que la grève, est une véritable force. Bien sûr, au vue des micro-avancées obtenues par les luttes sur le terrain des conditions de travail ces mouvements d'ampleur peuvent s'apparenter à des défaites ouvrières. Tant par la répression et les nécessités de survie économique que l'isolement organisé par les frontières nationales, le confinement de ces mobilisations rendent bien difficile leur installation dans le temps et l'espace. Mais la pratique de la solidarité concrète et l'usage de la destruction des outils de travail témoignent bien que dans la révolte c'est bien ce monde qu'il s'agit de détruire, et qu'il n'y a rien à négocier.



- Dubai, entre la peur et l'opulence de Mike Davis
- La ceinture explosive, Echanges n° 124 du printemps 2008
- Les troubles de la misère sociale, idem
- De mai à novembre 2006... Bangladesh, une révolte ouvrière, Echanges

LUTTES AU «KURDISTAN»

EN OCTOBRE 2007, le gouvernement turc a annoncé sa ferme intention d'intervenir militairement dans la zone montagneuse du nord de l'Irak, afin selon lui d'y déloger les guérilleros du Kongra Gele Kurdistan, le Congrès du Peuple du Kurdistan, l'ex-PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). Depuis la multiplication des attaques de guérilla contre les armées turque et iranienne, ces deux pays se lancent régulièrement dans des attaques éclairs ou des bombardements contre des bases des nationalistes kurdes, mais sans réels succès. En effet, depuis quelques années la Turquie est

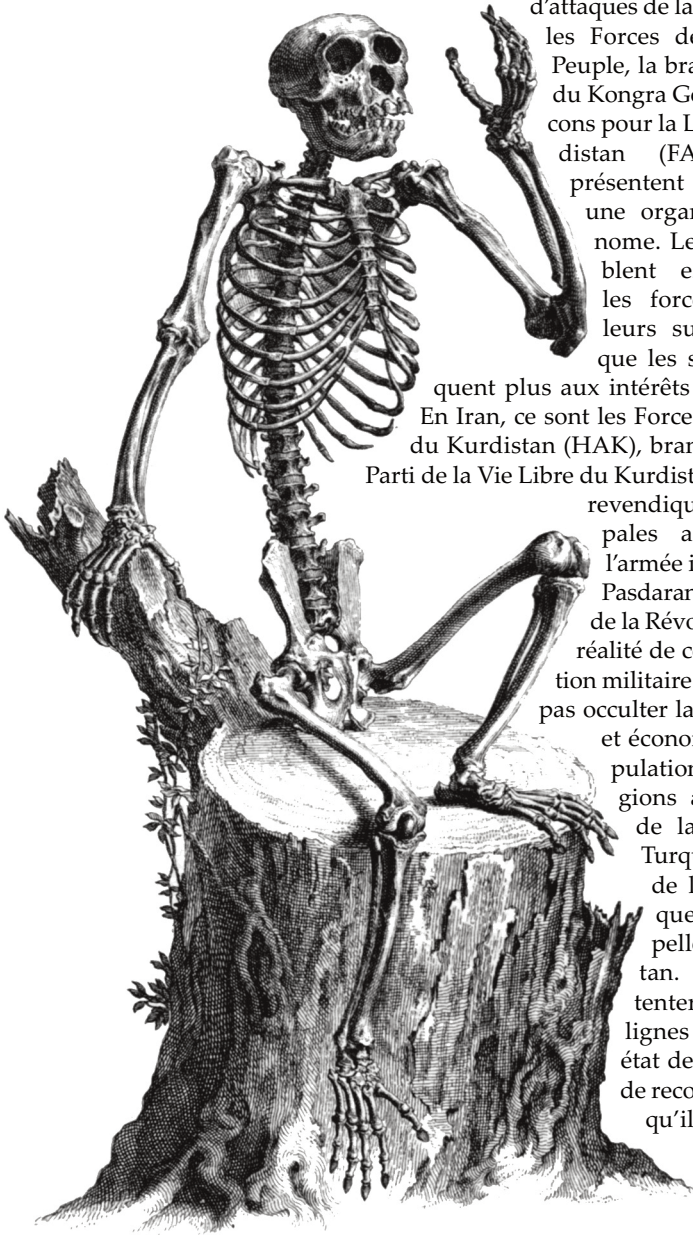
confrontée à une recrudescence

d'attaques de la part des HPG, les Forces de Défense du Peuple, la branche militaire du Kongra Gele, et des Faucons pour la Liberté du Kurdistan (FAK) qui se présentent eux comme une organisation autonome. Les premiers ciblent essentiellement les forces armées et leurs supplétifs alors que les seconds s'attaquent plus aux intérêts économiques.

En Iran, ce sont les Forces de la Liberté du Kurdistan (HAK), branche armée du Parti de la Vie Libre du Kurdistan (PJAK), qui

revendiquent les principales actions contre l'armée iranienne et les Pasdarans, les Gardiens de la Révolution. Mais la réalité de cette confrontation militaire directe ne doit pas occulter la réalité sociale

et économique des populations dans ces régions aux frontières de la Syrie, de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak, dans ce que certains appellent le Kurdistan. Nous allons tenter en quelques lignes de dresser un état des lieux et ainsi de recontextualiser ce qu'il s'y passe.



Ce texte, écrit au lendemain des attaques turque et iranienne, est loin d'être complet et nécessiterait une entière réécriture afin d'y aborder de multiples autres aspects de la guerre qui se mène dans la région, des formes de résistances, de répression et de collaboration : refus des traditions patriarcales, du système de « solidarité » clanique, des méthodes et des projets nationalistes, de l'exploitation économique mais aussi des luttes en prison, de la survie quotidienne, des formes d'organisations... en bref tout ce qui fait que, loin des propagandes politiques, le terme internationaliste prend un sens.

AU LENDEMAIN de l'effondrement de l'empire ottoman, les principales puissances européennes le divisèrent en différentes zones d'influences, qu'elles s'attribuèrent. Dans la région, la France s'attribua la Syrie et le Liban, et la Grande-Bretagne, l'Irak, la Palestine et la Jordanie. Les traités internationaux de l'époque prévoyaient la création d'un Kurdistan indépendant mais finalement cette idée fut abandonnée au profit de la Turquie naissante qui en récupéra la plus grosse partie. Les britanniques s'attribuèrent, via l'Irak, les zones pétrolifères ; l'Iran et la France le reste.

LE NATIONALISME KURDE se construit dès le début du 20^{ème} siècle, sous l'influence d'intellectuels de Syrie. Tout comme les autres nationalismes, il s'édifie autour d'une référence mythique à une civilisation antique dont il serait la perdurance, la création artificielle d'une langue commune à un ensemble de populations ayant des parlers parfois proches, parfois suffisamment éloignés pour qu'il y ait une certaine incompréhension, l'écriture d'une histoire qui se veut commune à ces populations et la mise en avant de structures sociales censées être le ciment des différences. Ainsi les Kurdes seraient les descendants des Mèdes, parlant tous la même langue, le Kurde, se reconnaissant dans une histoire séculaire identique pour tous et dont le facteur unificateur serait une structure sociétale de type clanique. Et évidemment, de ces éléments naissent des revendications d'indépendance de territoires. Logique interne à tous les nationalismes qui se construisent au détriment des populations et de leurs diversités, et qui ne font qu'enterrer les formes de coercitions politiques et d'aliénations existantes. La réalité humaine est bien différente. Cette vaste région est peuplée de populations paysannes parlant certes des langues proches comme le *sorani*, le *kurmandji* ou le *dumili* mais les locuteurs de ce dernier refusent d'être assimilés aux deux autres qui, elles, servent de base à une langue kurde unifiée. Situations proches pour deux communautés hétérodoxes musulmanes : les *Yezidis* et les *Ahl el Aq* qui parlent *sorani* ou *kurmandji* refusent de reconnaître ce critère linguistique et ne veulent pas être considérés comme kurdes. Les villages assyro-chaldéens, arméniens, turkmènes ou turcs ont leurs langues propres et pour les deux premiers ne partagent pas la religion musulmane des villages les entourant. Tout comme les quelques juifs et chrétiens parlant des langues kurdes mais ne se reconnaissant pas dans un ensemble plus largement musulman. La pratique de l'islam est elle aussi diverse. Si la majorité des populations définies comme kurdes sont sunnites, une partie pratique l'islam chiite orthodoxe ou encore l'alévisme. Chacune de ces communautés a ses propres mythes fondateurs, ses structures de coercition et ses hiérarchies sociales qui parfois divergent dans leurs intérêts, leurs buts et donc dans leurs choix politiques. Chacune produira une forme de nationalisme ou au moins des formes de refus d'intégration à un projet politique d'indépendance kurde, tout autant que turque, syrienne, irakienne ou iranienne.

DÈS LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE mondiale, les nationalistes turcs mettent en place une politique visant à se débarrasser des populations arméniennes vivant en Anatolie, avec parfois l'aide de supplétifs kurdes. Les assyro-chaldéens subiront aussi ces massacres. En 1925 un chef religieux, Cheikh Saïd, entre en rébellion dans des zones kurdophones attribuées à la Turquie naissante. Jusqu'en 1937, date de la dernière révolte dans la région de Dersim, toute cette partie de la Turquie est parcourue par de nombreuses révoltes qui à chaque fois sont noyées dans le sang. Des centaines de villages sont rasés, environ 150000 personnes sont massacrées et des milliers déplacées de force. Une politique d'assimilation culturelle est alors menée par les autorités turques : les langues autres que le turc sont interdites, la toponymie est changée et la région militarisée. Se doublant avec un refus de développement économique favorisant ainsi la naissance d'une migration vers Istanbul et une agitation permanente. Dans la partie iranienne, sur les cendres de l'empire ottoman, une zone kurdophone devient indépendante de fait entre 1918 et 1922 sous la direction de Simbo, un chef de guerre. La reprise en main est sanglante mais ne saura empêcher la proclamation d'une République autonome en 1946 par Qazi Mohammad. Soutenue par l'union soviétique, elle sera éphémère et comme les autres, défaite militairement. Dans les zones pétrolières irakiennes, les autorités en place, qu'elles soient britanniques ou irakiennes, ont toujours tenté de maîtriser les révoltes par une présence militaire et des accords avec des chefs de clans. L'ensemble de ces territoires furent économiquement marginalisés et militairement colonisés.

DANS LES ANNÉES 60, le nationalisme kurde se teinte d'un discours révolutionnaire. Tout autant que de jeunes kurdes refusent le nationalisme et participent amplement à l'apparition des principales organisations de l'extrême-gauche révolutionnaire en Turquie et en Iran. En Turquie, le coup d'Etat de 1971 réprime largement l'extrême-gauche et les nationalistes kurdes accusés de « séparatisme ». Des centaines de personnes seront arrêtées et emprisonnées. En Iran, le renversement du Shah en 1979 favorisera un temps le PDKI, qui se réclame de l'éphémère république de 1946, avant qu'il ne subisse la répression comme tous les anciens alliés des partisans de Khomeiny. La région kurdophone d'Iran est depuis soumise à un large contrôle des Gardiens de la Révolution sans pour autant faire taire les révoltes sporadiques. En Irak, sous la tutelle du PDK, le nationalisme kurde se tourne plus vers un discours autonomiste basé sur les structures traditionnelles. Le conflit avec l'UPK, autre parti kurde qui est plutôt sur des bases « socialisantes », n'aura de cesse pour le contrôle de zones d'influences lucratives. Néanmoins, la guerre contre le pouvoir de Bagdad continue.

EN SEPTEMBRE 1980, les militaires turcs prennent le pouvoir par un coup d'Etat. La répression est massive contre l'ensemble de l'extrême-gauche et les nationalistes kurdes. Qu'elles soient clandestines ou non, armées ou légalistes, les différentes organisations seront démantelées ou affaiblies et leurs militants, ou sympathisants présumés, emprisonnés et torturés. Les disparitions seront nombreuses. Les régions kurdophones sont alors traversées par l'émergence de la guérilla du PKK, fondé en 1978 sur un discours politique mélangeant libération nationale et lutte des classes, et qui harcèle l'armée. Face à elle, les membres du PKK se réfugient en Syrie et se réorganisent dans quelques camps palestiniens au Liban. Ils lancent les premières attaques en août 1984 à partir de bases dans le nord de l'Irak. Celui-ci est en guerre depuis 1981 avec l'Iran et mène une guerre sans merci aux Peshmergas kurdes de l'UPK et du PDK. L'armée irakienne n'hésitera pas en 1988 à employer des armes chimiques contre le village d'Halabja. En Turquie, face à la recrudescence des attaques du PKK depuis 1986 et à la multiplication de révoltes populaires, l'Etat décide de créer un poste de « super gouverneur » dans les régions kurdophones et d'y instaurer des « zones d'économie spéciales ». Cette nouvelle politique va se traduire par la mise en place de villages stratégiques militarisés et la fourniture d'armes à des gardiens de villages, véritables milices. Environ 3500 villages seront rasés, d'autres vidés et des milliers de personnes forcées à migrer vers des villes européennes ou turques. Les modes de



RÉVOLTES D'UN PEU PARTOUT EN 2008

☆ Le 12 mars, une cinquantaine d'ex salariés de l'entreprise Lenoir et Marnier, basée à Bone-sur-Meuse (Ardennes) et mise en liquidation judiciaire, ont occupé plusieurs jours une usine avant de menacer de déverser 500 litres d'acide chlorhydrique dans la Meuse. Depuis début février, ils avaient multiplié les manifestations, barrages et blocages d'administration pour protester contre leur licenciement et l'absence de possibilités de retrouver du travail pour survivre. Un médiateur a été désigné pour tenter de calmer le jeu.

☆ Deux cadres de l'usine Kleber de Toul se sont faits séquestrer par des ouvriers en colère, le 14 février. Annoncée pour 2009, la fermeture de l'usine jettera à la rue plus de 800 personnes. Michelin, maison-mère de Kleber, refusait jusque-là d'accepter les revendications des ouvriers demandant 3000 euros par année d'ancienneté pour la future charette. Devant le refus de la direction, les deux cadres seront retenus pendant quatre jours. finalement, Michelin accepte 2500 euros et les deux sous-fifres sont relâchés.

☆ Début avril, à Guignandans l'Ille-et-Villaine, convoqué par ses patrons pour un éventuel licenciement un employé de cette société de transport les tue. Le couple de patrons est égorgé.

☆ Les morts de la guerre sociale ne sont pas toujours les « nôtres ». C'est une bonne nouvelle. Selon les chiffres rendus publics, environ un flic se suicide par semaine en France. Idem pour la Gendarmerie. Si on y ajoute les suicides dans l'armée, on arrive gaiement à plus de 200 morts par an.

☆ Le 20 mai, à Alençon, un homme a tenté d'incendier l'entreprise qui venait de le licencier.

☆ Pérou, 18 juin. Pour obtenir une répartition plus équitable des taxes payées par la compagnie exploitant une mine de cuivre de la région andine, une manifestation dans la ville de Mocania se termine par la prise en otage d'un général et de 65 policiers qui sont enfermés dans la cathédrale. Tout un symbole.

☆ Afrique du Sud. « Eat the rich ». C'est l'un des slogans lu dans les grèves et manifestations monstres regroupant plusieurs millions de travailleurs, lors d'une journée appelée par les syndicats COZATU sous la pression de la base contre

les hausses des prix, entre autre le prix de l'électricité a augmenté de 27,5%. Grève largement suivie et qui paralysa tout le pays.

☆ Mongolie, 1^{er} juillet. Suite à des élections contestées à cause de fraude, en fait expression de tensions sociales, des émeutes éclatent dans la capitale Oulan Bator avec pillage et incendie de bâtiments officiels. La déclaration de l'état d'urgence masque mal la violence des affrontements : 5 tués, 329 blessés dont 108 flics.

☆ Des indigènes amazoniens du Pérou occupent depuis le 11 août des installations pétrolières, gazières et hydroélectriques et bloquent des routes pour protester contre les récents achats de leurs terres par de grandes entreprises péruviennes et internationales. Elles peuvent depuis une récente loi acquérir les terres si elles en exploitent les ressources forestières ou pétrolières. Ce conflit est la conséquence de la flambée des cours des matières premières sur les marchés mondiaux en particulier le bois et le pétrole. Des gisements encore inexploités, des zones forestières pas encore concédées mais désormais rentables malgré leur éloignement relatif des zones de consommation. Plus de 12000 personnes, réparties en 65 communautés sont concernées par ces expropriations et semblent décidées à maintenir la pression. Leurs représentants ont d'ailleurs interrompu les négociations avec le gouvernement car celui-ci refusait d'entendre leurs revendications. Depuis, le président péruvien a décrété l'état d'urgence dans les zones qui s'agitent près de Cuzco au sud ouest du pays et bien plus au nord encore.

☆ Le 23 septembre, en Inde, deux cent personnes licenciées par leur patron font irruption au siège de la filiale indienne de Graziano Trasmassioni, une société italienne fabriquant des pièces détachées d'automobiles. Les ouvriers demandant des augmentations deux mois plus tôt, la direction les avait renvoyés sous le prétexte de mauvais résultats et d'actes de vandalisme pour le saccage des locaux de leur usine. Les anciens ouvriers bien décidés à faire payer leur patron se sont rués sur lui avec des barres de fer : bilan, le patron est mort tabassé et plusieurs cadres malmenés. Une soixantaine de personnes ont été arrêtées.

☆ Début octobre, le constructeur automobile indien Tata a renoncé à implanter son usine dans le Bengale occidental, près de Calcutta. Bien que fini à 90%, le projet a été annulé face aux manifestations de nombreux paysans qui refusaient, depuis des semaines, l'expropriation de leurs terres et demandaient de meilleures indemnités. Cette usine devait être implantée dans une de ces zones économiques spéciales (ZES), dans lesquelles les entreprises bénéficient de larges avantages depuis 2005.

☆ En grève depuis douze jours, les salariés de la fonderie Helveticast près d'Angers dans le Maine-et-Loire s'attaquent à leur outil de travail, pour protester contre un énième plan de licenciement. Ils menacent de « faire sauter » une pyramide de quelques 13 000 pièces en aluminium amoncelées devant l'usine à l'aide de 18 bouteilles de gaz et 30 litres d'essence. Alors que le mouvement

subsistance sont attaqués, les économies locales ruinées. La prise de contrôle par l'armée de ces vastes régions s'accompagne de projets de barrages hydro-électriques, de contrôle des eaux du Tigre et de l'Euphrate, d'amélioration du transit pétrolier... Bien au delà des actions armées du PKK et des quelques guérillas révolutionnaires, l'armée se heurte à une forte résistance populaire. Tout d'abord passive, la résistance des villageois va se faire de plus en plus pressante. Les corps des disparus sont réclamés aux militaires et les funérailles deviennent rapidement des manifestations de protestation. De par la répression qui touche plus la population masculine, des nombreuses femmes se retrouvent en première ligne de la contestation, fissurant ainsi les traditions patriarcales de ces sociétés villageoises. De 1990 à 1992, les rassemblements populaires à l'occasion du newroz, le nouvel an local le 21 mars, se transforment en manifestations hostiles lors desquelles l'armée tire dans la foule et utilise les chars. La guérilla du PKK se réorganise et, forte de son prestige auprès de jeunes kurdes, s'agrandit et étend ses opérations jusqu'à la mer noire et la méditerranée. Elle s'implante encore plus dans le nord de l'Irak, où l'armée irakienne est absente pour cause de guerre contre le Koweït, puis contre la coalition militaire internationale. Cette partie du pays se retrouve gérée économiquement et politiquement par l'UPK et le PDK, avec lequel le PKK s'affronte d'ailleurs en 1992 et 1995 pour le contrôle de certaines zones. En parallèle, un activisme politique légaliste tente de s'affirmer en constituant des partis politiques et associations réclamant la reconnaissance de droits pour les populations d'Anatolie. Là aussi, la répression sera au rendez-vous. Arrestations, tortures et assassinats seront le lot de nombreux militants osant affirmer ne serait-ce que l'existence d'une question kurde. Ils furent à chaque fois accusés d'être une émanation du PKK et de prôner le séparatisme et le racisme. La succession d'actions armées, de pertes de l'armée turque et de révoltes populaires agiteront la région tout au long des années 90 malgré les appels aux négociations faits par la guérilla et qui sont restés sans réponse de la part de l'état turc. Au total cette guerre contre les populations et la guérilla a fait plus de



de 40000 morts, des milliers de villages rasés et des milliers de personnes déplacées. Des milliers de personnes sont emprisonnées pour leur appartenance supposée au PKK ou aux autres organisations ou associations considérées pro-kurdes. Parmi ces personnes, toutes ne sont pas kurdes. Certaines d'entre elles étaient des internationalistes venues d'Allemagne ou de pays scandinaves combattre dans les rangs de la guérilla. Beaucoup d'entre elles étaient des femmes.

EN 1999, le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan est expulsé de Syrie après un accord avec la Turquie. Il erre dans plusieurs capitales européennes avant d'être livré à la Turquie. Il est condamné à mort puis enfermé sur une île-prison. Sa peine est commuée en perpétuité. Le PKK annonce officiellement une trêve afin selon lui d'arriver à une solution pacifique. Une toute petite partie des combattants refusent, la plupart déposent les armes et se retranchent dans le nord de l'Irak. Mais rien ne se passe. La présence militaire est toujours aussi forte et aucune des revendications des militants kurdes n'est prise en compte : ni développement économique, ni reconnaissance culturelle ou politique. Lors des quelques années de confusion suivant l'arrestation d'Ocalan, le PKK se restructure et redéfinit sa vision politique. Il devient le Kongra Gele Kurdistan. Popularisée à partir de 2005 sous le nom de Koma Komalen Kurdistan, Confédéralisme Démocratique du Kurdistan, la nouvelle doctrine réfute la création d'un état-nation et met en avant des formes de démocratie directe au niveau des hameaux, villages et villes. Elle prône un libre fédéralisme dépassant les simples frontières de la Turquie pour englober les kurdes d'Irak, d'Irak et de Syrie. La situation des femmes et l'écologie sont deux points sur lesquels la nouvelle doctrine insiste particulièrement. Le patriarcat et le sexisme qui en découle dans les populations et les formes d'organisations sociales sont montrés comme « ennemis d'une véritable libération » de la société kurde.

D'ailleurs, la nouvelle organisation politique de la guérilla ne comprend plus que des unités mixtes où les femmes sont à tous les niveaux. Au même titre que les hommes. Jusqu'à maintenant, environ 30% des effectifs de la



guérilla étaient féminins, organisés de manière non mixte au sein d'unités militaires, et ayant leurs propres organisations politiques ou sociales. La lutte armée est vue ici comme échappatoire aux structures familiales et moyen d'émancipation. Les unités féminines ont toujours été les plus transnationales, regroupant des volontaires de Turquie, de Syrie et d'Iran.

OUTRE LE KONGRA GELE EN TURQUIE, ce Confédéralisme Démocratique du Kurdistan regroupe le Parti de la Vie Libre du Kurdistan en Iran, le Parti de la Solution Démocratique du Kurdistan en Irak et le Parti de l'Union Démocratique en Syrie. Seuls les deux premiers pratiquent une lutte armée. L'année 2005 a vu une spectaculaire augmentation du nombre d'accrochages entre l'armée turque ou iranienne et les unités de guérilla. D'autre part les Faucons pour la Liberté du Kurdistan ont revendiqué plusieurs actions contre, entre autres, l'économie touristique en Turquie. Le nord de l'Irak, et principalement la zone des monts Qandil, est encore plus montrée du doigt par la Turquie et l'Iran. Ces deux pays procèdent régulièrement à des opérations militaires, parfois communes, en Irak. La tactique est la même que lors de la lutte contre le PKK, mêlant opérations commandos hélicoptérés et bombardements de villages et zones censées abriter les camps de guérilla.

Le 16 DÉCEMBRE, l'armée turque a lancé une nouvelle attaque contre les bases des monts Qandil. Des avions ont déversé leurs bombes contre cette zone, détruisant ponts et routes reliant plusieurs villages, forçant les habitants à fuir. Comme le 1^{er} décembre dernier, la Turquie a annoncé que cette opération était une réussite et qu'elle avait causé de sérieux revers aux rebelles. Ce que ces derniers ont évidemment démenti. La Turquie a d'ailleurs promis de futures opérations. La guerre continue...

LA SITUATION DANS CETTE RÉGION a créé depuis des années de nombreux conflits et ruptures, et c'est sans doute en cela que ce qui s'y passe nous intéresse. La volonté de l'Etat turc s'est heurtée à des formes de résistances populaires spontanées ou non à ces projets de militarisation, de répression et de gestion de population : manifestations, désertions et insoumissions, émeutes, grèves, rejet des institutions, auto-organisation, etc. Les ruptures ont, elles, touché les formes d'organisation traditionnelles. Les migrations vers les grands centres urbains, les destructurations des communautés villageoises, l'émergence des femmes comme individus politiques, le refus des clans ont accentué encore plus les contestations et refus des formes de coercition et d'aliénation des cultures de ces régions. Le projet nationaliste kurde, peu intéressant en soi, se retrouve confronté à ses propres dynamiques, contradictions et limites. Le Confédéralisme Démocratique du Kurdistan est censé répondre à cette nouvelle situation.

ESPÉRONS QUE LE VENT DE LA RÉVOLTE vienne abattre les aspirations nationalistes, turques ou kurdes, et fasse place à une guerre sociale contre toutes les formes d'oppression.

La plupart des sources concernant ce sujet sont historiques. Très peu de livres, documents ou textes sont intéressants dans ce qu'ils relatent sur la situation sociale « globale » dans cette région et de ce conflit. Internet regorge de sites proches des organisations kurdes qui ne diffusent que propagande et faits d'armes de leurs combattants, mais rien sur les antagonismes sociaux, sur les formes de résistance au quotidien.

piétine, des irréductibles allument un feu dans l'usine et cassent des fenêtres. Le lendemain ils reprennent le travail sans avoir obtenu de meilleures conditions de départ. "Il ne s'agit que d'une suspension, nous n'abandonnons pas nos revendications", ont-ils fait savoir. "Si la direction ne tient pas parole, nous serons une fois de plus dans l'obligation de nous défendre avec nos moyens".

☆ Dans la province péruvienne de Oyón au nord-est de Lima, des centaines d'habitants de la région protestent début octobre contre le maire accusé par eux d'être corrompu et de ne pas tenir ses promesses. Lorsque les flics ont voulu intervenir, la population a attaqué les keufs à coup de caillasses et brûlé une de leur jeep. Les affrontements ont fait de nombreux blessés. Un bus de renfort a été totalement saccagé. Lorsque d'autres renforts de police sont arrivés, les manifestants ont investi la mairie et pris le maire en otage ainsi que plusieurs flics. Il fut obligé, sous la menace de mort, de signer sa démission.

☆ Le 7 novembre, dans la zone économique spéciale de Shenzhen en Chine, frappée par la crise financière, des milliers de personnes ont attaqué la police pour protester après la mort d'une motocycliste qui tentait d'échapper à un contrôle.

☆ Le 23 novembre dans la ville de Aswan dans le sud de l'Égypte, plus de 2000 habitants se sont regroupés devant l'hôpital dans lequel avait été transporté un marchand d'oiseaux tué par les flics. Brûlant des pneus et caillassant les condés les émeutiers voulaient exprimer leur rage contre les violences policières régulières.

☆ Expropriés de terres sur lesquelles ils avaient un droit d'usage, des milliers de paysans de la province de Gansu en Chine se sont rassemblés le 17 novembre devant le siège du gouvernement local qui projette de construire un centre administratif sur les terres expropriées. Plusieurs milliers de personnes se sont affrontées avec les flics parfois à coup de hache et de bâton. Le lendemain des bâtiments publics furent détruits par le feu par des paysans en colère. Une soixantaine de flics blessés et une trentaine d'arrestations.

☆ Le 24 novembre, dans le quartier des Terres-Sainville en Martinique, des personnes ont attaqué une patrouille de flics qui tentait d'arrêter une personne à moto. Jets de pierre et face à face jusqu'à l'arrivée des renforts. Personne n'a été arrêté.

La publication gratuite *Dans le monde une classe en lutte* est une bonne source d'informations sur les conflits sociaux à travers le monde. Elle est disponible à Echanges et Mouvement, BP 241, 75866 Paris cedex 18

De nombreuses informations sur le site <http://www.mondialisme.org>

SUR UN AIR DE...

AUCUN CHEF ou leader autoproclamé révolutionnaire ne nous fera jamais rêver. Chavez pas plus qu'un autre. Il n'est qu'une icône (de plus) exotique (en prime) pour une gauche occidentale moribonde en mal de projet et de pouvoir.

Il faut dire que l'actuel président du Venezuela a l'art et la manière de manier les symboles, sans compter qu'une part importante du budget étatique est consacrée à la propagande extérieure.

Alors Chavez serait le sauveur de l'Humanité ? Le héros de l'anti-impérialisme ? Le défenseur des plus démunis ? L'avant-garde de la lutte contre les OGM ? Face à la ferveur suscitée par le personnage, des voies s'élèvent, portent la critique et tentent d'organiser une résistance. Citons *El Libertario*, un journal anarchiste

LES LIGNES QUI SUIVENT entendent relayer les critiques émises par ce journal. Elles puisent aussi leurs sources dans un texte paru dans la revue *Échanges*, n°123 de l'hiver 2007-2008, dans un récit écrit par un compagnon récemment rentré du Venezuela et dans quelques autres écrits.

LE CHAVISME ne sort pas de nulle part. A la fin des années 80, une grave crise secoue le Venezuela, notamment à cause de la baisse des cours du pétrole. Situation propice à l'émergence d'un sauveur. Après un coup d'Etat raté en 1992, Chavez opte finalement pour la voie légale de prise du pouvoir : le jeu électoral et fonde en 1993 un nouveau parti : le movimiento V republica, voué à un large succès dans les années qui suivent. En 1998, il est élu président de la république et dès 1999, il modifie la constitution et fonde la 5e république du Venezuela.

CHAVEZ A SU CAPTER ET DÉTOURNER l'élan révolutionnaire du pays, la soif de changement dans un pays aux rapports de classes extrêmement violents. Les 27 et 28 février 1989, le peuple de Caracas s'était soulevé suite à une explosion des tarifs, notamment des transports en commun et les réformes économiques inspirées par le néolibéralisme suite à des accords avec le FMI. C'est ce qu'on appelle le Caracazo. Le 2^e jour, le président Carlos Abdres Perez avait envoyé l'armée contre la population révoltée, tuant 300 à 3000 personnes selon les sources.

CHAVEZ S'APPUIE sur un certain nombre de mythes fondateurs et surtout sur l'armée dont il est issu. Un militaire, élu démocratiquement, ça promet une chouette révolution ! Son « socialisme du 21^e siècle » se



réclame de Bolivar le grand libérateur de la domination coloniale espagnole. Une libération qui profita surtout aux riches du pays, bien plus libre, il est vrai, d'exploiter la main d'oeuvre indienne et leurs terres à partir de ce moment.

IL S'AGIT AVANT TOUT D'UN POPULISME : un discours destiné à séduire les masses à grands coups de promesses sur une meilleure répartition des richesses, sur la fin de la tutelle des états-unis, etc. Populisme aussi, dans la mesure où Chavez entend établir une relation directe entre lui et le peuple. Cela passe par exemple par une émission de télé dominicale « Alo presidente » où Chavez s'improvise animateur de talk show et répond 5 à 6 heures durant aux questions des télécitoyens.

ALORS, ON EST POUR OU CONTRE Chavez et si l'on est contre Chavez, c'est qu'on est sans doute un suppôt du patronat et de la réaction voire même de la CIA. En décembre 2004, un général de la brigade déclarait : « comme il existe au Venezuela une mafia des droits humains, les écologistes forment une mafia verte derrière laquelle se cache la contre-révolution, les multinationales, le tout dirigé par la CIA ». Dans la revue *Échanges*, ce mécanisme est clairement exposé : « *Les attaques de l'opposition revancharde-conservatrice sont utilisées par Chavez pour cimenter son camp. Dorénavant, tous ceux qui ne le soutiennent pas sont qualifiés de traîtres au processus révolutionnaire ou, suprême injure, de soutenir l'Amérique de Bush. Fort de cette stratégie du double discours, Chavez et ses alliés, la gauche traditionnelle et tiers-mondiste ainsi que l'extrême-gauche trotskiste initient le show anti-impérialiste permanent pour faire face aux tensions politiques et sociales récurrentes.* »

Toute contestation est ainsi disqualifiée, tandis que les mouvements sociaux divers et variés se font absorber par l'hydre étatique, mettre sous contrôle, toute charge subversive s'en trouvant de fait désamorcée (par ce processus d'intégration). Il n'existe plus au Venezuela de mouve-

ments sociaux proprement dits qui soient autonomes.

Toutes les mobilisations importantes sont convoquées par le gouvernement, qu'elles concernent

la guerre en Irak ou l'interventionnisme nord-américain en Amérique latine. Dans *Échanges*,

on peut aussi lire : « *Il se construit aussi un culte : le chavisme, un système où le peuple propose et lui dispose. Et comme tout système accepte son contraire, il a*

deux discours, celui pour le peuple, hyper-médiatisé, et celui pour les élites qui ne sort pas des salons de la présidence. Ce

dernier modère nettement le discours de la rue afin de rassurer la bourgeoisie capitaliste du secteur bancaire et des USA, le principal client du pétrole du Venezuela. »

LE PÉTROLE EST LA RICHESSE PRINCIPALE du pays. Il représente en 2007 90% des exportations du pays. Il est donc le garant de la paix sociale au Venezuela. A elle seule, l'activité pétrolière représente la moitié des recettes fiscales et un tiers du produit intérieur brut. C'est le pétrole qui achète le soutien de la population vénézuélienne à coups de programmes sociaux de grande ampleur (les missions), d'augmentation de salaires des fonctionnaires, de campagnes médiatiques, de nouvelles infrastructures.

DERRIÈRE UN ANTI-IMPÉRIALISME de façade, Chavez continue d'entretenir des relations commerciales avec les Etats-unis, notamment via des accords avec les majors du pétrole que sont Chevron texaco, Exxon Mobil ou Conoco Philipp. Depuis janvier 2006, toute entreprise étrangère opérant au Venezuela doit former une entreprise mixte avec le gouvernement. La part étrangère est de 49%, les 51% restant allant à l'Etat. Augmenter le taux de captation des revenus pétroliers est aussi à l'origine du renforcement du contrôle de l'exécutif politique sur PDVSA, l'entreprise pétrolière nationale. Cette décision sera d'ailleurs le déclencheur du coup d'état avorté d'avril 2002. En décembre 2002, l'opposition utilise de nouveau PDVSA pour tenter de faire chuter Chavez. Le 6 décembre, les patrons, les capitaines de tankers, les cadres et les administratifs de PDVSA entament une grève générale. Elle est suivie de sabotages des systèmes informatiques et techniques.

Après 60 jours de lock out, le mouvement se termine grâce à la mobilisation de la population vénézuélienne, des ouvriers et techniciens de PDVSA. Cela aura quand même des conséquences importantes pour l'économie vénézuélienne avec une chute de la production à 200 000 barils contre 3 millions avant la grève. La situation sera récupérée au prix d'un grand nettoyage de l'entreprise (18000 licenciements sur un total de 42000, mais 80% de cadres) et d'une reprise en main politique de la direction (le ministre actuel de l'énergie est aussi le président de PDVSA). Finalement, une pas si mauvaise affaire, cette tentative de coup d'Etat... et hop ! Une petite reprise en main de l'entreprise phare de l'économie vénézuélienne.. Et puis, ça renforce le côté petit poucet socialiste en butte aux méchants patrons... Alors, opposants, taisez-vous si vous ne voulez pas faire le jeu de la réaction ! En fait, loin de remettre en cause le capitalisme, la politique économique de Chavez vise un simple repositionnement du Venezuela et des pays alentours dans le capitalisme mondialisé. Il s'agit de constituer un pôle de puissance économique afin de tirer un maximum de profit du système. Bref, un bon vieux capitalisme d'état. Chavez veut donc encourager le développement d'un marché intégré sud-américain sur le modèle du marché européen pour faire poids face aux USA. Et là, on retrouve les autres enjeux, beaucoup plus obscurs, de l'intégration à grande échelle du capital : constitution d'un marché unique permettant le développement d'une économie compétitive à l'échelle mondiale, accroissement de la concurrence au sein du marché intégré, flexibilité et mobilité du travail, nivellement des salaires par le bas, normalisation de tous les aspects de la vie quotidienne, renforcement des politiques répressives.

UN AUTRE EXEMPLE du double discours dont Chavez est passé maître : l'agriculture. « *La réforme agraire dans les décrets-lois de 2001, loin de prévoir l'expropriation des grands propriétaires terriens a été un moyen de garantir le droit à la propriété privée et de ne redistribuer aux paysans qu'une très petite surface de terres qui appartenait à l'Etat ou à des propriétaires qui ont été indemnisés. La majorité des terres reste aux mains des militaires ou des propriétaires protégés par des groupes paramilitaires qui provoquent la violence dans les campagnes. Par ailleurs, la constitution de 1999 qui garantit aux indigènes la préservation sur leurs terres des ressources naturelles est systématiquement violée par les multinationales comme par les entreprises publiques.* » (Échanges)

ALORS, L'EXPLOITATION du charbon et de l'or a notamment donné lieu à une vaste dépossession des indiens de leurs terres. Leur situation ne s'est pas améliorée, elle s'est dégradée. Mais de quoi se plaignent-

ils ? Ils ont par ailleurs obtenu le droit de vote et aussi un arc, des flèches et un kayak sur le drapeau national ! Concrètement, l'Etat de Zulia, à l'ouest du pays, possède 95% des ressources en charbon du Venezuela. La Sierra Perija, à la frontière colombienne, est la première région concernée. Les populations de la région sont essentiellement indiennes. Elles sont venues peupler une sierra hostile sous la pression des planteurs de la plaine au cours du 20e siècle. Et de nouveau, elles se retrouvent soumises à l'arbitraire des intérêts économiques. En 1973, le gouvernement vénézuélien accorde les premières concessions minières au pied de la sierra. Il fonde trois ans plus tard la compagnie Carbozulia pour assurer l'exploitation. En novembre 2003, Chavez annonce le triplement de la production de charbon, justifié par la forte demande d'une Chine en pleine expansion. Il s'effectuera grâce à un partenariat de Carbozulia avec des compagnies occidentales (angloamerican coal, ruhrkohle...). Ce triplement s'annonce dévastateur pour l'environnement et les communautés Bari, Wayuu, Yupka et Japreria de la sierra : déforestation massive (2 à 3000 hectares), pollution des rivières alimentant les communautés et plus largement, contamination du bassin fluvial de Maracaibo (3 millions d'habitants), augmentation du nombre de maladies respiratoires... En mars 2005, plus de 1000 personnes se retrouvent à Caracas pour s'opposer à ce projet. Résultat des courses : rien ! Enfin, presque. Une commission évaluera ce qui est déjà tout évalué : la vie de milliers de personnes ne pèsera pas lourd dans la balance face aux intérêts financiers. Le projet est pour l'heure suspendu. Mais qui sait pour combien de temps. Juste assez sans doute pour que la contestation se calme.

DANS LA MÊME RÉGION est aussi prévu le complexe portuaire Simon Bolivar, aussi connu sous le nom de Puerto America. Son objectif est de permettre l'expédition de gaz, de pétrole et de charbon vers l'Europe et les Etats-unis. Pour faire bonne mesure, il inclut même une centrale thermo-électrique au charbon vénézuélien. Bien sûr, les pêcheurs des îles concernées par l'implantation du port sont contre car ils savent bien que le dragage de la zone, les constructions portuaires, la pollution atmosphérique vont faire de ce coin tranquille un enfer industriel. Il est beau le « socialisme du 21e siècle ».

CRITIQUER LE CHAVISME n'est pas chose aisée, en fait. La situation vénézuélienne était tellement dure que nul ne peut cracher entièrement sur quelques améliorations de circonstances via la redistribution de la manne pétrolière. Mais, ce qui se passe, c'est le développement d'un assistanat à outrance pour les pauvres et l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie proche du pouvoir :

la bourgeoisie bolivarienne. Chavez a réellement un projet de gauche dans un pays où 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce projet n'est pas celui libéral et répressif d'un Uribe en Colombie ou d'un Fox au Mexique. Il est essentiellement d'inspiration social-démocrate, son grand modèle restant l'Europe, un projet de société, on le sait pour le pratiquer, qui n'est qu'un aménagement de nos peines avec son lot d'oppression, de destruction et de mise au pas. L'incarcération des récalcitrants continue, qu'ils soient vendeurs de rue, ouvriers, étudiants ou indigènes. Le droit de grève est fortement limité. Plus de 400 personnes meurent violemment chaque année dans les prisons et il y a une moyenne mensuelle de 15 personnes tuées par les corps répressifs de l'Etat, etc. Par ailleurs, le pouvoir de l'armée augmente, de nombreuses zones où vivent les communautés indiennes sont détruites, le modèle industriel est glorifié, les compromis avec les entreprises pétrolières sont légion, l'ultranationalisme se répand... Ce ne sont pas des étapes « malheureusement nécessaires » vers la Révolution. Elles nient même toute possibilité de changement radical, car elles nourriront toujours dans leur sein une résistance forcenée de celles et ceux qui refusent de se plier au schéma imposé. D'autre part, le projet chaviste ne permet pas le développement d'individus et de communautés autonomes. Il propose juste la satisfaction bureaucratique de leurs besoins élémentaires (logement, nourriture, transport, etc.). Si une personne décide de faire autrement, elle ne peut pas car il n'existe plus d'espaces où elles le puissent, quand la loi ne l'interdit pas.



EN DÉCEMBRE 2007, Chavez a perdu ses premières élections depuis son arrivée au pouvoir. Le référendum appelant à la création de la république socialiste du Venezuela et au renforcement du pouvoir de l'Etat a été rejeté; il semblerait qu'après 10 ans de pouvoir, le chavisme s'essouffle. En

effet, tout va plus mal dans un pays pourtant de plus en plus riche au fur et à mesure que les revenus pétroliers augmentent; les missions censées résoudre les problèmes alimentaires, sanitaires et de logement sont presque toutes en échec. La mission *mercal* destinée à vendre les produits de base à moindre coût ne fonctionne plus et souffre de problèmes de corruption et de marché noir. L'Etat a ainsi décidé de mettre en place un système parallèle au *mercal* qui sera géré par PDVSA, la compagnie pétrolière vénézuélienne. La nourriture échangée contre du pétrole sera vendue dans les stations services et d'autres commerces pour faire face à la pénurie.

AU NIVEAU DE LA SANTÉ, la mission des médecins cubains (1 médecin dans chaque communauté) fait face à de nombreuses difficultés (réduction du nombre de médecins, retard dans les constructions des dispen-

saires) et n'a jamais permis de pallier aux carences du système hospitalier. On retrouve les mêmes problèmes au niveau de l'habitat (44% de ce qui était prévu a été construit en 2007). La solution actuelle est la *petrocasa*, une maison en plastique. Cela fait un nouveau débouché pour les résidus de pétrole vénézuélien même si certains disent qu'il est toxique de vivre dans des maisons en chlorure de vinyle. Et sans parler des problèmes d'eau potable, des prisons, d'abus policiers ou militaires quand ce ne sont pas des massacres...

A LORS, ON LAISSE LA CONCLUSION aux anarchistes du journal *El libertario*. Ils écrivaient en janvier 2007 : « les diatribes de Chavez sont très fournies. Mais lui-même a réitéré qu'il ne fallait pas se fier à ce qu'il faisait ou disait. Ainsi, son socialisme du 21^e siècle dans les faits n'a pas dépassé le simple paternalisme et capitalisme d'Etat avec comme base l'abondance de la rente pétrolière. La souverai-

neté populaire est la souveraineté d'une élite de militaires, d'entreprises transnationales et de la *boliburgesia* (bourgeoisie bolivarienne) naissante. »

D ÉCIDÉMENT, il n'existe pas de capitalisme à visage humain. Ni Bush, ni Chavez !

- La chanson de Chavez, paroles latinas sur musique nord-américaine
Echanges n° 123 de l'hiver 2007 - 2008
- El Libertario
<http://www.nodo50.org/ellibertario>.

QUE S'EST-IL PASSÉ

RETOUR EN ARRIÈRE POUR COMPRENDRE LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS

MAI 2005

Première manifestation sans heurt devant la maison du pacha (équivalent du sous-préfet). Les revendications sont :

- Faire de Sidi Ifni, une ville de 20000 habitants, une préfecture.
- Rattacher Sidi Ifni à la région administrative de Guelmim, province du Sahara occidental et non plus à celle de Tiznit au vu des relations historiques et tribales.
- Finir la construction du port de Sidi Ifni.

- Améliorer la liaison entre Ifni et Tan-Tan (160 km de route).

- Mettre en place des projets de développement pour créer de l'emploi chez les jeunes d'Ifni.

JUIN 2005

Face à l'absence de réponses aux revendications, une deuxième manifestation qui se solde par une intervention violente d'environ 600 membres des forces de l'ordre. Bilan officiel : 60 blessés et un mort. Suite à cette manifestation, il en a résulté la construction de la première tranche (39 km) de la route entre Ifni et Tan-Tan au sud.

30 JUIN 2006

Attaque du convoi du préfet de Tiznit ; le préfet s'en tire avec une clavicule cassée. Les manifestations et la répression durent depuis mai 2006.



A SIDI IFNI ?

30 MAI 2008

12 jeunes chômeurs habitant Ifni bloquent la sortie du port de la ville pour réclamer un emploi. Ils barrent la route avec des remblais et installent des tentes à côté. Entre 80 et 90 camions remplis de poissons sont désormais bloqués à l'intérieur. 1200 personnes défilent dans les rues de Sidi Ifni en soutien. Les flics de Sidi Ifni n'interviennent pas de peur des représailles de la population, ce qui en effet est déjà arrivé par le passé. Le préfet se rend sur place pour parlementer avec les chômeurs : la discussion s'avère impossible.

3 JUIN

Une réunion est organisée avec des représentants de la population locale et des responsables des RG, de la DST, du ministère de l'intérieur, le président de la région et le préfet d'Agadir. Lors de cette réunion la population reçoit des menaces d'intervention par la force si elle ne stoppe pas les manifestations et si le port n'est pas débloqué. Une manifestation est alors organisée pendant le temps de la réunion, à la fois pour réclamer les revendications ainsi que pour soutenir les 12 chômeurs. Blocages et manifestations perdurent jusqu'au vendredi 6 juin.

5 JUIN

Entre 4 et 6000 forces auxiliaires, forces d'intervention rapide et gendarmes s'installent à Tiznit à 60 km en prévision de l'assaut de la ville de Sidi Ifni. En soirée après 22^h le convoi se met en route : la population de Sidi Ifni est prévenue et sort alors dans les rues. Informé de l'absence d'effet de surprise le convoi fait demi-tour et se repositionne à Tiznit.

6 JUIN

La tentative de médiation en est à l'échelle nationale : croyant à une possibilité de négociation, beaucoup de gens de Sidi Ifni rentrent chez eux, sauf des jeunes (entre 100 et 300) qui restent dans les rues de la ville. Il va s'avérer que cette réunion était en réalité une tentative de diversion.

7 JUIN

4^h et demi du matin, l'armée lance l'assaut sur deux fronts. Par l'entrée de la ville lorsque l'on arrive de Tiznit et par la mer au niveau du port bloqué par les chômeurs. Les unités spéciales arrivent en zodiac. Les affrontements sur les deux fronts dureront de 4^h jusqu'à 11^h. Ceux qui sont à l'extérieur de leurs habitations se font interpellé ou tirer dessus par balles en caoutchouc, idem pour ceux qui tentent d'observer par leurs fenêtres. Dans le centre de la ville tomberont au moins quatre personnes chez les civils, deux ont été écrasés par les 4x4 des forces répressives, un troisième est mort en pleine rue suite aux coups qu'il a reçu et le quatrième est mort après avoir reçu une balle en caoutchouc au niveau de la tête. Sur le front du port des tirs à balles réelles auraient eu lieu mais tout le monde s'est vite enfui et il n'y aurait pas eu de victimes. Un manifestant a été sodomisé avec une matraque en public en pleine rue. Des unités sont entrées dans les habitations en fracassant les portes et ont tabassé puis arrêté tous les jeunes qu'ils trouvaient. Si il n'y avait pas de jeunes ils arrêtaient les femmes ou les soeurs. Deux femmes ont été violées chez elles par des soldats, de plus il y a eu au moins quatre tentatives de viol dans les locaux du commissariat. Les viols auraient été limités grâce aux accrochages internes entre soldats extérieurs et soldats possédant de la famille dans le quartier nord de la ville où ont eu lieu le plus d'affrontements. De l'argent et des bijoux ont été volés, des pièces d'habitations saccagées. À ce jour, les personnes concernées n'ont pas porté plainte puisque le commissariat est toujours occupé par des militaires qui tabassent tous ceux qui viennent se plaindre. Des personnes parviennent à s'évader par les toits et à se réfugier dans les montagnes qui bordent la ville, mais elles se feront arrêter pour la plupart. C'est en pourchassant les fuyards que deux flics trouveront la mort ; l'un tué par les manifestants en fuite, l'autre mortellement mordu par un chien errant. Tout le personnel de l'hôpital a été évacué pour être remplacé par du personnel militaire. À 9^h les gendarmes se retirent tout en restant sur les diverses routes qui relient la ville au monde extérieur, il ne reste que les forces auxiliaires et la police qui mettent en place une vaste opération de nettoyage pour enlever les traces d'affrontement : ramassage des douilles au sol, masquage des impacts sur les murs. Des contrôles systématiques d'identité sont mis en place pour les jeunes qui sont aperçus dans les rues de la ville. À 12^h des hélicoptères et des brigades canines vont fouiller la montagne. On déplore au total 300 arrestations, en général ils ont été déshabillés, leurs yeux bandés, allongés les uns à côté des autres puis ont été piétinés et tabassés. 140 personnes classées « non militantes » sont tabassées puis relâchées rapidement, les 160 autres classées comme « militantes » sont déplacées à l'extérieur de la ville pour y être torturées. 110 personnes sont placées au commissariat de Tiznit et pas de nouvelles des cinquante autres malgré les recherches de leurs familles. Les lieux de leur incarcération sont tenus secrets. 11 des 12 chômeurs qui bloquaient le port ont été arrêtés, à ce jour aucune nouvelle du 12^{ème}.

8 JUIN

Dans la matinée a lieu une tentative de réunion des habitants dans le quartier à l'entrée nord de la ville, ils sont très vite encerclés et beaucoup sont arrêtés. Sur la route entre Guelmime et Ifni sont installés quatre barrages en plus du barrage habituel. Tout jeune qui est arrêté à ces barrages est interrogé et fouillé, s'il possède du matériel photo ou caméra celui-ci est confisqué. Dans le centre ville des PC et des téléphones portables ont été réquisitionnés pour tenter de limiter les communications vers l'extérieur. Les communications téléphoniques sont surveillées. L'ordre a été donné de ne délivrer aucun certificat d'agression, les autorités marocaines démentent qu'il y ait eu des morts. Les chaînes 1 et 2 ont parlé de manifestation pacifique et n'ont fait état que de l'arrestation des 12 chômeurs. Le Premier ministre marocain s'est exprimé sur la première chaîne pour dire que la population de Sidi était très calme et pour nier qu'il y ait eu des morts. De vieilles vidéos de 2004 ont été passées pour faire croire qu'il ne s'était rien passé ce samedi 7 juin 2008.

12 JUIN

Grève générale dans la ville pour demander le retrait des flics. À 18^h ceux-ci quittent leurs positions dans les quartiers chauds et ils se concentrent autour du commissariat, de la caserne et dans les différentes écoles et lycées de la ville. En soirée quatre cadavres ont été retrouvés sur la plage à 8 km au sud de la ville. Aux questions de la population portant sur l'identité des naufragés, le préfet a déclaré qu'il s'agissait d'africains clandestins (Sidi Ifni étant une voie de départ vers les Canaries).

15 JUIN

Un homme âgé de 74 ans en chaise roulante a été tabassé avec son fils par les flics ; il est décédé suite aux coups reçus.

16 JUIN

8000 personnes manifestent pour réclamer le départ des forces de l'ordre, la libération des détenus, une enquête sur les meurtres, les vols, les agressions sexuelles, les viols et les tortures commis par les forces de répression. Les forces auxiliaires sont intervenues pour disperser la manifestation. Un jeune de 16 ans a été grièvement blessé au niveau de la tête par une bombe lacrymogène. En soirée sept personnes libérées par le juge d'Agadir sont accueillies en héros par la population.

17 JUIN

La population commence un sit-in.

26 JUIN

Le centre marocain des droits de l'homme organise une conférence de presse au siège des avocats de Rabat pour présenter son rapport concernant ce qu'il s'est passé le 7 juin à Sidi Ifni. Deux témoins ont présenté leurs témoignages. Meriem une jeune fille de 22 ans a été arrêtée par deux flics le matin en rentrant chez elle. Pendant une journée les policiers l'ont torturée, l'ont déshabillée totalement, ont tenté de la violer au sein du commissariat de la ville avant de la relâcher. Mohamed un jeune menuisier de 32 ans a été arrêté dans son atelier par les flics. Torturé, violé avec une matraque et gravement blessé au niveau des testicules. Cette conférence a été animée par Sbelim Brahim directeur du centre marocain des droits de l'homme de Sidi Ifni. Après la fin de la conférence, la voiture transportant les deux témoins, la femme de Sbelim Brahim et un autre militant des droits de l'homme a été assiégée par les flics qui les ont amenés au commissariat de l'océan à Rabat sous prétexte que la plaque d'immatriculation aurait été falsifiée.



27 JUIN

1^h30 du matin, 20 hommes en civil ont saccagé la demeure de Sbelim Brahim à Rabat pour le kidnapper et l'amener à un endroit inconnu jusqu'au 30 juin où il a été placé dans la prison de Salé.

30 JUIN

La journée célébrant l'indépendance de la ville de la colonisation espagnole, la population a décidé de la fêter à sa manière. Dès le matin tous les habitants se sont habillés en noir et ont défilé dans les principales avenues de la ville. L'après-midi ils ont décidé de

reprenre un sit-in dans le quartier Boulalam jusqu'à la satisfaction des revendications, la libération de tous les prisonniers et des personnes kidnappées et la suspension des poursuites judiciaires contre les jeunes réfugiés dans les montagnes.

1^{ER} JUILLET

Vers 5^h, 20 estafettes, chacune contenant 17 flics, ont attaqué le lieu du sit-in. À ce moment-là, 15 jeunes se trouvaient dans les tentes. Les flics ont commencé par enlever les drapeaux, les banderoles et démonter les tentes. Les 15 jeunes ont réveillé les habitants qui sont rapidement arrivés sur les lieux, ils ont essayé d'expliquer que leur sit-in était pacifique mais les flics ont arrêté un homme. Les jeunes ont commencé à affronter les flics, et ce jusqu'à 6^h30, heure à laquelle l'ordre a été donné aux flics de se retirer en attendant des renforts. Bilan : plusieurs flics blessés, 4 jeunes arrêtés, 13 autres blessés. Vers 8^h à peu près 150 jeunes se sont rassemblés sur le lieu du sit-in ; l'info a été diffusée dans la ville et les habitants des autres quartiers ont rejoint le sit-in. 600 personnes étaient déjà là, les drapeaux, les banderoles, les tentes ont été remis en place. A midi, les habitants ont mis fin au sit-in quand ils ont appris que des renforts allaient arriver d'Agadir : 4 camions de gendarmes, 50 estafettes de forces auxiliaires et 30 estafettes de brigades d'intervention rapide.

AOÛT

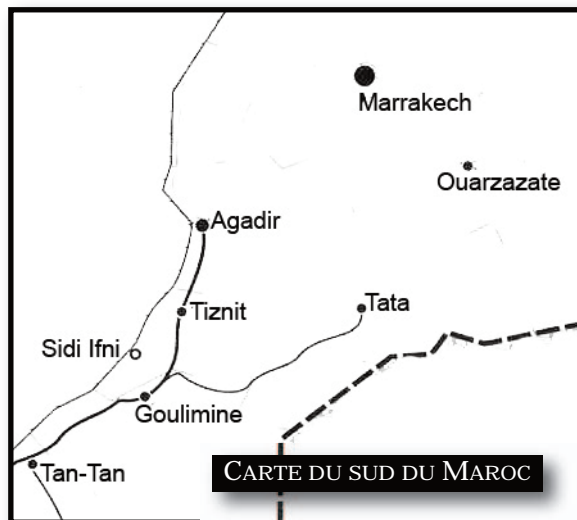
Les habitants de Sidi Ifni et des régions voisines ont organisé une nouvelle manifestation cette semaine pour protester contre le chômage et le sous-développement dans la région. Des forces de police ont été envoyées mardi 19 août pour disperser quelques 300 manifestants qui avaient entamé la veille un nouveau blocus du port de la ville, empêchant plus d'une centaine de camions transportant du poisson de quitter le port. Selon les habitants, les manifestants, dont certains venaient des villes voisines (Tiznit, Agadir, Guelmime...), avaient allumé des feux à plusieurs endroits et jeté des pierres sur les forces de l'ordre. Comme elle l'avait fait lors des précédentes échauffourées du 7 juin, la police a répliqué par des gaz lacrymogènes et a entouré des quartiers entiers, en particulier le quartier Djebel Boulalam. La police a procédé à un certain nombre d'arrestations à l'issue de la manifestation de mardi mais est toujours à la recherche des organisateurs. La réaction officielle des autorités ne s'est pas faite attendre : Le ministre de l'intérieur Schrakil Benmoussa a été intransigent « à l'avenir les forces de l'ordre réagiront contre tout acte de vandalisme avec la fermeté requise ». En filigrane, l'intervention du ministre dénonce non seulement le vandalisme mais aussi et surtout le fait de s'en prendre à l'économie d'une ville en « prenant en otage » toute une installation portuaire qui emploie plus de 4000 personnes.

Au Maroc, en France comme ailleurs.

A bas l'Etat ! A bas les murs ! A bas les frontières !

Pour plus d'informations sur ce qu'il se passe à Boulmane Dades <http://solidariteboulmanedades.blogspot.com>

Dans la région de Boulmane Dades, il existe un projet collectif de bibliothèque appelé Bibliotatlas <http://bibliotatlas.blogspot.com>



ET À BOUMALNE DADES ?

Début janvier 2008, suite à d'importantes chutes de neige qui mettent en danger les habitants des hauts plateaux de la vallée du Dades (manque de nourriture, d'eau et d'électricité), des habitants tentent de rencontrer le Pacha (préfet) afin de lui demander de faire débloquer la route enneigée. La rencontre ne les satisfait pas. Vite rejoints par des habitants de la ville, ils bloquent la circulation pendant plusieurs heures, protestants contre la marginalisation culturelle, sociale et économique de leur région. Des flics anti-émeutes de Ouarzazate sont appelés en renfort. Violences policières, jets de pierres contre la police. Dans la nuit une cinquantaine d'interpellations, 10 incarcérations, des pressions, des intimidations... Dans la semaine suivante, un comité de soutien est créé par les familles des détenus, ensuite viennent s'y ajouter des associations, des syndicats et des partis politiques. La mobilisation s'agrandit au fur et à mesure des rassemblements devant le tribunal lors des audiences : des manifestations à Boumalne Dades, une marche de protestation à Ouarzazate, une conférence de presse à Rabat. Les médias sont mobilisés, divers articles apparaissent dans différents journaux nationaux. Une forte solidarité internationale, des comités de soutien et des événements sont organisés en France, Belgique, Espagne, Hollande et Italie.

Le 12 mai 2008, les 10 prisonniers de Boumalne Dades sont enfin libérés après 4 mois d'enfermement entre les murs de la prison de Ouarzazate. Lors de la dernière audience 2 des prisonniers ont été acquittés, les 8 autres ont été condamnés à 4 mois de prison et à 1000 dirhams d'amende (environ 100 euros). Motifs d'inculpation : entrave à la circulation, attroupement armé, humiliation d'un fonctionnaire public en service, atteinte au drapeau national.

L'Etat marocain n'hésite pas à la moindre contestation ou sur simple suspicion à enfermer afin de détruire toute envie de lutte ! Nombreux face à l'Etat nous pouvons le faire fléchir ! (même si nous préfererions le détruire !). Les détenus de Boumalne Dades sont sortis mais des dizaines d'autres continuent de croupir dans les geôles du Maroc.

Ne nous arrêtons pas là, solidarité avec tou-te-s les détenu-e-s du Maroc.

GUERRILLA, C'EST GUERRRE IL Y A

Prostrés dans l'ombre, combien sommes-nous à souffrir ?
Combien sommes-nous à gémir ?
Le monde est sous contrôle.

Le capital et ses états complices règnent
sur un monde à l'agonie, enfonçant un peu plus
chaque jour l'humanité
dans la fiente,
la misère et la bêtise.
Et la vie toute entière
s'éteint pour
laisser place au
simulacre.

Alors, si ton
cerveau est
encore en état de
fonctionner.

Si tu as su résister
au détergent télé-
visuel, au spectacle
lobotomie,
à l'allocation, tiens
toi tranquille, ferme
ta bouche
et collabore.

Si le yaourt n'a pas
pris toute la place
dans la boîte qui te
sert de crâne.

Alors, il va falloir
songer à quitter
le nid société.

Il est plus
que temps
d'apprendre à
voler.

Tout est en papier.
Tout est à piller.
Tout est à brûler.

Et n'endosse pas pour autant le costume
que la spectaculaire machine voudrait te voir porter.

Le feu peut prendre de multiples formes.



PLUS CONNU AUX ETATS-UNIS SOUS LE NOM QUE LUI AVAIT DONNÉ LE FBI: *UNABOMBER*, Un pour université et A pour Airlines, Théodore Kaczynski est connu pour avoir attaqué dans un premier temps des universitaires et des compagnies aériennes par le biais de colis piégés. Il est arrivé plusieurs fois que le colis ne touche pas la personne visée. Par chance, une fois c'est un flic qui fut blessé mais cela n'a pas toujours été le cas et sa méthode s'est parfois révélée plus qu'hasardeuse. Lorsqu'on lui demande pourquoi il en est arrivé à être contre la technologie, sa réponse est : « *Pourquoi vous posez la question ? Elle réduit les gens à l'état de rouages dans une machine. Elle nous enlève notre autonomie et notre liberté.* »

En 1978, son premier colis est adressé à un ingénieur en électricité, professeur dans un institut de technologie. L'année suivante, en mai, un colis abandonné à l'institut de technologie de North Western est découvert par un étudiant qui est légèrement blessé lorsqu'il s'en empare. Au mois de novembre, un envoi postal prend feu dans les soutes du vol 444. 7 mois plus tard, c'est le directeur de United Airlines qui est visé. L'explosion lui arrache une main. Un petit mot disait : « *je vous envoie ce livre avec l'espoir que vous serez sensible à son impact social* ». En tout, Unabomber expédia 16 colis en 18 ans, blessant 26 personnes dont trois mortellement. Ses cibles sont la plupart du temps des universitaires mais aussi un cadre

d'une grande compagnie de pub ou le président de la corporation des exploitants forestiers de la Californie, dans tous les cas, des personnes liées au complexe techno-industriel. Dans chaque paquet, on retrouvera les initiales FC pour *Freedom Club*. Il fabriquait entièrement ses colis, allant jusqu'à forger les vis. Il pouvait passer plusieurs jours à fabriquer un interrupteur sans valeur qu'il aurait trouvé facilement dans le commerce. Ses envois sont parfois accompagnés de lettre explicative tapée sur une vieille machine à écrire. En 1993, il écrit au New York Times : « *Nous sommes un groupe anarchiste nommé FC. Nous en dirons davantage sur nos objectifs une fois prochaine* » Au fil du temps, il écrit de plus en plus. Dans une ébauche de son manifeste, il dira : « *grâce à nos bombes, nous espérons augmenter l'instabilité sociale de la société industrielle, et promouvoir des idées hostiles à la technologie et offrir des encouragements à ceux qui haïssent le système industriel.* »

En 1995, il propose un marché. Si son manifeste est publié dans un grand journal, il s'attaquera toujours à la société industrielle mais il ne visera plus les personnes.

LE TEXTE FERA L'EFFET D'UNE BOMBE et plusieurs publications ainsi que traductions suivront. Différentes éditions et traductions qui sont sujettes à polémique.

Le manifeste sera rejeté en bloc par les spécialistes en tout genre, philosophes, psychiatres et bien évidemment par les universitaires. La presse le qualifiera de prose suintante de clichés soixante-huitards et figé dans le délire néo-hippie de la croissance zéro et refus de l'informatique Big Brother. Son frère, travailleur social, sans doute de gauche,

reconnaîtra la façon d'écrire de Unabomber et le balancera au FBI. C'est ainsi que l'on connaît son identité. Kaczynski est aujourd'hui en prison, condamné 4 fois à perpétuité.

Une nouvelle édition en collaboration avec Kaczynski vient de paraître en anglais ainsi qu'une traduction en français. On y trouve aussi d'autres textes et des correspondances depuis sa cellule. Ses propos sont beaucoup moins offensifs, mais il précise bien qu'en tant que prisonnier, s'il encourage une activité illégale dans son courrier, celui-ci ne sortirait pas de prison.

TED AVAIT ÉTÉ UN ÉTUDIANT DOUÉ EN MATHÉMATIQUES et une carrière universitaire prometteuse s'offrait à lui lorsqu'il démissionna soudainement en 1969 sans donner de raisons. Il s'installa dans une cabane perdue qu'il construisit lui-même. Pendant une vingtaine d'années, il vécut seul, sans eau ni électricité dans un endroit sauvage du Montana. Il se nourrissait de boîtes de conserve ainsi que de son potager, de plantes sauvages et de chasse. Un retour à la nature qu'il prône dans son manifeste. Kaczynski vivait dans l'isolement, en quasi clandestinité, en dehors de la société, par mesure de sécurité et par choix. On peut penser que la solitude devait le hanter mais cela donne un point de vue original à ses écrits, en marge des pensées dominantes. Une rupture aussi radicale avec le mode de vie dominant entraîne une rupture dans la façon de formuler ses pensées. Le manifeste part dans tous les sens. Un désordre fort appréciable. Il développe plusieurs thèses dont certaines nous semblent particulièrement intéressantes, notamment la critique du milieu contestataire politiquement correct des progressistes de

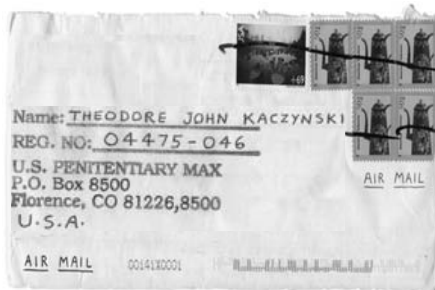
gauche. Le mot *leftiste* traduit soit par gauchiste soit par progressiste selon les éditions. « *La gauche politique est la première ligne de défense de la société technologique contre la révolution. En fait, la gauche fonctionne aujourd'hui comme une espèce d'extincteur qui douche et qui noie dans l'oeuf tout mouvement révolutionnaire naissant.* » (introduction à la dernière édition)

Ou encore l'idée que la société industrielle non seulement nous prive de liberté mais contraint l'espèce humaine à s'adapter à son développement technologique. Ou encore le fait que la société industrielle ne se réforme pas, qu'elle doit être détruite mais le mode de destruction comme ce qui en surgira est imprévisible.

Il commence par définir ce qu'il nomme littéralement le « processus de pouvoir » (*power process*). Le processus de pouvoir se compose de 4 éléments. Les éléments les plus identifiables sont : l'objectif, l'effort pour parvenir à cet objectif, la réalisation de cet objectif. Le 4^{ème} élément est plus difficile à définir. Il s'agit du besoin d'autonomie dans le processus de pouvoir. Pour lui, la société moderne bloque ce processus de pouvoir. Il considère comme dégradant le fait de satisfaire au besoin du processus de pouvoir par des activités compensatoires et pense qu'un grand nombre de frustrations et de dysfonctionnements sont liés à l'impossibilité d'enclencher ce processus, simplement du fait que la société moderne permet la réalisation d'objectifs vitaux (nourriture, logement, etc.) sans avoir d'efforts sérieux à fournir. L'homme moderne doit parvenir à la satisfaction du processus de pouvoir en grande partie par l'intermédiaire de besoins créés artificiellement par la publicité ou par l'industrie du marketing, et par l'intermédiaire d'activités compensatoires. Il pense que le gauchisme et la science par exemple sont des activités compensatoires et les avantages matériels, le confort et l'ascension sociale pallient à la frustration et au manque d'autonomie. Aussi, l'identification à

un mouvement de masse ou à un grand parti satisfait partiellement le processus de pouvoir.

UN CERTAIN TON ET DES IDÉES QUI NOUS TOUCHENT D'AUTANT PLUS QU'ELLES ÉTAIENT PRÉCÉDÉES PAR DES ACTES en adéquation nous ont donné envie de citer quelques extraits volontairement choisis de son manifeste *L'avenir de la société industrielle*. Nous avons choisi certains passages et pas d'autres, surtout ceux avec lesquels nous sommes en désaccord complet : la nature, les primitifs, les enfants, la religion, etc. Il semble que garder un lien avec la réalité, ne pas confondre autonomie et autarcie permet de garder un sens pratique de la critique. Son manifeste est libre d'accès sur le net pour celles et ceux qui veulent en savoir plus.



Premier paragraphe : « *Les conséquences de la révolution industrielle ont été désastreuses pour tout le genre humain. Si le développement de la technologie se poursuit, il est clair que la situation ne fera qu'empirer.* »

Paragraphe 3 : « *Si le système s'effondre, les suites en seront également très pénibles mais plus le système s'accroît, plus les conséquences de sa destruction seront désastreuses, c'est pourquoi s'il doit être détruit, il vaudrait mieux que ce soit maintenant.* »

Paragraphe 4 : « *Nous réclamons donc une révolution contre le système industriel. Cette révolution ne sera pas politique, elle n'aura pas pour objet de renverser des gouvernements. C'est à la base économique et technologique de la société actuelle qu'elle s'attaquera.* »

Note 33 : « *Dans une société, les structures économiques et technologiques déterminent davantage les conditions d'existence de l'individu que la structure politique.* »

Paragraphe 6 : « *Presque tout le monde s'accordera à dire que nous vivons dans une société profondément perturbée, l'un des signes le plus répandu de la folie de notre monde est la mentalité progressiste de gauche. Aussi, un tableau du psychisme de gauche permettra d'introduire à l'ensemble des problèmes de la société contemporaine.* »

Paragraphe 24 : « *Les psychologues se servent du terme « socialisation » pour décrire le processus par lequel les enfants sont dressés à penser et agir en fonction des attentes de la société. On dit d'un individu qu'il est bien socialisé s'il croit au code moral de sa société et y obéit et s'il s'intègre harmonieusement dans l'ensemble social. On jugera peut-être insensée l'affirmation selon laquelle la plupart des progressistes sont des individus hyper-socialisés.* »

Paragraphe 76 : « *Certains diront : « la société doit donner à chacun l'occasion de son accomplissement ». A ceux-là, nous répondrons que le seul fait que cette occasion soit offerte par la société suffit à lui ôter toute valeur. Les gens ont besoin de trouver ou de construire leurs propres occasions. Aussi longtemps que ce sera le système qui les leur accordera, il les tiendra toujours en laisse. Ils devront la rompre pour devenir autonomes.* »

Paragraphe 97 : « *Un homme libre est essentiellement un rouage de la machine sociale et possède seulement un certain nombre de libertés définies et limitées. Ces libertés visent davantage à servir les besoins de la machine sociale que ceux de l'individu.* »

Paragraphe 119 : « *Le système n'existe pas et ne peut pas exister pour satisfaire les besoins des hommes. C'est plutôt la conduite humaine qui doit être modifiée afin de répondre aux besoins du système.* »



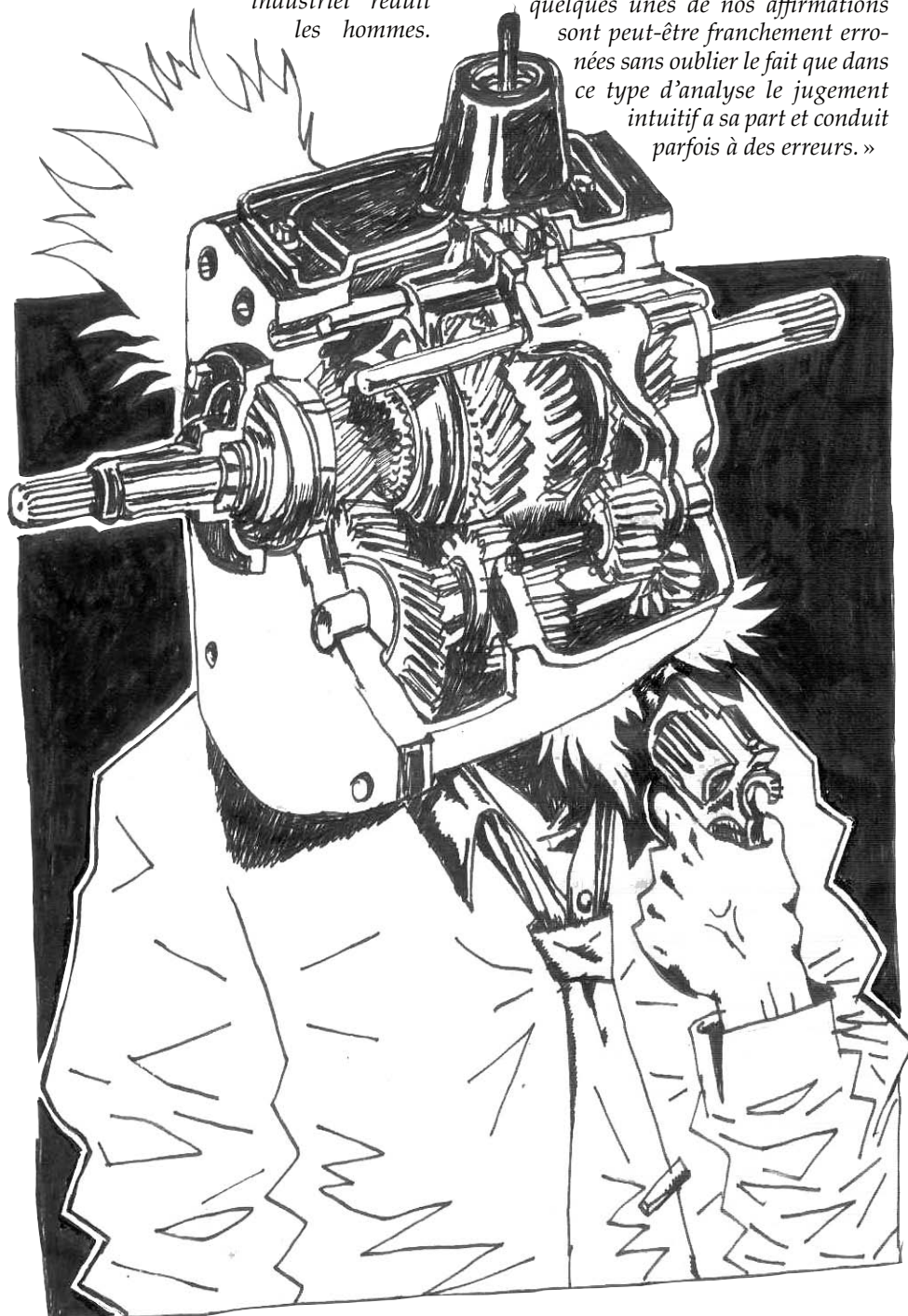
Paragraphe 139 : « On peut concevoir que les problèmes écologiques soient un jour résolus par un plan rationnel et détaillé mais cela arrivera, si cela arrive, parce que c'est à long terme dans l'intérêt du système. En revanche, il n'est pas dans l'intérêt du système de préserver l'autonomie des petits groupes. Il est dans son intérêt au contraire de contrôler le comportement humain. Ainsi, tandis que des considérations pratiques peuvent le contraindre à une approche rationnelle et avisée des problèmes écologiques, des raisons pratiques tout aussi puissantes le pousseront à réglementer le comportement humain de manière toujours plus contraignante, de préférence par des moyens détournés. »

Paragraphe 166 : « Deux tâches se présentent à ceux qui haïssent la servitude à laquelle le système industriel réduit les hommes. »

Premièrement, nous devons travailler à élever le niveau de stress à l'intérieur du système de façon à augmenter les chances de le voir se rompre ou de façon à l'affaiblir suffisamment pour qu'une révolution devienne possible. Deuxièmement, il importe de développer et de propager une idéologie s'opposant à la technologie et à la société industrielle. Les usines devront être détruites. Les livres techniques brûlés, etc. »

Paragraphe 182 : « La plupart des révolutions ont un double but : l'un est de renverser une forme ancienne de société, l'autre d'en construire une nouvelle. Nous n'avons aucune illusion sur la possibilité de créer une nouvelle forme de société qui serait idéale. Notre but se limite à la destruction de la forme de société actuelle. »

Paragraphe 231 : « Tout au long de ce texte, nous avons développé des thèses imprécises et d'autres qui auraient mérité des nuances ou des restrictions. Et quelques unes de nos affirmations sont peut-être franchement erronées sans oublier le fait que dans ce type d'analyse le jugement intuitif a sa part et conduit parfois à des erreurs. »



ON NOUS DIRA QUE KACZYNSKI ÉTAIT FOU, un serial killer, mais il n'est pas le seul scientifique à s'opposer au développement technologique. En 1972, un des plus grands mathématiciens de l'époque, Alexandre Grothendieck, renonce à la recherche et l'explique dans un discours intitulé : *Allons-nous continuer la recherche scientifique ?* Il affirme alors que la civilisation occidentale n'a pas d'issue.

En 2000, Bill Joy, informaticien de génie, démissionne après avoir écrit : *Pourquoi le futur n'a pas besoin de nous*. Il y annonce par anticipation les catastrophes liées au développement des GNR (génétique, nanotechnologies, et robotique).

Il n'y a pas que des scientifiques ou des solitaires. Il n'y a pas besoin d'être un expert pour exprimer un rejet en actes de la société industrielle et du progrès. Citons les luddites qui pratiquaient le sabotage des premières machines à l'endroit même où est apparue la révolution industrielle. Des luttes anti-nucléaires à l'opposition au TGV Lyon-Turin, il existe un refus de ce monde de merde qui prend aussi la forme de l'action directe.

VITE, DÉTRUISONS
LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE.

☆ Theodor Ączyński, *La né des ōus*, Hobolo, 1998

☆ Zerzan et la confusion primitiviste. *Textecritique sur à primitivismę* 2000

☆ Kirkpatrick Sale, *La évolte luddite. Briseurs de machines à ère de l'industrialisation*, L'échappée, 2006

☆ A tote à l'ure. *La l'ite du Val Susaonte le TG Lyon-Turin* Mutines séditions, 005

☆ Relevé pøvisoire de nos griefs contre le pletisme de la vitesse àccasion de èxtension des lięs du TG (1991), *Encyclopédie des nisations*, 1998

☆ Clémentine Guyard, *Dame nature est mythée.ecõnde mutation*, Carobella, 2002

☆ René Riesel & Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et sàmission durable*, *Encyclopédie des uisances*, 2008

☆ *Pour la libération animale. Un historię de luttes pour la libération animale*, Ciné Oeil 006

JUSQU'À CE QUE LA DERNIÈRE FERME NE SOIT PLUS QUE CENDRES...

CES DERNIERS TEMPS, PLUSIEURS ACTIONS REVENDIQUÉES ALF, ANIMAL LIBERATION FRONT (front de libération animale) ont eu lieu en France.

Nous avons déjà évoqué une attaque contre un « cuir center ».

Un soir de décembre 2007, des activistes ALF (c'est eux et elles qui se nomment ainsi) ont rendu visite au domicile d'un fourreur, Michel Gramma, au 16 rue Ferdinand de Lesseps à Bordeaux.

Des inscriptions telles que : « *Gramma assassin, ALF* » ont été taguées sur les murs.

Un feu a également été allumé devant la porte du parking.

Ces actions sont décrites sur le site internet *bite back* où l'on trouve des communiqués, des photos, des vidéos et parfois les modes opératoires. Un grand nombre d'actions de par le monde y sont revendiquées : des destructions de véhicules ou de bâtiments, des libérations d'animaux...

L'ALF agit, particulièrement en Angleterre où 1200 actions au moins y ont été revendiquées en 1999.

Plus récemment, c'est en Italie, avec par exemple la campagne pour la fermeture de l'élevage Morinni, et en Espagne que l'ALF est apparue. Le 9 février 2008 une manifestation a eu lieu à Barcelonne contre le groupe Novartis et sa société Huntingdon Life Sciences. Deux cents personnes se sont rassemblées, la vitrine du siège de Novartis est tombée.

Depuis 1999, cette multinationale qui pratique la vivisection et des expériences sur les animaux est la cible d'une campagne internationale, des actions ont eu lieu dans au moins quinze pays. Le président de Huntingdon Life a été grièvement blessé à coups de hache, le directeur marketing a été gazé. En 2005, l'ALF affirme ouvertement dans un communiqué : « *Une nouvelle ère s'est levée pour ceux qui financent ceux qui maltraitent les animaux et lèvent des fonds pour eux, pour qu'ils puissent tuer des animaux. Vous aussi vous faites partie de la liste de cibles ; vous avez été prévenus. Si vous soutenez toute société liée à Huntingdon Life Sciences nous vous traquerons, nous viendrons et détruirons votre propriété par le feu* ».

L'ALF a écrit plusieurs brochures, plus sur la forme que sur le fonde-

ment de ses actions, avec des descriptifs sur les cibles et les différentes façons de s'y attaquer ainsi que des conseils de sécurité.

En France et en Belgique, le front de libération animale semble s'activer.

QU'EST-CE QUE LE FRONT DE LIBÉRATION ANIMALE ?
« *Jusqu'à ce que la dernière ferme ne soit plus que cendres, attendez vous à entendre parler de nous.* »

On ne peut pas comprendre pourquoi l'ALF est né si l'on ne sait pas que son pays d'origine est l'Angleterre. Car si en France la question du rapport aux animaux n'a jamais eu une grande importance sociale (idéologie humaniste oblige !), tel n'est pas le cas dans les pays anglo-saxons où cette question a été absorbée et récupérée par la société. Au 18^{ème} siècle Jeremy Bentham écrivait déjà : « *La question n'est pas peuvent-ils raisonner ni peuvent-ils parler mais, peuvent-ils souffrir ?* »

Jeremy Bentham est loin d'être une référence, il a mis au point le panoptique, sorte de prison modèle où l'architecture permet une surveillance à 360 degrés. Dans *Surveiller et punir*, Foucault critiquera ce modèle en faisant remarquer qu'il peut s'appliquer à l'usine, l'école, etc...

Le mouvement de défense des animaux a donc une signification très importante pour l'Angleterre. Il ne s'agit pas d'un mouvement marginal. La première organisation de défense des animaux y est apparue dès 1824. À cette époque aussi, un groupe nommé la *Band of mercy* perturbait les chasses au renard, symbole des couches sociales les plus aisées.

En 1972, la *Band of mercy* réapparaît. Elle entend mener des actions illégales, allant plus loin que l'« association des saboteurs de la chasse » fondée en rupture avec la ligne légaliste adoptée par le mouvement de protection des animaux des années 60. Dans un premier temps, la *Band of mercy* mène des actions contre les chenils. L'idée de généraliser la lutte fait vite son chemin.

En 73 et 74, la *Band of mercy* s'attaque à des laboratoires, des entreprises leur fournissant des animaux et des bateaux utilisés pour la pêche aux phoques.

Lors d'un raid, Cliff Goodman et Ronnie Lee sont arrêtés.

Ronnie Lee déclara : « *Le pacifisme total est une philosophie immorale : la violence est le seul langage que ces gens comprennent. C'est peut être une dure réalité à comprendre pour les idéologues pacifistes du mouvement dont la préoccupation de non violence a beaucoup à voir avec leurs origines classes moyennes.* »

Un large mouvement de solidarité pour les « robins des bois » des animaux eut lieu.

Des dizaines de personnes rejoignirent la cause des animaux. Certains, avec ceux et celles de la *Band of mercy* qui n'étaient pas en prison créèrent l'ALF en 1976 et amenèrent des propositions concrètes et la possibilité d'agir maintenant.

D'autant plus qu'en 1975, paraît le premier grand traité concernant la question animale : *Animal libération*. Peter Singer y définit le spécisme, idéologie de la domination humaine sur les autres espèces et se déclare donc anti-spéciste. Il sera très critiqué



« *la violence est le seul langage que ces gens comprennent* »



☆ Le 7 mai 2007 à Lyon, inc du siège de Tecniplast, acteur dans l'industrie de la vivisection et fournisseur Huntingdon Life Sciences.

☆ Le 27 novembre 2007, un comm de l'ALF, après avoir tagué le gasin cuir center de Chambray-lours (Indre et Loire), a soigné de casser la vitre pour jeter plusieurs engins incendiaires, en est suivi un spectacle des plus exquis offert par le vendeur de mozzarella.

☆ Le 8 juin 2008, dans le sud, des défenseurs de la cause animale saccagent un abattoir avicole. «L'abattoir a subi de gros dégâts commis par des gens qui savent ce qu'ils faisaient et qui ont laissé un unique message au tueur : meurtrier-ALF»

☆ Le 30 juin 2008, Saint-Germain sur Arbresle (Rhône) : une partie des bureaux d'un élevage d'animaux de laboratoire, ainsi que trois véhicules, ont été détruits par un incendie.

☆ C'est à 6 heures du matin mercredi 19 novembre 2008, que des militants lyonnais appartenant à l'association Dignité Animale et à l'association Le Glaive ont perquisitionné chez eux par la gendarmerie. Les trois personnes ont été relâchées. Les keufs tout pour collecter un maximum d'informations sur les mouvements pour les droits des animaux et collecter des prélèvements ADN.

☆ Le 23 septembre 2008, libération de 3000 visons dans la province de Verona en Italie. Le lendemain, sont libérés 9000 visons qui sont libérés de leurs cages à Vicenza, des locaux de cette ferme avaient été attaqués et détruits par le feu le 2 novembre 2005.

quant à sa philosophie utilitariste. Cette philosophie, développée par Bentham, est une théorie qui justifie une action si elle est utile au bonheur de l'homme. À ce titre, Singer accepte la vivisection si elle permet un bonheur supérieur à la somme de souffrances subies par les animaux. De même, il justifie l'avortement en cas de naissance à risque (malformations, handicaps, ...), car selon lui, la somme des souffrances encourues par la mère et l'enfant est plus importante que celle liée à l'avortement, d'où les accusations d'eugénisme à son encontre. Le mouvement antifasciste allemand interviendra physiquement pour empêcher des meetings de Singer et la fédération anarchiste a interdit la propagande antispéciste considérant la question animale comme irrationnelle.

D'autres penseurs comme Gary Francione ou Tom Regan, profs de facs nord-américaines (tout comme Singer) développeront des thèses sur ce nouveau concept de spécisme. Gary Francione affirme que : « *le problème est que nous avons une culture hiérarchique dans laquelle les hommes blancs riches sont en haut, et tous les autres sont plus bas, avec les animaux non humains tout en bas* ». Il associe libération humaine et libération animale. Francione est opposé à tout compromis, il prône le véganisme : « *Le véganisme est le principe de l'abolition de la condition animale appliquée à notre propre vie; toute consommation de viande, de poisson ou produits laitiers est en contradiction avec le projet abolitionniste de même que l'usage de produits d'origine animale à des fins vestimentaires ou autres.* »

Tous les trois s'opposent aux pratiques illégales et violentes même si Regan respecte l'engagement des activistes de l'ALF.

L'idée de base de l'ALF était que le mouvement devait avoir des principes, et que toutes les personnes menant une action selon ces principes pouvaient se revendiquer de l'ALF.

Aujourd'hui, ces principes sont :

Premièrement : **Libérer les animaux de la souffrance ou de la souffrance possible, et les placer dans de bons foyers permanents, ou, là où cela est approprié, les libérer dans leur environnement naturel.**

Deuxièmement : **Infliger des dommages économiques ou détruire la propriété et les équipements associés à la maltraitance des animaux et révéler les horreurs et atrocités que subissent les animaux.**

Troisièmement : **Prendre toutes les précautions raisonnables afin de ne mettre en danger aucune vie quelle qu'elle soit.**

Certains ne respectent pas ce dernier principe et se réclament de l'*Animal Right Militia*, l'ARM qui est connue pour avoir causé de grandes pertes économiques à plusieurs entreprises en revendiquant l'empoisonnement de certains articles, par exemple des barres chocolatées ou des shampoings, ce qui a obligé ces entreprises, dont Novartis, à retirer du marché des lots entiers de marchandises.

Depuis sa création, l'ALF s'est développé sur tous les continents. Des milliers d'animaux ont été enlevés des mains des tortionnaires.

L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE ARTICULANT PRATIQUE CLANDESTINE ET APPARITION PUBLIQUE massive est un débat important au sein de l'ALF, fluctuant selon le soutien des grandes organisations legalistes du mouvement de protection des animaux et du degré de répression.

Deux visions de la lutte, entre autres, s'expriment. La vision la plus radicale estime qu'il faut frapper vite et fort, puis se retirer dans l'anonymat. Choisir une autre cible, frapper vite et fort et de nouveau se retirer dans l'anonymat. Une autre vision se réclame de la tradition de désobéissance civile telle que la *boston tea party* (indépendantistes nord-américains jetant le thé anglais à l'eau) ou encore l'*underground railroad* (aide aux esclaves en fuite par voies de chemin de fer).

De la résistance contre la guerre du Viet-nam à la bataille de Seattle, les luttes phares dans l'histoire nord-américaine ont employé des tactiques d'actions directes violentes et illégales.

L'A RÉPRESSION N'ÉPARGNE PAS L'ALF ET LES ÉCO-WARRIORS, des dizaines de prisonniers et prisonnières croupissent en prison. En Angleterre, le nombre de membres du mouvement de libération animale incarcérés en même temps est monté jusqu'à 600.

Barry Horne était l'un des prisonniers de l'ALF le plus connu. Il est mort à 49 ans, le 5 novembre 2001, lors d'une troisième grève de la faim dans les geôles anglaises. Il avait participé à de nombreuses luttes de l'ALF, notamment à Interfauna en 1990, où 82 chiens beagles et 26 lapins furent libérés. La libération d'animaux est un des objectifs principaux de l'ALF. Il est également considéré comme ayant fait partie du groupe ARM ayant causé plusieurs millions d'euros de dégâts dans une attaque à Newport.

Des groupes de soutien agissent et utilisent, entre autres, le web pour communiquer. Citons l'*ALF support group*. Certains ne soutiennent que les prisonniers véganes.



Aux états-unis le FBI considère que la menace terroriste de l'ALF ainsi que de l'ELF (le front de libération de la terre) est très importante.

L'ELF EST ORGANISÉ COMME L'ALF. Une cellule de l'ELF peut consister en quelques personnes qui ont les moyens de causer des dommages économiques. Il n'y a pas besoin d'être un ou une expert-e entraîné-e pour être « engagé-e » dans l'ELF. La protection environnementale est une question d'autodéfense et les actions de l'ELF sont « une réponse naturelle aux dangers menaçant la vie sur terre ».

Mais, l'ELF n'est pas simplement une organisation environnementale, l'ELF d'Amérique du nord où elle est apparue, déclare : « *L'organisation est un groupe environnementaliste mais aussi une organisation comprenant la véritable cause du meurtre et de la destruction de la vie. Il n'est ainsi pas suffisant de travailler seulement sur un thème en tant que tel, et l'État capitaliste et ses symboles de propagande doivent aussi être visés.* »

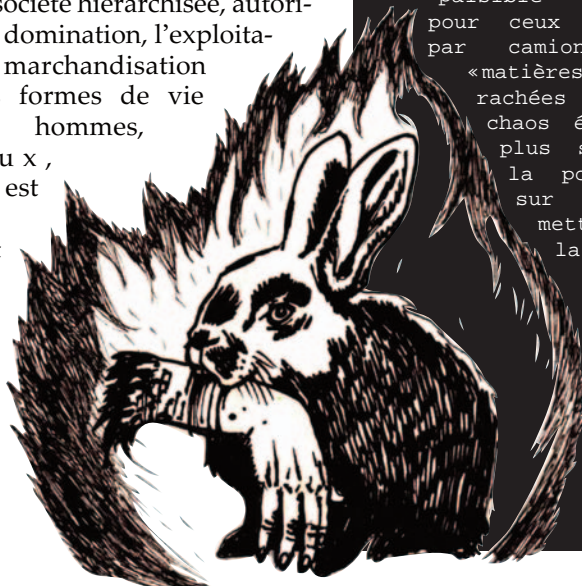
Et c'est ici une question fondamentale. En effet, même si parfois le A de ALF est cerclé et que la structure semble horizontale, sans hiérarchie (mais peut-être ne s'agit-il que d'un choix tactique), aucune référence n'est faite au capitalisme, à l'industrialisation ou à la croissance, ni dans les communiqués ni dans les principes de l'ALF. C'est d'ailleurs un point mis en

avant par l'ELF. Il est quelques fois fait allusion au racisme, au sexisme ou au patriarcat mais bien peu de critique sur des sujets, tels que l'idéologie du progrès, la guerre de classes ou encore la société de contrôle dans nos démocraties totalitaires.

SE BATTRE UNIQUEMENT POUR LA LIBÉRATION ANIMALE DANS UN MONDE OÙ L'ENFERMEMENT est de plus en plus présent dans nos vies nous semble être une vision parcellaire de la lutte. On pense alors au texte de Théodore Kaczynski : *La nef des fous*. Pendant que l'on obtient des améliorations pour la condition animale, que des laboratoires ou des élevages mettent la clé sous la porte, le navire garde son cap.

Il n'y aura pas de libération animale dans une société hiérarchisée, autoritaire où la domination, l'exploitation et la marchandisation de toutes formes de vie (femmes, hommes, animaux, végétaux) est source de profit et de plaisir.

L'ÉVASION
SERA
POUR
TOUS
ET TOUTES
OU RIEN.



☆ Le 5 novembre, encore 2009 sons libérés à Modène. est c la deuxième libération de ce t dans cette ferme, et la trois aura lieu le 9 février 2009, elle sera interrompue par alarme. Une centaine de vis seront tout de même libérés.

☆ 22 janvier 2009, « destructores », « asesinos », ont été tgués sur des engins de chant l'un a été détruit par flammes ; *No permitiremos ma exterminios! F.L.T/E.L.F Mexico*

☆ Un mois plus tard, rebeñott « L'expansion urbaine est un plus gros problèmes écologique L'expansion de la civilisation son inutile technologie aba donne le monde dans les mains puissants qui contrôlent'appareil État répressif prêt stopper toutes formes de rés tances qui affrontent à eux qui tentent arrêter la course la destruction. Est pourquoi dans la nuit les elfes ont cidé de sortir pour mettre le à une machine destructrice de terre et un camion apparten aux dominants. Nous le dis une fois de plus, pas de jusqu'à l'abolition de ce q nous oppresse » *E.L.F Mexico*

☆ Le 4 février 2009, Animal Rights Militia est offerte un petite promenade nocturne a domiciles de différents dir geants de Barclays Plc, acti naire de Huntingdon Li Sciences. « Barclays a eu ass d'avertissements quant à son -s glant commerce. Le temps venu de payer. Nous avons tr les dirigeants de Barclays pensaient être en sécurité en cachant dans de luxueuses -m sons londoniennes. Rât! Ce n'est que le début de ce qu tend Barclay : on va faire de vies un enfer ».

☆ 14 février, Mexico toujours « Nous avons bloqué une des -p cipales autoroutes de Mexico l'aide à une barricade érigée p les Luddites contre la domes cation de la nature sauvage. feu illumina la nuit somb paisible et tranquill pour ceux qui transporte par camions énormes d « matières premières » ar rachées à la terre. chaos était une fois plus sous les yeux la police qui arri sur la scène po mettre un terme la fête incen diaire. Nous brisons leur précieux ordre social avec nos méthodes de lutte, sauvages, radicales et insurgées.

SILENCE & MACHINE

Je porte un silence qui n'est pas le mien.
C'est le silence du monde.
C'est le silence des peuples
qui ont raté le train du progrès
ou qui l'ont pris dans la gueule – c'est au choix –
et qu'importe.
C'est peut être aussi le silence de ceux qui l'ont eu,
le train,
et qui ne peuvent plus dire.
Plus un seul son ne sort. Hébétitude silencieuse.
Tous ceux-ce qui s'agitent en tous sens
qui servent la machine sans même savoir le faire
qui courent après l'image qu'on pourrait avoir
d'eux.



Quel macabre ballet.
Car c'est la mort qui rôde.
L'homo machine n'a pas de parole,
car à travers lui c'est la machine qui agit.
Elle le contient et elle l'abîme.
Tout ce qu'elle débite comme mots
n'est qu'un fatras immense,
juste bon à enterrer la conscience.

Je porte un silence qui n'est pas le mien.
Et ce fardeau me pèse au delà du supportable.
Il me faut en sortir.
Mon regard s'est posé sur l'ultime projet.
Un cauchemar sans réveil.
Anéantissement de toutes formes de vie hasardeuses.
Réorganisation de la non-vie en cellule carcérale
et concentrationnaire.
Tout y passe et tout trépassé.

Nous ne sommes jamais sortis de l'idéal nazi.
La machine suce mais ne rend rien.
La machine parle mais ne pense pas.
La machine me contient et me force au silence.
L'Empire s'étend et nuit à toute forme de vie.
Et le tonitruant silence m'écrase encore.
Moi, qui voudrait tant dire.
L'invariance des choses et le champ des possibles.
Être là seulement sans projet ni désir
que de vivre en tous sens.
Mais je n'ai plus de crédit et la vie est à vendre.
Tout me manque.

Je porte un silence qui n'est pas le mien.
Je suis le peuple privé de racines et de fruits.
La machine me contient.
Je suis le peuple qui manque, en silence.



IRRADIÉES DE TOUS LES PAYS RÉVOLTONS NOUS !



LE NUCLÉAIRE EST ASSURÉMENT LA FORME D'ÉNERGIE D'UNE SOCIÉTÉ DONNÉE: toujours plus de consommation, de marchandisation, de transport, de technologie, de besoins suscités dans le seul but d'alimenter un système économique et ceux qui en profitent. Cette boulimie ne peut se concrétiser sans promesses d'énergies durables. Le nucléaire est de celles-là, de celles que l'on nous vante comme pérennes, sûres et surtout incontournables. Il en est de même des alternatives éoliennes, solaires ou autres trouvailles qui, derrière une argumentation écologiste, n'ont d'autres buts que de fournir cette boulimie, d'offrir une autre réponse à la perpétuation d'une société qui n'a de cesse d'en vouloir plus. Cette opposition entre les pro-nucléaires et les partisans des alternatives se réduisant alors à de pauvres débats d'experts économiques, scientifiques ou politiques. Tous unis derrière cette prétention à vouloir fournir autre chose. Douce illusion d'une quête écologique qui ne saurait résister à l'ultime argument que serait la nécessité.

POUR AUTANT, LE NUCLÉAIRE N'EST PAS UNE MANIÈRE DE PRODUIRE DE L'ÉNERGIE COMME UNE AUTRE. Bien plus qu'un simple fournisseur, il induit de nouvelles formes d'organisation et de gestion des populations par l'Etat, ses auxiliaires et ses annexes. Il entérine encore un peu plus les formes d'organisation sociales, politiques et économiques existantes. Loin de la simple contre-expertise, le constat est à faire que l'apparition du nucléaire civil ou militaire pose de multiples questions quant à ses implications directes et indirectes. En effet, une société nucléarisée, pour exister, a d'absolues nécessités. Celles-ci sont économiques, scientifiques et militaires.

LA PREMIÈRE D'ENTRE ELLES EST QUE LA MISE EN PLACE D'UNE INDUSTRIE sous-tend évidemment une forme d'organisation économique qui puisse lui permettre de disposer de main d'oeuvre,

l'extraction de l'ensemble des matières premières, d'entreprendre de grands travaux de voirie, de construction, de pouvoir gérer des populations, etc. En bref, la misère et l'exploitation quotidiennes. En cela, le nucléaire n'a rien d'exceptionnel.

LA QUESTION MILITAIRE DE LA SOCIÉTÉ NUCLÉARISÉE prend tout son sens au vu des débats scientifiques et politiques autour des déchets, du risque et de l'irradiation. Et c'est en cela que le nucléaire est spécifique. Les déchets qu'ils soient enfouis, recyclés dans l'armement ou dans des projets de nouvelles énergies, restent une menace constante dont nul ne sait réellement ce qu'il est possible de faire pour s'en débarrasser ou les gérer durablement. Malgré les quelques accidents dans les centrales, le nucléaire et les risques qu'il induisait furent longtemps cachés, minimisés. Tout comme les risques d'irradiation pour toutes les personnes travaillant dans la mise en place et le maintien de cette industrie. Des gisements aux centrales, de leur construction à leur entretien.

DEPUIS HIROSHIMA, CES RISQUES N'ÉTAIENT PERÇUS QUE D'UN POINT DE VUE MILITAIRE. Les irradiés n'étant alors que des victimes de guerre et les populations exposées aux irradiations dues aux essais de bombes nucléaires dans le pacifique, le Sahara, le Penjab ou ailleurs, de simples dommages collatéraux.

L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL FUT L'UN DES TOURNANTS dans la politique menée par les gestionnaires du nucléaire. Un temps nié, le risque devenait réalité, palpable par la dimension de la contamination, par l'existence d'humains en zones contaminées, par la gestion d'une survie et le confinement. Loin de calmer leurs ardeurs, les défenseurs du nucléaire mandatèrent une somme de scientifiques afin d'examiner la situation et d'en tirer des conclusions allant dans le sens d'une continuité des programmes nucléaires existants. Bien plus que faire accepter la simple présence du nucléaire, les nouvelles politiques en la matière se sont tournées vers le contrôle des populations exposées. Ces dernières années, les exercices de simulation se sont multipliés sous couvert de rassurer les populations potentiellement exposées, ces politiques visent à l'acceptation d'une vie en zone contaminée. Des hordes de scientifiques, de médecins et de militaires sont mobilisés. Les uns pour nous expliquer qu'il est possible de survivre et de continuer à vivre dans ces conditions. Les autres pour nous faire comprendre les armes à la main que le choix n'est laissé à personne. Accepter une longue agonie ou être tué, accepter de continuer à être un des rouages de ce monde qui nous consume ou le quitter. Pas besoin d'aller en Biélorussie, le projet de l'EPR (European Pressurized water Reactor) à Flamanville prévoit l'inondation des marais alentour en vu d'un meilleur confinement des habitants de la région contaminée en cas d'accident. Simple sacrifice humain sur l'autel des choix économiques et politiques.

LE NUCLÉAIRE NE PEUT EXISTER SANS UNE PLUS GRANDE MILITARISATION DE NOS VIES, SANS UN PLUS LARGE CONTRÔLE DE L'ÉTAT ET DE SES SCIENTIFIQUES SUR NOS EXISTENCES. IL N'EXISTE DE CRITIQUE DU NUCLÉAIRE SANS REMISE EN CAUSE DE LA SOCIÉTÉ QUI LE PRODUIT. IL N'EXISTE PAS DE LUTTE CONTRE LE NUCLÉAIRE SANS DESTRUCTION DE CETTE SOCIÉTÉ.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ÉPUISEMENT DES RÉSERVES DE PÉTROLE, CRISE DU GAZ russe... au cœur de l'actualité, tous les prétextes sont bons pour nous vanter les mérites du nucléaire. Le nucléaire va sauver la planète des problèmes d'approvisionnement en matières premières, le nucléaire va résoudre la dépendance de l'Europe en matière énergétique. Le nucléaire sera la réponse au problème de pollution que pose l'exploitation des sources d'énergie actuelles. Le nucléaire comme alternative au gaz et au pétrole. Le nucléaire comme énergie de demain. Mais derrière la publicité, il y a toujours la réalité. Et celle-ci est d'un autre ton.

LORSQU'ON PRÉSENTE LE NUCLÉAIRE COMME ALTERNATIVE AU PÉTROLE, comme solution à la crise, on oublie que l'électricité nucléaire représente environ 5% seulement de l'énergie consommée dans le monde. Il est donc tout aussi délirant de penser qu'elle peut remplacer les autres sources d'énergie que de penser qu'elle pourrait être une solution à l'effet de serre. D'autant qu'à chaque nouvelle centrale, c'est autant d'acheminement de matériaux via des routes, parfois spécialement construites pour l'occasion, par des véhicules qui roulent au... gazole. Lorsqu'on parle du nucléaire comme d'une énergie durable, on oublie sans doute que les réserves d'uranium ne sont pas inépuisables. À l'heure actuelle, les plus optimistes estiment à 150 ans sa durée d'exploitation. Mais ne serait-ce qu'avec 10 fois plus de réacteurs, il ne resterait plus que 5 à 10 ans d'uranium. On oublie également que les infrastructures du nucléaire ont des durées de vie courtes et que leur renouvellement coûte cher.

QUANT À L'ÉLECTRICITÉ NUCLÉAIRE QUI RENDRAIT ENFIN POSSIBLE L'INDÉPENDANCE de la France ou de l'Europe en matière d'énergie, notons que c'est une bien curieuse façon d'envisager l'indépendance quand celle-ci provient de l'exploitation de mines qui se trouvent majoritairement dans des ex-colonies africaines auxquelles les nations unies ont depuis accordé l'indépendance. Allons enfin demander aux ex-ouvriers de la centrale thermique de Gardanne, une des nombreuses centrales thermiques ou hydrauliques fermées en France ces derniers temps, si l'indépendance énergétique de la France leur paraît être le véritable souci de l'Etat. En bref, le nucléaire ne résoudra pas la crise du pétrole, ni celle du gaz. D'ailleurs, l'exploitation nucléaire ne s'envisage pas sans pétrole ni gaz, elle ne s'envisage pas à l'extérieur de la logique économique capitaliste et c'est précisément cette dernière qui nous intéresse.



CAR SI LE NUCLÉAIRE NE REMPLACERA PAS LE PÉTROLE, les énergies renouvelables ne remplaceront pas non plus le nucléaire, tant que nous n'aurons pas mis à sac les logiques de ce monde et les stratégies de gestion qu'elles impliquent. Or, en ce qui concerne l'énergie, sa production, son importation, sa circulation, la gestion est une stratégie européenne, à la fois politique et économique, qui prend en compte toutes les sources d'énergie exploitables sans distinction. Qu'elles proviennent de l'importation ou qu'elles soient produites localement, qu'elles soient nucléaires ou qu'elles proviennent de la transformation d'hydrocarbures, du moment qu'elles sont rentables, toutes les énergies sont bonnes à exploiter.

LA GESTION GLOBALE DE L'ÉNERGIE EN EUROPE EST LOIN D'ÊTRE UNE NOUVEAUTÉ. Cependant, au cœur de la cartographie que redessine la commission européenne, cette gestion est non seulement synonyme de puissance pour l'Europe mais également une source de développement et de rentabilité rapide et un puissant prétexte à la restructuration du territoire. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la région PACA intéresse tout particulièrement Bruxelles et les armadas d'investisseurs qu'elle entraîne dans sa nébuleuse.

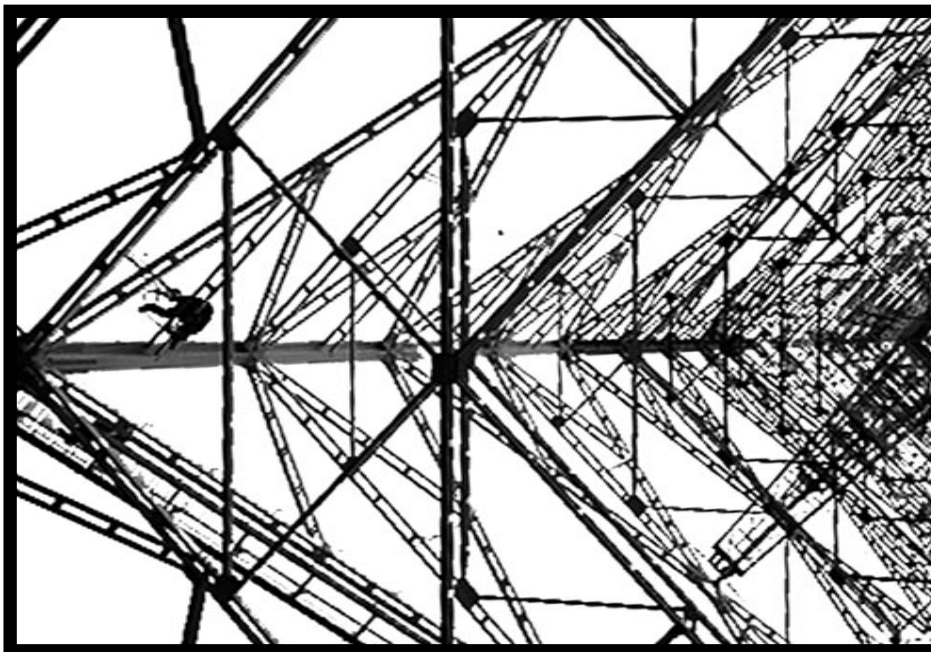
POINT DE CONVERGENCE ENTRE LE BASSIN MÉDITERRANÉEN ET LA VALLÉE DU RHÔNE, la région PACA est pour l'Europe un point névralgique de circulation des marchandises du sud vers le nord, et le gaz et le pétrole ne font pas exception à cette règle. Avec ses nombreux terminaux pétroliers dont les infrastructures sont aujourd'hui revues à la hausse, le port de Fos-sur-mer est un port historique dans l'histoire de l'exploitation du pétrole du Maghreb par la France et ses amis européens. Et avec le nouveau souffle qu'apporte le projet ITER sur le site nucléaire de Cadarache, la région PACA ne pouvait pas ne pas devenir pour l'Europe ce pôle stratégique de convergence des énergies.

À QUI VEUT MÉTRER LE SOLEIL EN BOÎTTE ?

L'UNION EUROPÉENNE, LA RUSSIE, LES ETATS-UNIS, LE JAPON, LA CHINE, LA CORÉE DU SUD, L'INDE, QUELLE BELLE BROCHETTE, se sont entendus dès 1986 pour construire un gigantesque joujou technologique : un réacteur expérimental international à fusion thermonucléaire qu'on appelle couramment ITER. Le projet ITER se finalise en 2006 avec un accord pour le choix du site de Cadarache, à 20 km d'Aix-en-Provence. Les travaux vont durer 10 ans à partir de 2008, l'expérimentation 20 ans. Son budget est de 10 milliards d'euros dont 20% apportés par la France (Etat et collectivités locales). Alors, le but du jeu : il s'agit d'y reproduire pendant 400 secondes la réaction que l'on peut observer au cœur du soleil. Tout ça certainement dans au moins 50 ans. Pour expérimenter cette fusion nucléaire, qui n'est donc pas la fission réalisée par les centrales nucléaires que l'on connaît, il faudra utiliser, entre autres, 2 kg de tritium dont la fabrication seule coûtera 20 millions de dollars. Le tritium, 2000 fois plus radioactif que le plutonium est hautement toxique avec une dose mortelle de 1mg, difficilement stockable puisque le métal ne le contient pas et inflammable au simple contact de l'air. Le tritium est le composant déterminant des bombes thermonucléaires dite bombe H, armes encore plus puissantes que les bombes atomiques conçues dans les années 50. Les bombes H réalisent la fusion nucléaire mais juste le temps d'une explosion, l'enjeu d'ITER est de parvenir à contrôler une telle réaction de fusion en continu pour exploiter son énergie, évidemment uniquement dans une visée civile. Pour en finir avec ces quelques chiffres et données, ITER produira trente mille tonnes de déchets radioactifs.

CETTE ALLIANCE INTERNATIONALE AUTOUR D'UN TEL PROJET s'explique par les enjeux mondiaux essentiels autour de la question de l'énergie. D'ordinaire, les Etats se débrouillent plus ou moins seuls en matière de gestion énergétique sur leur territoire. Pensons à cette obsession très française du tout nucléaire, à tout prix. On parle de crise du pétrole, le baril de brut à 100 dollars, on a évidemment en tête les guerres menées en Irak, en Afghanistan, les crispations autour du Nigeria et du Venezuela. Et en même temps, toutes ces voitures qui acheminent les travailleurs de leur domicile au boulot ou sur des lieux de loisir. Dans 50 ans, paraît-il, il n'y aura quasiment plus de pétrole. Une nouvelle mode s'est installée : les biocarburants qui nécessitent des cultures de céréales telles que des régions entières, surtout en Afrique pour l'instant, seront dévastées au détriment de cultures vivrières. Et déjà le prix de la baguette augmente en flèche au coin de la rue.

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ÉGALEMENT. TOTAL N'INVESTIT PAS QU'EN BIRMANIE, mais à fond dans l'éolien industriel. Mais qui peut encore prétendre porter ces projets comme autant d'alternatives au nucléaire puisqu'il ne s'agit que de produire plus, et encore plus d'énergie. Tous les moyens étant bons et fonctionnant ensemble parfaitement pour soutenir cette logique économique, la guerre sociale en cours.



- ☆ *Un répit à la lutte de Chooz, La gestion sociale, 2007*
- ☆ *Actions directes contre le nucléaire et son monde, Black star(s)éditions, 2008*
- ☆ *Histoire décennale de l'opposition à l'énergie nucléaire en France* Association contre le nucléaire et son monde, Editions de la lateur, 2007
- ☆ *Golfech, à nucléaire, implantation et résistances, CRAS, 1999*
- ☆ *Ca leur coûtera cher de nous foutre en l'air* documentaire sonore, téléchargeable sur internetdown.org

CEA, AREVA, LE LOBBY NUCLÉAIRE EN FRANCE N'EN PEUT PLUS d'exporter ce modèle génial de production énergétique. Tout récemment, le président de la république s'est fait le serviteur le plus zélé de cette idéologie et de ces industriels que ce soit en Libye, au Maroc ou devant ses collègues de l'ONU. En même temps, relance du programme civil, construction des premiers EPR pour renouveler le parc vieillissant des centrales : 58 réacteurs sur 21 sites en fonctionnement, dont 1 pour faire fonctionner toutes les autres, 1 à venir uniquement pour faire tourner ITER, et aussi, une juste pour toutes les veilles de tous les innombrables appareils ménagers. Quel monde de merde, hein ?

CÔTÉ PACA, ITER VA PLEINEMENT CONTRIBUER À LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE DE LA RÉGION. En 2006, la région PACA-Corse est devenu pôle de compétitivité en énergies non émettrices de gaz à effet de serre, c'est-à-dire vive les énergies renouvelables et nucléaires. Bien sûr, l'extension du port de Fos-sur-mer reste prioritaire, avec construction d'un nouvel oléoduc, d'un nouveau gazoduc, de deux nouveaux terminaux méthaniers et pétroliers. FOS2XL, comme on l'appelle dorénavant, sera encore plus la tête de pont dans l'espace euroméditerranéen et vallée du Rhône vers l'Europe du nord.

CADARACHE ÉTAIT DÉJÀ UN DES PLUS IMPORTANTS SITES NUCLÉAIRES : installations d'études civiles et militaires, parcs d'entreposage de déchets radioactifs, ateliers de traitement de matière nucléaire, 8 réacteurs de recherche et déjà un tokamak, de ceux qui préfigurent le projet ITER. Plusieurs tonnes de plutonium, la plus dangereuse des matières nucléaires, y sont constamment stockées. En 2005, 140 kg de plutonium militaire américain y avaient été retraités. Le tout sur la faille sismique la plus active de France.

ÉVIDEMMENT CADARACHE EST VITE DEVENU L'UN DES SITES LES PLUS MILITARISÉS DU PAYS. En mars 2007, une série d'erreurs humaines avaient provoqué un trop-plein de matières fissibles dans un broyeur menant à l'arrêt en urgence de cet atelier de technologie de plutonium. Même l'autorité de sûreté nucléaire avait tiré l'oreille au CEA pour cet incident. Bien sûr, ce type de dérapages techniques resterait exceptionnel.

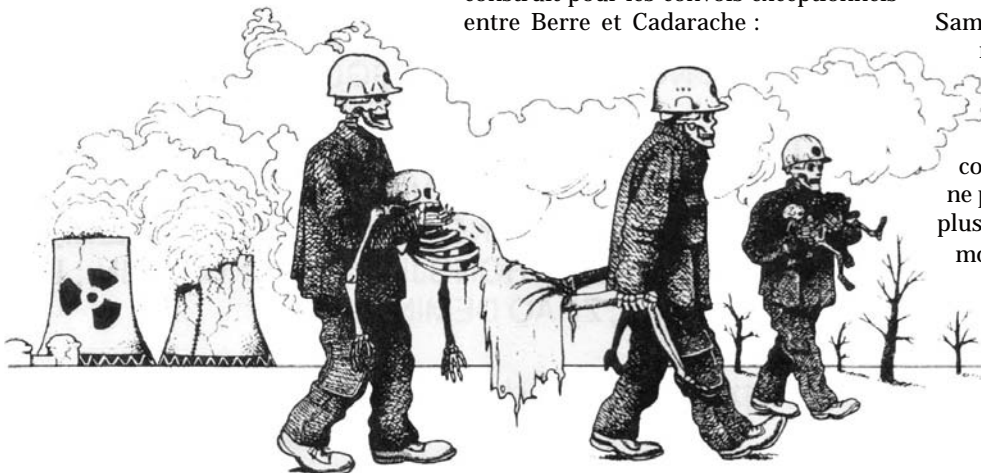
ET C'EST DÉJÀ TOUT LE PAYS AIXOIS QUI EN VIT DU CEA. Combien de bus tous les matins partent de Pertuis pour y amener cadres et travailleurs. Avec Iter et ses milliers d'ingénieurs, dont 20% par accords arrivant tout droit du Japon. Ces 10 ans de travaux, c'est aussi un axe de 4 voies de 100 km qui sera construit pour les convois exceptionnels entre Berre et Cadarache :

81 millions d'euros financés par les collectivités locales et Manosque reconfigurée: un tout nouveau lotissement devant accueillir prochainement les premiers colons et une école internationale leurs rejetons. Coût de la construction de l'école, deuxième chantier préliminaire avec l'axe routier : 55 millions d'euros, toujours allongés par les conseils généraux et régionaux. Et, derrière des projets aussi énormes, encore des entreprises du BTP et une cascade de sous-traitants. La réalisation de ces travaux ne tient finalement qu'à quelques fils.

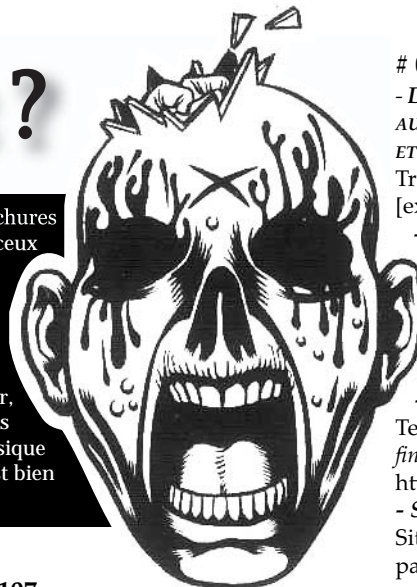
PARALLÈLEMENT, ON OBSERVE DÉJÀ UNE PROLIFÉRATION DE LABORATOIRES DE RECHERCHE entièrement dévoués au nucléaire qui s'installent entre Aix et Marseille, très souvent en partenariat avec les universités. Le 17 juillet 2007, à Aix, se tenait, par exemple, la première ITER summer school.

LA PROPAGANDE BAT SON PLEIN. Et c'est d'une grande fête que l'on parle à propos de cette implantation d'ITER. Face à l'unanimité politique et médiatique quasi totale, nécessairement écrabouillante, se pose à nouveau la question de l'espace-temps à trouver pour organiser des modalités de résistance active. Déjà sur des militants écolos tentent de faire entendre une voix dissonante, pour l'instant bien vaine.

Samedi 10 novembre, un défilé traditionnel rassemblera les alter-citoyens en centre-ville marseillais. Mais qu'en attendre ? Qu'envisager comme autres modalités d'organisation et comme autres objectifs politiques pour ne pas se contenter de demander un peu plus d'Etat, pour quémander un peu moins de nucléaire, pour réaffirmer que LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE NE PEUT PAS NE PAS ÊTRE UNE LUTTE ANTICAPITALISTE, OÙ IL NE S'AGIT PAS DE NÉGOCIER MAIS BIEN DE S'AFFRONTER AU MONDE QUI NOUS DÉTRUIT.



QUOI D'AUTRE ?



Ce sommaire de toutes les émissions regroupe les textes, brochures et revues dont nous avons lu un extrait ou une présentation, ceux que nous avons écrits et ceux des tracts et affiches que nous avons aimé mettre en son. Mais la version sonore de chaque émission contient aussi de la musique et des faits et méfaits de la guerre sociale...

Le site contient l'ensemble des émissions à écouter ou charger, les pochettes des CDs, les brochures et textes en PDF, les liens vers des sites et adresses, des dossiers thématiques, de la musique et des documents sonores. La liste des brochures à charger est bien plus longue que ce sommaire...

01 260907

- **FLAMMES & RÉPRESSION APRÈS LES PRÉSIDENTIELLES**
Retour sur des condamnations récentes
- **REMANIEMENT DES OUTILS DE SURVEILLANCE**
Sur la fusion de la DST et des RG
- **QUOTIDIEN DES SANS-PAPIERS**
Présentation du journal du 9^{ème} Collectif de Sans-Papiers
<http://quotidiensanspapiers.free.fr/>
- **REFUSEZ LE FICHAGE ADN.**
POURQUOI ? COMMENT ?
Publié par le collectif Lyonnais Refus ADN [extraits]
<http://refusadn.free.fr/>
- **URBANISER POUR DÉPOLITISER**
Texte de Jean Pierre Garnier sur la politique de la ville [extraits]
- **DÉTRUISONS LE TRAVAIL (1994)**
Texte de A. Bonnano pour en finir vraiment avec le travail [extraits]

02 241007

- **MOUVEMENT ÉTUDIANT CONTRE LA LRU**
Frémissement et agitations dans les universités
- **SUICIDE ET LUTTE DE CLASSE**
Le travail tue, quotidiennement, directement ou non...
- **MARSEILLE INFOS SPÉCIAL EURO MÉDITERRANÉE**
Faux numéro du journal de la ville de Marseille sur le projet de réaménagement urbain Euromed [extraits]
- **LE VÉLO**
Contre l'installation de ce techno-colon en libre-service à Marseille

IRRADIÉ-E-S DE TOUS LES PAYS, RÉVOLTONS NOUS 071107

- **QUI VEUT METTRE LE SOLEIL EN BOÎTE ?**
Sur le projet ITER à Cadarache
- **LUITES ANTI NUK**
A Chooz dans les Ardennes et à Plogoff en Bretagne
- **IRRADIÉS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS NOUS**
Extraits de la plate-forme de ce comité datée de 1987
- **CONDITIONS D'UNE OPPOSITION RÉELLE**
Extrait de *En finir avec le nucléaire et son monde* daté de 1994
- **HISTOIRE LACUNAIRE DE L'OPPOSITION À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE EN FRANCE**
Textes choisis et présentés par l'Association contre le nucléaire et son monde [extraits]

03 281107

- **A COUTEAUX TIRÉS AVEC L'EXISTANT, SES DÉFENSEURS ET SES FAUX CRITIQUES**
Recueil de textes italiens paru en octobre 2007 [extraits]
typemachine@no-log.org
mutineseditions@free.fr
- **EMEUTES À VILLIERS LE BEL**
Flambées urbaines en novembre 2007
- **G LA RAGE ET JE LA GARDE**
Introduction de la compilation hip-hop C7H16
<http://c7h16.internetdown.org/>
- **PARIS BRÛLE**
Texte italien sur les émeutes de novembre 2005 [extraits]
Paru dans *Cette Semaine #88*
Cette Semaine - BP 275 - Nancy cedex
<http://cettesemaine.free.fr/>
- **LE MILITANTISME, STADE SUPRÊME DE L'ALIÉNATION (1972)**
Texte de critique du militantisme et ses formes d'action, écrit par l'Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires [extraits]
- **PRÉAVIS DE GUERRE (2007)**
Tract distribué à Lyon le 18 octobre 2007
Paru dans *Incendo #01*, le journal qui brûle d'en découdre
Incendo c/o Les Chemins non tracés - BP 259 - 84011 Avignon cedex 1 - incendo@no-log.org
- **LE SABOTAGE**
De bonnes vieilles pratiques lors des grèves SNCF
- **BANGLADESH ET DUBAÏ**
Sur les grèves dans le textile au Bangladesh et le bâtiment à Dubaï
- **ANTI FRANCE VAINCRA**
Toi, qui hais la France, ses lois, ses flics, son armée, ses juges...

04 261207

- **RETOUR SUR LES ANNÉES DE BRAISE. LES GROUPES AUTONOMES ET L'ORGANISATION ACTION DIRECTE**
Nécessaire mise au point sur les années 80 [extraits]
Edition du CRAS - BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 6
- **RÉPRESSION ET SÉCURITÉ TECHNOLOGIQUES**
Puces, caméras, espions et autres flics
- **LUITES AU « KURDISTAN »**
Aperçu historique de la guerre sociale dans cette région
- **LA POULE NOIRE (2007)**
Texte de présentation de ce squat de Bruxelles. Expulsé depuis.

05 230108

- **DEUXIÈME LETTRE DE DOLCINO ET MARGHERITA AUX VALSUSAINS EN LUTTE, À LEURS COMPAGNES ET COMPAGNONS (2007)**
Tract sur la lutte contre le TAV (TGV) en Italie [extraits]
- **RAFLES ET LUITES DE SANS-PAPIERS**
Migrants, répression et luttes contre les centres de rétention
- **MARSEILLE 2013**
Humeurs contre le projet de capitale européenne de la culture
- **A MORT L'ARTISTE (2005)**
Texte sur le rôle des artistes, issu de *La fête est finie* [extraits]
<http://lafeteestfinie.free.fr>
- **SUR LES 4F**
Situation de prisonniers incarcérés en Espagne.
presos4febrero@yahoo.es
- **UN PEU DE BON SENS, QUE DIABLE ! (2007)**
Présentation du recueil de textes publiés dans le journal lillois *Ligne 12b* sur les sens en prison
la-breche@no-log.org
- **KALIMERO SOUS LE SOLEIL**
Présentation de cette caisse de solidarité avec les inculpés de la guerre sociale
kalimerosouslessoleil@no-log.org
- **A TOUTES CELLES ET CEUX... (2006)**
Texte extrait de *Asymétrie #02*, bulletin d'un réseau de l'antimonde
antimonde@no-log.org

06 260208

- **CLASSE CONTRE CLASSE**
Compilation de soutien aux incendiaires engeolé-e-s lors des présidentielles 2007.
csie@boum.org
- **LE PROBLÈME CE N'EST PAS LA LUCIOLE MAIS BIEN LA NUIT (2007)**
Publié dans *Cette Semaine #93* [extraits]
- **ARRESTATIONS DANS LE 94 POUR UN FUMIGÈNE : QUELQUES PRÉCISIONS**
Trois personnes avec des fumigènes inculpées de terrorisme
Paru sur Indymedia Paris (février 2008)
- **NIK LA DÉMOCRATIE**
Idéologie sommaire oblige !
- **LIBÉRATION ANIMALE**
Historique, critique et méthodes de l'ALF et de l'ELF
- **SILENCE & MACHINE**
La machine me contient et me force au silence...
- **COMMUNIQUÉ DE GRENADE (2008)**
Incendies d'agences immobilières et de salon de beauté [extraits]

#07 260308

- **LA JOIE ARMÉE (1977)**
Texte de A. Bonnano. Nouvelle traduction 2008 [extraits]
- **MANIFESTE CONTRE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**
Texte sur Theodor Kaczinsky et ses écrits
- **N'DREA (1992)**
Contre l'acharnement thérapeutique. Publié par Os Cangaceiros. Rééd. de 2008 [extraits]
- **CONSTRUCTION ET GESTION DE NOUVELLES PRISONS**
Nouveaux marchés et privatisation de l'enfermement.
- **QUE LA PEUR CHANGE DE CAMP**
Texte italien sur la terreur au quotidien
Octobre 2004 [extraits]
- **GUERRILLA CAR GUERRE IL Y A**

08 230408

- *RAPPORT SUR MARSEILLE* (1985)

Publié dans la revue *Os Cangaceiros* [extraits]
- *MOUVEMENT IBÉRIQUE DE LIBÉRATION (MIL)*
Aperçu historique d'après le film réalisé par le CRAS de Toulouse

- *BRÛLE TON ÉCOLE*

Texte contre le dressage
- *ECO-TOURISME DURABLE*

Publié dans *Contre Infos Cevennes* #02
<http://contreinfo7.internetdown.org>
contreinfo7@riseup.net

- *NOUS VOULONS TOUT* (1971)

Sur les grèves de 1969 à la Fiat de Turin.

Rééd. de 2008 [extraits]
nousvoulontout@gmail.com

09 280508

- *OS CANGACEIROS*

Historique du groupe clandestin actif dans les années 80 en France.

L'ensemble de leurs revues sont disponibles dans la rubrique qui leur est consacrée sur le site

- *LETTRÉ DE BRUNO ET YVAN*

Des prisons de Fresnes et Villepinte (avril 2008)

- *MAUVAISES INTENTIONS* (mai 2008)

Recueil de textes sur l'outil antiterroriste et la mouvance anarcho-autonome

- *SUR UN AIR... DE CHACHA*

Sur la sociale-démocratie à la sauce Chavez

- *CITOYEN PAR CI, CITOYENNE PAR LÀ*

Affiche trouvée sur les murs de Marseille

10 250608

- *TOUT DOIT PARTIR* #00

Journal pour une liquidation totale de ce qui nous détruit. Edito
toutdoitpartir@boum.org

- *DE LA LÉGALISATION DES CABANES, YOURTES, ROULOTTES...*

Sur la décabanisation. Extrait de

Contre Infos Cevennes #03

- *OUTRAGE* #02

Journal incendiaire, gratuit, sur Lyon et ses environs. Edito [extrait]

outrage@riseup.net

- *ARMES DE LA RÉPRESSION*

Nouvelles adaptations des tactiques et armes de la paix sociale

Extrait de la revue *Echanges*

<http://www.mondialisme.org>

- *SOLIDARITÉ AVEC BRUNO ET YVAN*

Chronologie des actions de solidarité

- *RAFLES DANS NOS QUARTIERS*

Affiche trouvée sur les murs de Marseille

- *VU DU DÉLIRE ANTI-TERRORISTE* (mai 2008)

Lettre de Farid sur son arrestation [extraits]

- *CULTURE DE LA SÉCURITÉ*

Rappels pratiques

#11 230708

- *TANT QU'IL Y AURA DE L'ARGENT*

Sur des manifs pour le pouvoir d'achat en Belgique

Extrait de *Tout Doit Partir* #01

- *BEAU COMME UNE PRISON QUI BRÛLE.*

- *UNE ÉMOTION POPULAIRE EN 1780*

Texte paru en 1994 chez *L'insomniaque* [extraits]

- *S'OPPOSER À LA RÉPRESSION : RÉFLEXE CONDITIONNÉ OU MOUVEMENT VOLONTAIRE ?* (2003)

Publié dans *A couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques* [extraits]

- *LETTRÉ COLLECTIVE DE CAVALE*

(novembre 2007)

De trois anarchistes recherchés pour plusieurs incendies volontaires en Grèce

Publiée dans *La Cavale* #12 [extraits]

<http://la-cavale.blogspot.com/>

- *POUQUOI JE ME SUIS FAIT LA MALLE* (juillet 2008)

Lettre de clandestinité de Bruno [extraits]

- *LETTRÉ DE GORGIOS*

Arrêté après un braquage en Grèce

(octobre 2007)

Extrait de *La Cavale* #12

12 270808

- *ET AU MAROC...*

Retour sur les révoltes à Boulame Dadès et Sidi ifni

- *LETTRÉ D'ISA* (mai 2008)

Écrite après son transfert à Lille-Sequedin [extraits]

- *LETTRÉ DE DAMIEN* (août 2008)

Écrite après son incarcération

- *BIBLIOTHÈQUE 152*

Présentation d'une nouvelle bibliothèque

152 Grand Rue - 30270 St Jean du Gard

bibliotheque152@riseup.net

- *COMMUNIQUÉ DE L'ANC*

Extraits de communiqués de l'Anarchist Noisy Crew

<http://www.freewebtown.org/anc>

#13 CONTRE LE TRAVAIL

- Extraits des émissions précédentes sur le thème du travail

14 221008

- *TOUT DOIT PARTIR ? BEN OUAIS, TOUT !*

Extrait de *Tout Doit Partir* #03

- *LA POLICE ET SES FANTOMES.*

Arrestation et violence policière à Lyon

Extrait de *Outrage* #03

- *A BAS LES RESTAURANTS*

La critique d'un travailleur de l'industrie alimentaire [extraits]

- *DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE*

Feuille d'infos sur les conflits sociaux dans le monde.

Echanges et mouvement - BP 241 - Paris cedex 18

- *CONTRE INFOS EN CÉVENNES*

Extrait de la version audio du *Bulletin de Contre Infos en Cevennes*

- *L'INCENDIE MILLÉNAIRE (1987)*

Introduction du livre publié par *Os Cangaceiros* [extraits]

- *LE NUCLÉAIRE C'EST CAPITAL*

Appel à la manif contre Tricastin le 25 octobre 2008

#15 MARSEILLE SOUS HAUTE-TENSION

- Extraits des émissions précédentes sur le thème de Marseille et ses alentours

- *SUR LE TOIT DU GLOBE*

Occupation le 22 novembre 2008 d'un immeuble rue de la République dans le périmètre Euromed à Marseille.

- *ROMS ET RUMEURS*

Squats, répression et racisme contre les Roms à Marseille

Une rubrique Marseille existe sur le site dans laquelle tout les textes et archives sonores sont regroupés.

16 241208

- *FLAMMES DE GRÈCE*

Sur les émeutes sociales de décembre 2008

- *T'ARNAC*

Faits, solidarité et critiques après les arrestations du 11 novembre 2008 pour des sabotages contre des TGV

- *LETTRÉ DE JUAN*

Depuis la prison de Rouen (octobre 2008)

- *AU DELÀ DES MURS* (2008)

Journal à numéro unique pour la destruction de la prison et de son monde.

BP 187 - Rue du progrès 80 - 1210 Bruxelles (Belgique)

- *NO TAV - ACTION DIRECTE - AUTOGESTION*

Appel à la manif contre le TAV

6 décembre 2008 [extraits]

- *BIENVENUE DANS LA POUBELLE DES MONDES* (septembre 2008)

Affiche trouvée à Bobigny lors de la 5^e biennale de «Terre en tête»

Publiée dans *Cette Semaine* #97

- *A CORPS PERDU*

Revue internationale anarchiste.

Extrait de l'édito

<http://www.acorpsperdu.net/>

17 QUE DU DÉSORDRE...

- Sélection de faits et méfaits de la guerre sociale des émissions précédentes

18 250209

- *A GAZA COMME AILLEURS*

Désertons les guerres des Etats. Affiche (2008)

- *BRÈVE HISTOIRE COLONIALE*

Lutte et résistances dans les colonies antillaises

- *DE PLAGES EN CAGES. A MARSEILLE,*

LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS AU PIÈGE DES FRONTIÈRES URBAINES (février 2009)

Contrôle urbain et flux du Capital à Marseille [extraits]

- *DE MOKER*

Un groupe de jeunes libertaires aux Pays-Bas de 1923 à 1928. Extrait de *A corps perdu*

- *MAUVAISES INTENTIONS 2*

Recueil de textes sur l'outil antiterroriste et la mouvance anarcho-autonome (janvier 2009)

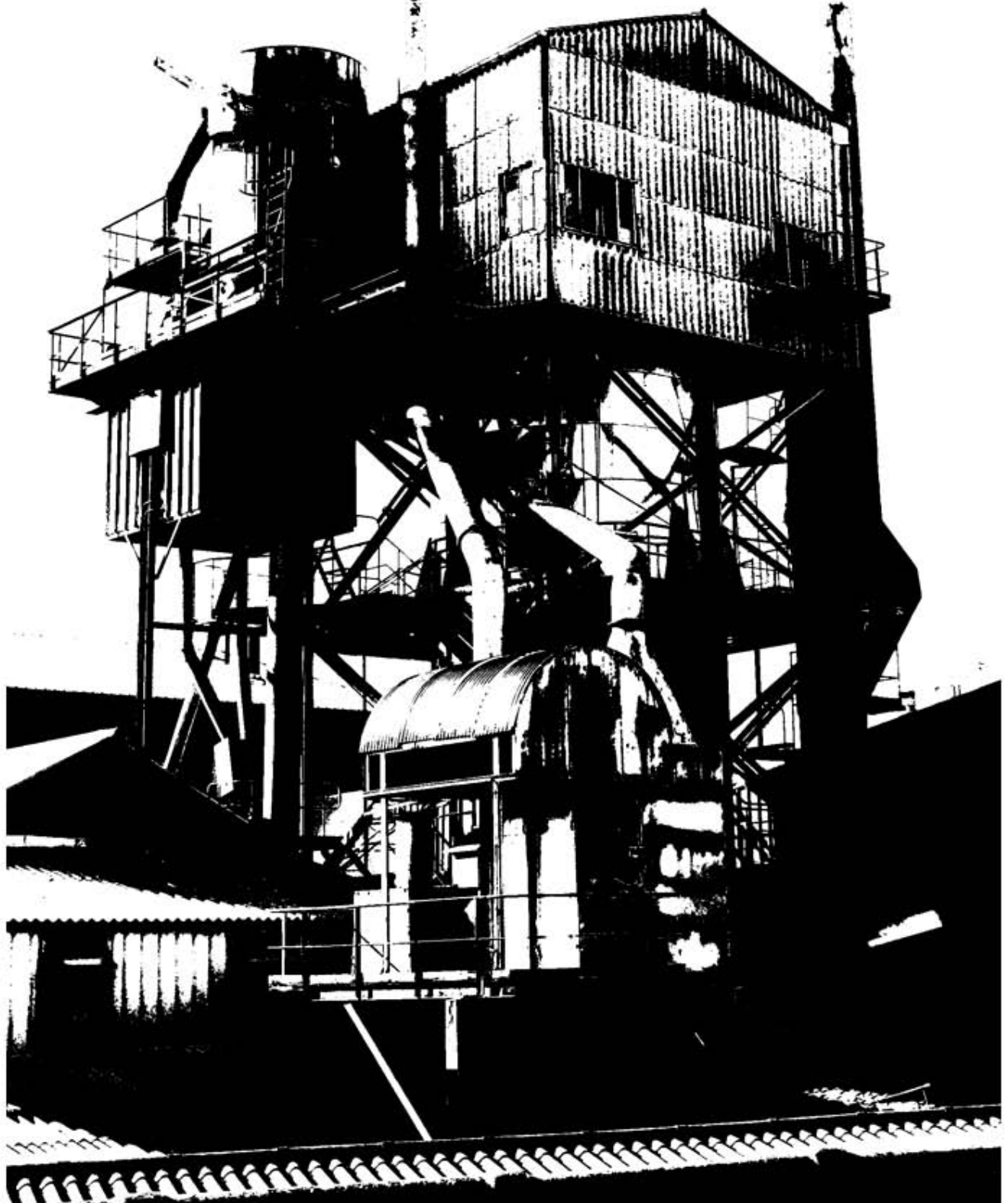
- *LETTRÉ DE ILIAS NIKOLOU*

Arrêté le 13 janvier 2009 et accusé d'une explosion contre un commissariat

<http://basseintensite.internetdown.org/>
basseintensite@riseup.net



Pas de Présent



pas de Futur